

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication
École des sciences politiques et sociales (PSAD)**

L'orientation politique des petites puissances eurasiatiques au début du 21^{ème} siècle.

Théorie de la petite puissance.

Auteur : Charlotte de Condé
Promoteur : Tanguy Struye de Swielande
Lectrice : Kimberly Orinx
Année académique 2018-2019
Master en Sciences Politiques, Relations Internationales. Finalité
Spécialisée : Diplomatie et Résolution des Conflits.

Table des matières

Remerciements.....	6
Introduction	8
1. Un Domaine d'Étude qui se Réactualise : La Petite Puissance	9
2. Problématique de Recherche	10
3. Méthodologie.....	11
4. Sources et Informations.....	12
Chapitre 1 : La Petite Puissance : Cadre Théorique	16
1. Processus de Définition de la Petite Puissance.....	16
2. Différentes Conceptions de la Petite Puissance	18
2.1 Situation Domestique de la Petite Puissance	18
2.2 Politique Étrangère de la Petite Puissance	21
2.3 Sécurité de la Petite Puissance	23
Chapitre 2 : La Petite Puissance Eurasiatique	26
1. Azerbaïdjan, Biélorussie et Kazakhstan en tant que Petites Puissances	26
1.1 Caractéristiques Intrinsèques et Mesurables	26
1.2 Caractéristiques Particulières et Analysables	27
2. Petite Puissance Eurasiatique : Définition	29
3. Organisations Internationales et Régionales	30
3.1 Communauté des États Indépendants (CEI)	31
3.2 Communauté Économique Eurasiatique (CEEa).....	31
3.3 Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC).....	32
3.4 Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)	33
Chapitre 3 : L'Azerbaïdjan : <i>La Terre de Feu</i>	36
1. La Situation Domestique de l'Azerbaïdjan.....	36
1.1 L'Identité et la Cohésion Nationales de l'Azerbaïdjan	37
1.2 L'Organisation Politique de l'Azerbaïdjan.....	38
1.3 L'Économie et les Ressources de l'Azerbaïdjan	40
2. La Politique Étrangère diversifiée de l'Azerbaïdjan	41
2.1 L'Arménie et l'Azerbaïdjan.....	42
2.2 La Russie et l'Azerbaïdjan.....	43
2.3 Les Puissances Occidentales et l'Azerbaïdjan	44
2.4 L'Iran	48
3. Conclusion.....	50
Chapitre 4 : La Biélorussie : <i>La Russie Blanche</i>	52

1. La Situation domestique de la Biélorussie	52
1.1 L'Identité et la Cohésion Nationales de la Biélorussie	52
1.2 L'Organisation Politique de la Biélorussie.....	54
1.3 L'Économie et les Ressources de la Biélorussie	57
2. La Politique Étrangère de la Biélorussie.....	59
2.1 L'Union Européenne et la Biélorussie	60
2.2 La Russie et la Biélorussie	62
2.3 L'Asie et la Biélorussie.....	65
3. Conclusion	66
Chapitre 5 : Le Kazakhstan : <i>Le Pays de l'Homme Libre</i>	68
1. La Situation domestique du Kazakhstan	68
1.1 L'Identité et la Cohésion Nationales du Kazakhstan	69
1.2 L'Organisation Politique du Kazakhstan.....	70
1.3 L'Économie et les Ressources du Kazakhstan	73
2. La Politique Étrangère du Kazakhstan	75
2.1 L'Union Économique Eurasienne et le Kazakhstan	76
2.2 La Russie et le Kazakhstan.....	77
2.3 L'Asie, la Chine et le Kazakhstan	78
2.4 L'Union Européenne, les États-Unis et le Kazakhstan.....	79
2.5 L'Ouzbékistan et le Kazakhstan.....	81
3. Conclusion	82
Conclusion.....	84
1. Petite Puissance Eurasiatique	84
2. Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan.....	86
3. Limites de l'Étude.....	89
4. Pistes de Recherche	89
Bibliographie	92
Annexes.....	106
Annexe 1 : Questionnaire en ligne.....	106
Annexe 2 : Analyse comparative des données	174
Annexe 3 : Illustration	181

Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur.

Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au Code de déontologie pour les étudiants en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses et savoir que le plagiat constitue une faute grave.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'C. L. L. L. L. L.' or similar, with a stylized, cursive script.

Remerciements

En premier lieu, je souhaiterais remercier le professeur Tanguy Struye de Swielande, promoteur de ce mémoire, pour sa disponibilité, ses précieux conseils et sa patience.

J'aimerais également remercier la professeur Katlijn Malfliet, enseignante à la Katholieke Universiteit te Leuven, de m'avoir encouragée à affiner mon esprit critique et de m'avoir transmis sa passion pour l'analyse des politiques russes.

Mes remerciements vont également aux quelques répondants du questionnaire en ligne. Leur point de vue sur la situation de l'espace post-soviétique m'ont permis de mieux comprendre certains aspects de la thématique analysée.

Merci aussi à mes parents, Anne et Michel de Condé, pour leur relecture bienveillante, mais aussi et surtout pour leur confiance et leur éternel soutien.

Enfin, je remercie Archibald, Clotilde, Hubert, Léopold et Louise pour leur présence et leurs encouragements tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Introduction

Depuis quelques années, la Russie de Vladimir Poutine se réimpose progressivement sur la scène internationale. Souvent accusée d'utiliser son énergie comme une arme géopolitique contre l'Europe, d'assumer une posture néo-impériale trop imposante ou encore de n'être qu'une « démocratie de façade », la Russie mène une politique étrangère aux objectifs confus, mais néanmoins frappante par « sa capacité à saisir les opportunités et son incapacité à engendrer des situations nouvelles ». (Gomart 2006, p. 25). De son côté, commençant à peine à se remettre de la crise économique mondiale, l'Union européenne fait face à de nouveaux enjeux, tels que la crise des migrants, la tentation du repli national ou l'émergence de partis anti-européens.

Les relations entre la Russie et l'Europe ont réellement pris un tournant avec la crise en Ukraine de 2014, suscitant diverses réflexions en Europe, mais aussi auprès de la communauté internationale, quant à l'influence extérieure que possède la puissance russe sur les anciennes républiques socialistes soviétiques de l'U.R.S.S.

Certains États s'en interrogent peut-être davantage que d'autres, dont les principaux intéressés : les petits États eurasiatiques, ex-membres de l'Union soviétique. Ces derniers, tantôt réduits à la partie post-soviétique de l'Asie centrale, tantôt perçus comme « coincés » ou « perdus » entre la Russie, l'Asie et l'Europe, entament progressivement un processus d'intégration régionale, notamment à travers l'Union économique eurasiatique (UEE). (Vercueil 2014, p. 167-168) Alors qu'ils partagent une histoire, un héritage et parfois même une culture commune, la Russie et certains de ces pays d'Eurasie n'entretiennent pas une relation d'égal à égal.

Ce mémoire de fin d'études s'intéresse à la façon dont certains pays ex-membres de l'U.R.S.S. façonnent leurs politiques domestique et étrangère sur base de leur faiblesse de pouvoir vis-à-vis des grandes puissances extérieures, et plus particulièrement de la Russie et de l'Union européenne. Cette étude se concentre sur l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan, analysés en tant que petites puissances.

1. Un Domaine d'Étude qui se Réactualise : La Petite Puissance

En 1968, Rothstein prétendait que dans l'ancienne politique internationale de l'Europe, le principe de fonctionnement formel était clair : « les grandes puissances, de concert, devaient décider et les petites puissances devaient obéir » (Rothstein 1968, p. 13). En effet, à l'époque, cette distinction était naturelle et inévitable. Le critère pour être considéré comme une grande ou une petite puissance était la capacité du pays à « mener avec succès une guerre contre une grande puissance reconnue ». (Rothstein 1968, p. 13)

Plus récemment, il a été réalisé que les publications les plus connues et les plus renommées dans le domaine de la politique comparée et de la démocratie ont tendance à exclure inconsciemment les petits États de leur analyse. Selon Wouter et Corbett, les explications données à ce phénomène ne sont généralement ni claires, ni convaincantes. Parmi elles, les plus récurrentes sont : « les petits États ne sont qu'une infime proportion de la population mondiale » ; « ils ne sont pas des États *réels* ou totalement indépendants » ; « il y a un manque de données sur les petits États » ; et enfin, « d'autres auteurs dans ce domaine de recherche excluent également les petits États dans leurs travaux ». (Wouter et Corbett 2015, p. 530)

De manière générale, les travaux de recherche effectués sur les petites puissances « ont alterné entre, d'une part, l'accent mis sur leurs contraintes et leurs limites, et d'autre part, leur indépendance, leur résilience et même leur pouvoir » (Long 2017, p. 186). C'est surtout dans la période de l'après-guerre froide que l'intérêt pour les petits État a pris de l'ampleur. (Long 2017, p. 186) Easterly et Kraay rajoutent que « les petits États ont peut-être reçu une attention excessive de la part de la littérature [...] comme des cas particuliers nécessitant des mesures politiques spéciales » (Easterly et Kraay 2000, p. 2024).

Ce mémoire a donc pour ambition de réactualiser le domaine d'étude des petites puissances, en proposant l'analyse de trois petites puissances de l'espace post-

soviétique contemporain : l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan. Ces dernières seront appréhendées en tant que petites puissances dans leur intégralité. Dans cette optique, les grandes puissances jouent un rôle contingent dans la formation des caractéristiques principales de celles-ci.

Néanmoins, étudier et analyser des petites puissances nécessite une bonne connaissance et une bonne compréhension de certains concepts théoriques. C'est pour cette raison que deux chapitres de ce travail sont consacrés au cadre théorique de ce domaine d'étude. D'une part, le chapitre 1, « Petite Puissance : Cadre théorique », fait découvrir au lecteur le domaine d'étude de la petite puissance ainsi que les différentes conceptions qui l'entourent. D'autre part, à travers le chapitre 2, « La Petite Puissance Eurasiatique », le lecteur saisit les fondements théoriques utilisés dans le cadre de l'analyse des trois républiques susmentionnées.

2. Problématique de Recherche

Comment les petites puissances eurasiatiques orientent-elles leurs politiques domestique et extérieure au début du 21^{ème} siècle ? Telle est la question de recherche de ce travail. L'hypothèse de cette étude est que l'orientation politique de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie et du Kazakhstan est intrinsèquement liée à leur statut de petite puissance. L'état de la politique interne et de la politique externe des trois républiques sera donc analysé. L'influence qu'exerce le statut de petite puissance dans l'organisation politique de certains pays ex-soviétiques sera également questionnée.

Les objectifs poursuivis sont de dresser un premier constat des différentes tendances politiques présentes dans certaines anciennes républiques soviétiques ; de comprendre en quoi leur statut de petite puissance peut-il impacter ce constat ; enfin, d'analyser l'influence de la Russie et/ou de l'Europe – voire des puissances occidentales – dans cette orientation politique.

Dans le souci de délimiter le corpus de données, trois pays ont été choisis car ils sont chacun membre de la Communauté des États Indépendants (CEI). Plus précisément, l'Azerbaïdjan sera étudié pour la région du Caucase du Sud, la Biélorussie pour les pays slaves, le Kazakhstan pour l'Asie centrale. Les trois principales régions de la CEI seront ainsi analysées. L'analyse effectuée sera intégrée dans la théorie des petites puissances en relations internationales.

3. Méthodologie

Chaque élément collecté dans le cadre de ce travail fait partie d'un corpus aux données nombreuses et variées. Pour des raisons de nuances, quelques données ont été collectées via un questionnaire en ligne dans le but d'améliorer la compréhension de la problématique. Néanmoins, c'est principalement sur base de travaux universitaires, d'ouvrages historiques ou d'autres documents de recherche préexistants que ce travail a été réalisé. Par ailleurs, les sources utilisées dans la description et l'analyse des cas d'étude sont davantage contemporaines. En plus de travaux de recherche, des sources médiatiques ont donc également été exploitées. De surcroît, puisque l'objectif est de se pencher sur les causes profondes et prochaines des différentes tendances politiques dans certaines anciennes républiques soviétiques, plutôt qu'à leur fréquence dans l'ensemble de l'espace post-soviétique, la méthode utilisée pour analyser les données récoltées est davantage qualitative que quantitative. De plus, la démarche de ce travail est compréhensive ; le point de vue individuel de chaque pays est pris en compte et ensuite intégré dans un cadre théorique.

S'il est aisé de trouver des documents qui traitent le sujet de l'espace post-soviétique, il est plus difficile de s'assurer de la neutralité de certains auteurs. En effet, les documents avec une vision très eurocentrée ou très « russifiée », sont plus nombreux qu'il n'y paraît. Une approche compréhensive, voire empathique, a donc été de mise pour intégrer chaque élément de manière constructive dans l'analyse effectuée.

De plus, notamment dans le cadre du questionnaire mis en ligne (voir Annexe 1), peu des répondants sollicités (des autochtones des pays analysés dans ce travail) ont accepté de répondre à toutes les questions, ou même de lire l'ensemble du questionnaire ; le sujet étant pour la plupart trop sensible.

Le peu de données récoltées de ce questionnaire ne sont donc pas exploitables. Une leçon a néanmoins été retenue : pour récolter des données subjectives franches et assumées concernant l'orientation politique de certains États ex-soviétiques, il faut utiliser des canaux plus informels (comme des discussions spontanées). Ainsi, les répondants seraient moins brusqués par la franchise des questions ; la plupart étant trop peu habitués à exprimer ouvertement leur point de vue concernant à ce sujet. Néanmoins, si les données récoltées du questionnaire en ligne sont trop peu nombreuses pour être exploitées scientifiquement, certaines d'entre elles ont quand même été utilisées dans ce travail, à titre informatif. En effet, même si l'ensemble de ces informations ne permet pas d'établir des conclusions générales, les opinions présentées demeurent sincères et donc intéressantes à fournir.

4. Sources et Informations

L'étude des petites puissances eurasiatiques, et plus particulièrement des trois républiques ex-soviétiques, a amené à la lecture et à l'analyse de nombreuses et diverses sources (75 sources « papier » et 17 sources électroniques). La majorité de celles-ci ont été collectées à la Bibliothèque des Sciences Économiques, Sociales, Politiques et de Communication de l'UCLouvain (Louvain-la-Neuve) ainsi qu'à la Bibliothèque des Sciences Sociales de la KULeuven (Louvain). Les plateformes de recherche en ligne de ces deux universités, Libellule et Limo, ont également permis la collecte de nombreuses données. Alors que la plupart des ouvrages utilisés dans cette étude sont rédigés en anglais, un important travail de traduction française a été réalisé.

Les données collectées concernant la théorie des petites puissances – la base théorique de ce travail – trouvent leur source sur de nombreux ouvrages. Néanmoins,

trois d'entre eux se démarquent par la pertinence et la quantité des informations qu'ils proposent : le livre *The Survival of Small States* (1971) de l'historien et politologue David Vital qui a apporté une base théorique et historique au chapitre, l'article des économistes William Easterly et Aart Kraay *Small States, Small Problems* (2000), qui a permis une lecture économique de la théorie et enfin, l'ouvrage *Small States in the Modern World* (2015) des professeurs de sciences politiques, Harald Baldersheim et Michael Keating, qui a donné accès au travail de nombreux chercheurs dans le domaine (comme Bailes et Katzenstein).

La pertinence de l'analyse de l'Azerbaïdjan a pu être améliorée grâce à des documents d'analyse et des rapports disponibles en ligne. Plus précisément, il s'agit du document d'analyse *Azerbaijan's Through Foreign Policy Choices* (2004) de Fariz Ismailzade pour l'analyse de la situation domestique du pays et de celui d'Alberto Priego Moreno, *The Creation of the Azerbaijani Identity and Its Influence on Foreign Policy* (2015), pour celle de la politique étrangère. Différents rapports de la Commission européenne concernant ses négociations avec la république ont également été intéressants à parcourir.

La Biélorussie est le pays dont le nombre de sources disponibles est le plus important. C'est surtout l'article *The Election Game* (2017) de Sofie Bedford, celui des chercheurs White, Biletsakaya et McAllister, *Belarusians Between East and West* (2016), ainsi qu'un article et un document d'analyse de la politologue Alexandra Goujon qui ont été d'une grande utilité.

Enfin, concernant l'analyse du Kazakhstan, deux livres ont particulièrement été utiles : *Modern Kazakhstan : Image and Realities* des chercheurs Amrebaev, Heinrich, Lobova et Tuleshov (2013) et *Politics and Oil in Kazakhstan* du chercheur Wojciech Ostrowski (2010). L'article *Le Kazakhstan, une Puissance Régional à Vocation Mondiale* (2015) de Mathieu Boulègue a également été intéressant.

De manière générale, l'analyse des trois républiques s'est beaucoup reposée sur les données disponibles sur la plateforme en ligne de l'*Encyclopaedia Britannica*. Celle-ci a donné accès à des synthèses générales, précises et à jour des informations principales de chaque pays analysé.

Alors que dans les deux premiers chapitres de ce mémoire, il s'agit de se concentrer sur les fondements théoriques nécessaires pour la bonne compréhension de la thématique traitée, les trois chapitres suivants se focalisent sur l'analyse individuelle des trois républiques ex-soviétiques choisies : l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan.

Chapitre 1 : La Petite Puissance : Cadre Théorique

La « petite puissance » occupe depuis longtemps une place dans la recherche. Construire une théorie autour de ce concept est une tâche à laquelle de nombreux auteurs se sont déjà adonnés. Après un commentaire bref sur le processus de définition de la petite puissance en lui-même, ce chapitre aborde les différentes conceptions qui existent autour de la petite puissance, dans sa situation domestique, ses relations extérieures, et sa sécurité.

1. Processus de Définition de la Petite Puissance

Il existe autant de définitions du concept de la petite puissance que d'auteurs ayant étudié cette thématique. En effet, ce concept a été nommé, compris, défini, étendu et appliqué tellement de fois qu'il semble nécessaire de se pencher d'abord sur le processus de définition en lui-même. Comment définir la petite puissance ? Il n'en existe encore aucune définition entièrement convenue. De manière générale, comme le souligne Long, les différentes perceptions de la petite puissance reflètent implicitement les conceptions divergentes de ce que signifie le pouvoir dans les relations internationales. (Long 2017, p. 186)

Cette section aborde ainsi les difficultés potentielles que peut rencontrer le chercheur lors de ce processus, la solution à apporter selon différents auteurs ainsi que les quelques nuances à saisir.

De manière générale, autant les politiques que le grand public tendent à classer les États de manière semi-intuitive ainsi qu'à leur attribuer une mesure souple et variable de taille, de poids, ou d'importance. Selon Vital, deux pièges sont à éviter pour définir ce qu'est une petite puissance. Le premier est de définir la petite puissance par rapport à la grande, c'est-à-dire par la négation. Par exemple, l'erreur serait de définir une petite puissance comme étant « un État qui ne possède pas d'armes nucléaires ». Le deuxième piège est de définir la petite puissance par transposition, c'est-à-dire en fixant une limite entre chaque type d'État, créant ainsi

« une échelle sur laquelle la position de tout État pourrait être évaluée, [permettant ainsi d'en connaître] les principales caractéristiques [...] déduites de sa position » (Vital 1971, p. 6). S'il s'agit d'un piège selon Vital, c'est parce qu'il est « impossible de corrélérer les frontières fondées sur une mesure (ou un indicateur) raisonnablement objectif ou neutre avec des comportements politiques et militaires réels ou potentiels variés. Une telle frontière s'avère illusoire parce qu'elle ne nous donne aucune information politique et qu'elle n'attire pas l'attention sur ce qu'il faut savoir. » (Vital 1971, p. 5-6)

Puisqu'il y a autant de conceptions que d'auteurs, la plupart des définitions de la petite puissance trouvées sont, dans une certaine mesure, arbitraires. Dans une étude du *Commonwealth Secretariat*, il est expliqué qu'il est possible de diminuer le caractère arbitraire de ces définitions si deux considérations sont prises en compte. La première est que le concept de « petitesse » étant relatif, il faut avoir conscience du contexte international de l'époque analysée. En effet, une petite puissance de 1950 ne présente pas les mêmes caractéristiques d'une petite puissance du début du 20^{ème} siècle, cent États étant apparu depuis lors. La réalité internationale évolue à travers le temps. La seconde considération est que la corrélation entre la population et d'autres mesures économiques (comme le PIB ou la surface totale du territoire) soulignée par certains économistes confirme que définir une petite puissance selon son nombre d'habitants est raisonnable. (Charles et al. 1997, p. 8) C'est notamment dans ce sens que dans ce travail, la notion de « petite puissance » sera notamment corrélée avec celle de « petit État ».

Dès lors que certains pièges à éviter dans le processus de définition de la petite puissance ont été mis en lumière, il apparaît que ce processus est un domaine d'étude en lui-même. En effet, la petite puissance demeurera toujours un concept flou à mesure que les auteurs dans le domaine se multiplieront.

2. Différentes Conceptions de la Petite Puissance

À chaque époque, ses auteurs et à chaque auteur, ses conceptions théoriques. Néanmoins, certaines caractéristiques ont été mises en évidence, se transformant en ce qui a progressivement constitué les traits principaux de la petite puissance théorique.

Cette section est divisée en trois parties, correspondant chacune aux trois classes de caractéristiques principales de la petite puissance : sa situation domestique, ses relations extérieures et sa sécurité.

2.1 Situation Domestique de la Petite Puissance

Selon Sutton et Payne, les caractéristiques principales des petits États sont l'ouverture économique, l'insularité ou « l'enclavement » de leur territoire, la faiblesse de pouvoir et la dépendance vis-à-vis de puissances extérieures, surtout dans le secteur économique. La résilience de leur système politique et social est une autre caractéristique : elle sert à diminuer la vulnérabilité que connaissent les petites puissances, surtout dans l'économie. Les auteurs précisent néanmoins que les risques et les menaces rencontrés par la petite puissance sont à un seuil relativement plus bas que pour les grandes puissances ; ils expliquent cela par le produit de la taille. (Charles et al. 1997, p. 9-15)

Pour leur part, Easterly et Kraay prétendent que la population moyenne d'une petite puissance est de moins d'un million d'habitants en 1960-1995 et que le PIB réel par habitant doit être entre 600 et 18 000 dollars à la même époque. (Easterly et Kraay 2000, p. 2014-2015) Même s'ils peuvent s'appliquer en partie dans les cas d'étude de cette recherche, ces deux critères n'y seront pas retenus. En effet, même si ce sont des facteurs importants à prendre en compte, la population moyenne et le PIB réel par habitant ne sont pas considérés à elles seules comme des caractéristiques suffisantes pour classer ou non certains États de petites puissances. L'analyse d'autres facteurs est également nécessaire.

Par *situation domestique* est entendu les caractéristiques principales de la petite puissance, tant dans son état naturel (population moyenne, territoire) qu'au niveau de son organisation interne (identité nationale, système politique et social, économie et ressources). Cette section aborde le système social, politique et économique de la petite puissance.

a) Organisation Sociale et Politique de la Petite Puissance

Au niveau de la cohésion sociale, Singer met l'accent sur le rôle de l'identité nationale. Selon lui, l'identité dans les plus petits États a davantage de chance d'être dominée par l'identité de certains groupes qui traversent les frontières de l'État en question. (Singer 1972, p. 26-30)

Au niveau de l'organisation politique, Katzenstein prétend qu'il existe un niveau assez élevé de consensus parmi les groupes d'élites. Selon lui, plus l'État est petit, plus l'insécurité et la menace économiques et militaires venant de l'environnement international sont grandes et plus les élites nationales sont proches entre elles. Katzenstein est rejoint par Steen qui stipule que les petits États mènent une politique nationale unitaire fondée sur un consensus d'élite et un partenariat social formalisés. Cela explique en grande partie, selon lui, leurs succès économiques. (Baldersheim et Keating 2015, p. 183-185)

Même si Keating part du principe qu'un petit État est essentiellement faible dans son état naturel, il prétend qu'il possède néanmoins l'avantage d'avoir des dirigeants qui se connaissent personnellement et qui utilisent donc des voies de communications courtes. Toute affaire peut être discutée et réglée dans une seule pièce par les personnes concernées. Ainsi, une moindre distance sociale existe entre les groupes, ainsi qu'un sentiment de destin partagé. Le cas échéant, chaque défi externe renforce cette habitude de coopérer ensemble, ainsi que ce sentiment de cohésion sociale et de confiance mutuelle. Néanmoins, selon Keating, cette situation avantageuse comporte certains risques. Par exemple, celui du *groupthink*, où la recherche constante du consensus en petit groupe pourrait étouffer l'innovation et la créativité.

Il y a également le danger du clientélisme, « un mode de gouvernement basé sur les faveurs individuelles et en petits groupes et sur la distribution des ressources en petits paquets. Le clientélisme peut prospérer dans les petites sociétés où les gens se connaissent et où la réputation est importante » (Baldersheim et Keating 2015, p.16-17)

Il semble important d'apporter quelques nuances aux remarques de Keating. En effet, le risque de *groupthink* entre les élites dirigeantes n'est pas spécifique aux petites puissances. Selon Janis, il y existe trois conditions à ce phénomène : une cohésion de groupe au préalable, la réalisation de fautes structurelles et un contexte situationnel provocateur à cause du stress dû à « des menaces externes de pertes combinées à un faible espoir de trouver une meilleure solution que celle du leader » (T Hart et Stern 1997, p. 59). Janis suppose également qu'il existe plusieurs symptômes du *groupthink* comme « une illusion d'invulnérabilité ; la croyance en la moralité inhérente du groupe ; les opinions stéréotypées des membres des groupes opposés ; la pression sur les dissidents ; l'autocensure ; ou l'illusion d'unanimité » (T Hart et Stern 1997, p. 59). (T Hart et Stern 1997, p. 58-59) Le *groupthink* est donc possible dans tout type d'État présentant certaines de ces caractéristiques. Bien que les petites puissances soient enclines à posséder certains symptômes susmentionnés, les grandes puissances n'en sont pas exemptées pour autant. Le point de vue de Keating est donc intéressant à analyser dans le cadre d'une analyse du phénomène au sein d'une petite puissance, mais pas dans la recherche des caractéristiques intrinsèques de celle-ci.

b) Économie et Ressources de la Petite Puissance

Selon Long, la première caractéristique d'une petite puissance est sa faiblesse relationnelle dans le secteur économique. Il soutient que celle-ci a le choix entre trois formes de pouvoir pour prospérer, voire survivre. Le pouvoir intrinsèque représente le pouvoir potentiel de la petite puissance en termes d'aptitudes : population, territoire, PIB et force militaire. Ces ressources intrinsèques deviennent déterminantes dans la politique mondiale par leur exercice et non pas par leur simple

existence. Quand un petit État manque de ressources matérielles, il peut convaincre des plus grands États de prendre certaines mesures pour stimuler son intérêt. Il s'agit du pouvoir dérivé. Enfin, le pouvoir collectif est le pouvoir acquis par la petite puissance en s'associant à d'autres petits États afin de gagner de l'importance. Ces trois pouvoirs représentent trois stratégies que peut adopter la petite puissance selon les circonstances. (Long 2017, p. 186-205)

Pour leur part, Easterly et Kraay réfutent l'argument souvent entendu que les petits États souffrent d'un handicap de développement. Selon leur étude, les petits États semblent avoir le même éventail de revenus par habitant que les autres pays du monde ; ils peuvent même être plus riches que leurs voisins régionaux. De surcroît, la performance soutenue des petits États se répercute sur d'autres indicateurs de la qualité de vie. Par exemple, la mortalité infantile (enfants de moins de cinq ans) est significativement plus faible dans les petits États (de 22%) et l'espérance de vie est supérieure (d'environ quatre ans). (Easterly et Kraay 2000, p. 2015-2017)

Il semble important de préciser que les résultats présentés par Easterly et Kraay sont à prendre avec réserve : les petits États, malgré tous les avantages que leur situation apporte, ne sont pas exempts de problèmes économiques. En effet, les petits États doivent compter sur des technologies importées et sur un capital humain de haute qualité pour compenser leur manque de ressources naturelles. Même si les petits États ont un faible avantage dans le rattrapage technologique non agricole, ils ont également un faible désavantage dans le rattrapage technologique agricole. (Easterly et Kraay 2000, p. 2018)

2.2 Politique Étrangère de la Petite Puissance

Selon Chabbi et Lim, un axe important dans la politique étrangère d'une petite puissance est le choix d'alignement. Ce dernier doit répondre à la nécessité de la petite puissance de « préserver non seulement [son] intégrité territoriale, mais également [sa] capacité de décision autonome » (Chabbi et Lim 2013, p. 231). Ainsi, la petite puissance se voit de devoir choisir entre l'alternative du *balancing* – ou

stratégie visant à l'équilibre – et celle du *bandwagoning* – ou suivisme. La première désigne un alignement à l'encontre de la puissance dominante, tandis que la seconde désigne une alliance avec cette dernière. Pourtant, puisqu'elles présentent des risques similaires, les deux options apparaissent peu attrayantes pour la petite puissance. En effet, alors que le *balancing* comporte le risque qu'elle se fasse abandonner par la grande puissance, le *bandwagoning* risque de l'impliquer dans un conflit non voulu, en plus de la satelliser. C'est pour cette raison que la plupart des petites puissances préfèrent adopter une position non-alignée : une supposition d'Éric Labs que soutiennent les deux auteurs. (Chabbi et Lim 2013, p. 231-232)

Néanmoins, il semble important de préciser que le point de départ de cette théorie est que la configuration du système international est bipolaire : il y existe des puissances et des non-puissances. Au vu de la variété de types de puissances qui existe aujourd'hui, le contexte international actuel est cependant plus complexe à appréhender. De plus, il y est sous-entendu que les deux types d'alignement proposés sont exclusifs. À nouveau, la complexité du système international contemporain ne permet pas à la petite puissance de prendre des décisions si drastiques. Chaque stratégie doit être teintée de nuances. Enfin, le contexte dans lequel la décision doit être prise compte également. Par exemple, la petite puissance n'utilise pas la même stratégie dans un contexte mondial que dans un contexte régional.

Quant au rôle et au comportement de la petite puissance sur la scène internationale, Vital prétend que sur la scène internationale, le rôle de la petite puissance est contingent. En ce sens, elle ne peut avoir de réels impacts dans le schéma général des grandes puissances politiques que dans des cas particuliers et non pas de manière permanente. Vital conçoit donc la petite puissance comme un « l'État qui, à long terme, [...] ne constitue qu'un complément superflu et non-décisif à l'ensemble des ressources politiques et militaires [d'une grande puissance] » (Vital 1971, p. 9). (Vital 1971, p. 8-9)

Une autre caractéristique que Vital attribue à la petite puissance est qu'elle tend inévitablement à adopter des comportements analogues à ceux des grandes

puissances, à savoir : restructurer son environnement international à son propre avantage et ne pas compter longtemps sur le soutien des autres États. Bien évidemment, au vu de ses capacités limitées à soutenir un quelconque changement dans la structure des relations internationales, la petite puissance n'est pas capable de se comporter de manière effective comme une grande puissance. (Vital 1971, p. 9-10)

Pour sa part, Rothstein suggère qu'une des caractéristiques constantes de la petite puissance est que lorsqu'elle est confrontée à un dilemme de sécurité, elle attend que la solution pour continuer à survivre vienne de l'extérieur. Néanmoins, la particularité de cette aide est qu'elle sera toujours ambiguë. En effet, l'histoire a appris aux petites puissances que l'aide extérieure arrive généralement en retard et n'est fournie que dans l'attente d'avantages futurs. De plus, la petite puissance n'a qu'un contrôle périphérique sur son propre destin : en cas de menace, il est rare qu'elle puisse augmenter son propre pouvoir afin d'influencer le résultat de la situation. Elle possède moins d'options politiques réalistes qu'une grande puissance et son éventail de choix est plus limité. À l'inverse de la grande puissance, lorsque la petite puissance est menacée par une grande, c'est son existence indépendante qui est entièrement menacée. (Rothstein 1968, p.5, 19)

2.3 Sécurité de la Petite Puissance

Selon Keating, un petit État, dans son état naturel, ne possède ni la taille, ni les ressources, ni encore une maîtrise suffisante de la terre ou de la mer nécessaires pour se protéger suffisamment d'une potentielle agression, externe ou interne. (Baldersheim et Keating 2015, p.16)

Au niveau de leur sécurité, Bailes prétend que les petites puissances possèdent une sécurité multi-dimensionnelle, où sont mêlées différentes menaces telles que : les attaques directes ; les violences non-étatiques ; les menaces liées à l'économie ; ou celles qui sont accidentelles ou naturelles. (Baldersheim et Keating 2015, p. 26)

Quelques nuances sont également à apporter à ces propos : les petites puissances ne sont pas les seules concernées par la sécurité dite « multi-dimensionnelle ». Même si elle ne connaît pas la même vulnérabilité, une grande puissance peut, elle aussi, dans une autre mesure, être confrontée aux mêmes types de menaces.

Rothstein, lui, soutient que la petite puissance possède une marge de sécurité étroite. Selon lui, la petite puissance a très peu de temps pour corriger ses erreurs. La possibilité de libre choix dépend de chaque action décidée ; un manque de vigilance peut donc s'avérer fatal. Par conséquent, au détriment de toute question liée à la stabilité nationale à long-terme, la petite puissance s'efforce de se concentrer intensément sur des questions locales et à court-terme. Le présent est trop dangereux pour se soucier des conséquences futures possibles. Selon Rothstein, la politique étrangère d'une petite puissance se concentre donc principalement sur les facteurs à court-terme et a tendance à monopoliser l'ensemble du processus politique de l'État.

De plus, dans certains cas, les petites puissances développent une sécurité négative fondée sur leurs propres faiblesses. En d'autres termes, puisque le coût d'une défaite serait trop élevé et puisqu'elles n'ont pas les moyens d'atteindre un niveau de nuisance suffisamment important, elles peuvent atteindre un certain degré de protection. Pourtant, en cas de conflit, la psychologie de la peur des petites puissances présente un certain paradoxe : d'une part, craignant les risques, elles tentent de se retirer du conflit, prétextant que leurs actions n'auront pas beaucoup d'impact et, d'autre part, elles perdent toute chance d'obtenir l'égalité de statut, qui inclut notamment les droits de participer à une crise, même au détriment de la sécurité à longue portée. (Rothstein 1968, p.24-28)

Ainsi, à chaque auteur, sa propre conception de la petite puissance. Néanmoins, un élément retenu est que la petite puissance possède naturellement une faiblesse relationnelle avec les autres États, voire une position de dépendance vis-à-vis des grandes puissances, tant dans le domaine économique que politique. C'est d'ailleurs

pour cette raison que sa politique étrangère occupe une place si prépondérante dans le processus politique général de son État. La petite puissance met également en place un système social, économique et politique strict au sein de ses frontières, de sorte à encadrer le bon fonctionnement du pays et de sa cohésion nationale.

La petite puissance est un concept qui ne cesse d'évoluer au fil du temps et des recherches. Les auteurs s'accordent, s'opposent et se complètent autant dans le processus de définition de la petite puissance qu'autour de sa définition intrinsèque, encore faut-il qu'il en existe une acceptée de tous.

Chapitre 2 : La Petite Puissance Eurasiatique

Même si les petites puissances sont généralement façonnées par les mêmes caractéristiques principales, il en existe plusieurs types, chacune ayant ses spécificités. Dans le cadre de ce travail de recherche, c'est la petite puissance de la région d'Eurasie qui est étudiée. Il convient donc de définir la « petite puissance eurasiatique », terme qui constitue la base théorique de cette étude. Il y a lieu de noter que la limite entre les petites puissances et les puissances moyennes étant parfois trop floue, elle n'est pas retenue dans l'analyse d'une région comme l'Eurasie (notamment dans l'analyse de certains aspects du Kazakhstan).

Ce chapitre aborde les caractéristiques des trois pays analysés dans le cadre de cette étude – l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan – ainsi que la définition de la petite puissance eurasiatique.

1. Azerbaïdjan, Biélorussie et Kazakhstan en tant que Petites Puissances

En quoi les trois républiques sont-elles des petites puissances eurasiatiques ? L'analyse des caractéristiques intrinsèques et mesurables et des caractéristiques particulières et analysables des pays s'avère nécessaire pour répondre à cette question. Par « caractéristiques intrinsèques » sont entendus les éléments plus ou moins constants qui caractérisent le pays dans son état naturel (sa population, sa superficie ou son PIB brut par habitant). Sont entendus par « caractéristiques particulières », les éléments spécifiques à l'État en question et qui connaissent une variation constante dans le temps (le régime politique, le système social, l'économie nationale ou les enjeux rencontrés).

1.1 Caractéristiques Intrinsèques et Mesurables

En comparant des données mesurables propres à l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan avec les pays de la région d'Eurasie (voir Annexe 2.1), il ressort que dans une perspective régionale, ces pays pouvaient être considérés comme des grandes

puissances ; leur population et leur superficie totales étant parmi les plus importantes et le PIB par habitant parmi les meilleurs. Pourtant, lorsque les trois républiques ont été comparées aux États considérés comme des grandes puissances ou comme des puissances émergentes (voir Annexe 2.2), elles pouvaient être considérées comme des petites puissances par rapport à ces États. Dans cette optique, si les deux analyses comparatives avaient été rassemblées, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan pourraient être considérés comme des puissances moyennes. Ainsi, tout est une question d'approche. Les conclusions tirées de ces deux comparaisons ne suffisent pas pour définir si les trois pays sont des petites puissances ou non. De surcroît, comme le disait Vital, le piège serait de définir ce qu'est une petite puissance par la négation – *ce ne sont pas des petites puissances ou des grandes puissances car ils ne possèdent pas telle caractéristique* –, ou par transposition – *ce sont des puissances moyennes car ils se situent 'en-dessous' des grandes puissances, mais 'au-dessus' des petites puissances*.

Les données intrinsèques et mesurables de chaque pays ne suffisent donc pas pour les définir en tant que petite, moyenne ou grande puissance. Même si ces données sont intéressantes à prendre en compte, d'autres facteurs sont tout aussi importants à considérer (comme la situation domestique ou la politique étrangère). Ces derniers ne sont pas mesurables, mais analysables. Ainsi, dans le cas de la petite puissance eurasiatique, l'argument susmentionné de Keating selon lequel un petit État, dans son état naturel, est incapable de se défendre d'une potentielle agression, est réfuté.

1.2 Caractéristiques Particulières et Analysables

Outre le fait d'être chacun membre des Nations-Unies, de la CEI et de l'UEE, les trois pays analysés possèdent deux caractéristiques communes principales : une politique étrangère équilibrée et un système politique façonné par les traits d'une « démocratie de façade ».

Cette deuxième caractéristique signifie que l'État veille à assurer un cadre institutionnel démocratique dans son organisation nationale, tout en y créant des

sous-structures informelles qui permettent à l'élite dirigeante de se consolider et donc au régime autoritaire de rester en place.

Concernant leur politique étrangère, l'auteure Gnedina soutient que puisque les pays ex-soviétiques sont multi-vecteurs, ils n'ont ni équilibre, ni influence dans leurs relations extérieures. « Comme leur pouvoir de négociation est de toute évidence limité, les États post-soviétiques tentent d'accroître leur pouvoir de négociation par des manœuvres tactiques tout en poursuivant leurs propres objectifs » (Gnedina 2015, p. 1009). Ces objectifs englobent notamment la maximisation de la richesse et du pouvoir du pays et le maintien d'un certain degré d'indépendance par rapport aux puissances extérieures. L'argument central de Gnedina est donc que les pays post-soviétiques n'utilisent ni la stratégie du *balancing*, ni celle du *bandwagoning*, mais plutôt celle du *bargaining*. Ils négocient avec différents partenaires extérieurs et essaient de tirer un maximum de bénéfices de cette négociation. « La politique étrangère multi-vecteurs résulte donc d'une négociation asymétrique entre les petits États et les acteurs extérieurs concurrents sur les modalités de la coopération » (Gnedina 2015, p.1024). (Gnedina 2015, p. 1009, 1024)

Puisque l'argument de Gnedina est spécifique aux pays post-soviétiques, la notion du *bargaining* sera retenue dans cette étude. Néanmoins, les concepts susmentionnés de *bandwagoning* et de *balancing* sont également retenus puisqu'ils sont spécifiques aux petites puissances.

Le terme « démocratie illibérale » peut également être utilisé pour faire référence à la « fatigue démocratique » des trois républiques analysées. Rupnik explique ce phénomène par la répartition inégale des bénéfices de la croissance économique entre les « gagnants » et les « perdants » de la transition post-guerre froide au sein d'une même société : le peuple [le perdant] contre les élites [les gagnants]. L'auteur soutient également que « le clivage gauche/droite a été remplacé par celui entre libéraux pro-européens et conservateurs nationalistes » (Rupnik 2017, p. 76). Entre d'autres termes, la cause de la liberté s'oppose à celle de la nation. Ainsi, le libéralisme qui a dominé les systèmes politiques pendant plus de deux décennies fait

progressivement place au retour d'un communautarisme et d'un nationalisme. (Rupnik 2017, p. 70-77)

S'il est aisé de décrire la situation politique intérieure et extérieure des pays analysés, il en est autrement pour expliquer la source de ces constats. L'intuition menée dans cette recherche relève de la théorie des petites puissances. Est-ce parce que l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan sont des petites puissances qu'ils connaissent ces réalités internes et externes ? Plusieurs caractéristiques nous amènent à prétendre que c'est probablement le cas.

De manière générale, les trois pays analysés sont caractérisés par un système politique et social résilient, une politique nationale unitaire, une forte cohésion des élites dirigeantes, une ouverture économique, un rôle contingent joué dans les affaires internationales et enfin, une identité nationale fragile et donc encadrée, encouragée et renforcée par le régime. Chacune de ces républiques se trouve également dans une situation de dépendance extérieure et plus spécifiquement vis-à-vis de la Russie. En effet, il est indéniable que l'héritage soviétique et russe en Azerbaïdjan, en Biélorussie et au Kazakhstan a une profonde incidence dans l'organisation nationale de ces derniers. Une dernière caractéristique intéressante à noter est la présence de zones-tampon dans deux des trois républiques analysées. Nagorno-Karabakh avec l'Arménie pour l'Azerbaïdjan et les frontières avec l'Ouzbékistan et la Russie pour le Kazakhstan. Ces situations renforcent l'idée de l'enclavement de leur territoire.

2. Petite Puissance Eurasiatique : Définition

Dans le cadre de cette recherche, le concept de « petite puissance eurasiatique » désigne donc les petites puissances au niveau mondial qui se situent dans la région d'Eurasie et non les petites puissances spécifiques de cette région.

Ainsi, à partir de ces quelques données mesurables et analysables, la définition de la petite puissance eurasiatique dans cette étude se limiterait à l'énoncé qui suit : « Un État de la région Eurasiatique qui connaît une situation de dépendance vis-à-vis des puissances extérieures, tant dans le domaine économique que sécuritaire. » La faiblesse relationnelle de la petite puissance eurasiatique réduit sa marge de sécurité et l'amène à mettre en place un système politique et social fort caractérisé par une cohésion importante entre les élites, une ouverture économique et pour certaines d'entre elles, une sécurité négative fondée sur ses propres faiblesses. La petite puissance eurasiatique tend à jouer un rôle contingent dans les affaires internationales.

Dans le cas des trois républiques analysées dans cette recherche, il est à noter qu'elles jouent un rôle contingent dans les affaires internationales globales et non régionales. À cela s'ajoutent quelques caractéristiques propres supplémentaires : un sentiment d'enclavement du territoire, une tendance à adopter des comportements analogues à ceux des grandes puissances et une identité nationale fortement influencée par les dirigeants puisqu'elle est difficile à construire. Ce sont donc principalement les travaux de Sutton et Payne, de Rothstein et de Long, de Katzenstein, Keating et Steen, de Vital et de Singer qui ont été retenus pour construire cette définition.

Celle-ci n'a pas la prétention de se présenter comme la plus précise, la plus réaliste, ni la plus scientifique. Les critères utilisés pour la construire ont été choisis sur base de diverses recherches effectuées sur le sujet et de ce qui semble être le plus pertinent pour analyser de manière effective les cas d'études de ce travail.

3. Organisations Internationales et Régionales

Dans les chapitres suivants, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan seront analysés en tant que petites puissances. Comme précisé ci-avant, les trois pays partagent des points communs, comme leur participation dans diverses organisations internationales ou régionales. Dans le souci d'apporter les prérequis

nécessaires à la bonne compréhension du lecteur, il convient ici de fournir une brève explication sur quelques institutions qui accueillent les trois républiques analysées ou du moins, certaines d'entre elles.

Cette section décrit donc cinq organisations, à savoir la Communauté des États Indépendants (CEI), la Communauté Économique Eurasiatique (CEEa), l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) et enfin, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) ainsi que le Groupe de Minsk.

3.1 Communauté des États Indépendants (CEI)

Créée en 1991, la CEI avait pour ambition de remplacer les structures de l'État soviétique afin de permettre aux États nouvellement indépendants de gérer les problèmes suscités par la dislocation de celui-ci. Progressivement, la CEI est devenue une organisation multilatérale possédant des responsabilités de sécurité régionale. En ce sens, ses objectifs étaient de prévenir, gérer et régler les conflits dans la région de l'Eurasie, et plus particulièrement sur le territoire de l'ex-U.R.S.S. (Macfarlane 1995, p. 787, 785) Considérée par plusieurs pays-membres comme étant une institution inefficace, la CEI a progressivement fait place à d'autres organisations régionales, comme l'Union Économique Eurasiatique. (Sushko 2003, p. 5)

3.2 Communauté Économique Eurasiatique (CEEa)

La Biélorussie et le Kazakhstan sont membres de la CEEa depuis 2006, dont le traité, entré en vigueur en 2001, inclut la mise en place d'un cadre institutionnel inspiré de l'acquis communautaire de l'Union européenne, ouvrant ainsi la voie à une série de projets d'intégration économique dans l'espace post-soviétique. (Vicari 2016, p. 5) Selon Vicari, la création de la CEEa a apporté un degré d'institutionnalisation et de législation dans l'intégration économique régionale. (Vicari 2016, p. 15)

Même si l'objectif de l'établissement d'une union douanière entre les pays de la CEEa semblait respecté, tous les membres ne semblaient pas déterminés à l'établir. Ainsi,

en 2006, la Russie, le Kazakhstan et la Biélorussie ont décidé de créer officiellement une union au sein de la CEEA : l'Union Douanière Eurasienne (UDE). Le traité de l'UDE a été signé un an plus tard. La création de la Commission de l'Union Douanière, d'un tarif extérieur commun et d'un Code de l'Union douanière eu lieu en 2010. (Vicari 2016, p. 5) L'UDE n'est pas une organisation internationale. Il s'agit d'un régime conventionnel au sein de la CEEA, qui possède la personnalité juridique et qui est capable de signer des accords internationaux en tant qu'organisation internationale à part entière. (Vicari 2016, p. 7)

En 2003, les gouvernements de la Russie, de la Biélorussie, du Kazakhstan et de l'Ukraine signent à Yalta un accord sur le concept d'une autre union : l'Union Économique Eurasiatique (UEE). Les documents proposent la création d'une union douanière, d'un marché commun et d'une monnaie commune. Cet accord prévoit donc un processus d'intégration à plusieurs niveaux. (Sushko 2003, p. 1, 5) L'objectif principal mené est de créer une prospérité partagée en stimulant la création d'activités nouvelles et leur efficacité à travers l'intensification des échanges. (Vercueil 2017, p. 3) Entrée officiellement en vigueur en 2015, l'UEE est formée par la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizstan. (Vicari 2016, p. 1) Selon l'auteur Sushko, la signature de cet accord a définitivement confirmé la mort lente de la CEI, qui s'est transformée au fil du temps en une simple zone de libre-échange. (Sushko 2003, p. 5)

3.3 Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC)

Créée en 2003, l'OTSC est une organisation politico-militaire régionale qui regroupe sept pays post-soviétiques, dont la Biélorussie et le Kazakhstan. L'objectif mené par l'organisation est de consolider la paix, la sécurité et la stabilité internationale et régionale. Plus précisément, le champ d'action de l'organisation s'effectue dans trois domaines différents : militaire, politique et sécuritaire. Devenir l'organisation régionale de sécurité principale de la région post-soviétique est l'ambition générale menée par l'OTSC. C'est notamment dans cette optique qu'un accord prévoyant la

création de forces de maintien de la paix a été signé en 2009 par les États-membres. (Qoraboyev 2010)

Avec l'UEE, l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC) représente l'une des organisations régionales permettant à la Russie d'exercer son *soft power*, c'est-à-dire d'imposer son influence économique et militaire en Asie centrale. « La politique russe est très sensible à la situation de chaque pays d'Asie centrale et fait preuve de souplesse dans l'élaboration d'approches sur mesure à leur égard. » (Dubnov 2018, p. 10) À travers ces relations bilatérales, la Russie a progressivement réussi à sécuriser sa sphère d'influence dans la région et à expulser les intérêts occidentaux. (Dubnov 2018 p. 2-11)

3.4 Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE)

Initialement, l'OSCE était la CSCE – la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe – créée au début des années 70 pour servir de forum multilatéral de dialogue et de négociation entre l'Est et l'Ouest. (Bente 2011, p. 99) Suite à la guerre froide, la CSCE a été amenée à jouer un rôle dans la gestion du changement historique qui se produisit en Europe, où de nombreux défis de l'après-guerre froide ont émergés. La CSCE fut ainsi institutionnalisée, devenant l'OSCE en 1994. Aujourd'hui, il s'agit d'une organisation qui lutte activement dans la prévention, le règlement des conflits et le redressement après les conflits. Ses domaines d'engagement sont notamment de l'ordre de la sécurité, de la coopération et des droits de l'homme. (Bente 2011, p. 99-100) Autant l'Azerbaïdjan, la Biélorussie que le Kazakhstan en sont membres.

Le Groupe de Minsk est une organisation spécialement créée en 1992 par l'OSCE (la CSCE à l'époque) dans le cadre du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan concernant la région du Haut-Karabakh. L'objectif mené était d'encourager la recherche d'une résolution pacifique et négociée du litige. La Biélorussie en est membre. (Dumont 2013, p. 45)

Dans un souci de méthodologie et de clarté, ce chapitre a permis, en plus de définir ce qu'est une *petite puissance eurasiatique*, de justifier l'analyse de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie et du Kazakhstan, en tant que petites puissances, ainsi que d'apporter les fondements théoriques nécessaires à la bonne compréhension du lecteur.

Chapitre 3 : L'Azerbaïdjan : *La Terre de Feu*

« Située dans le Caucase du Sud, à la croisée des empires russe, turc et persan », la république d'Azerbaïdjan est une terre d'accueil située entre l'Orient et l'Occident (Mathey et Suny¹). Certains auteurs prétendent que le nom « Azerbaïdjan » fait davantage référence à l'ensemble des Azéris et a été choisi par les troupes turques qui désiraient s'appropriier les provinces iraniennes peuplées d'Azéris en 1945. D'ailleurs, afin de ne pas froisser l'Iran, la première république d'Azerbaïdjan se faisait appeler « République Caucasienne d'Azerbaïdjan » dans les documents officiels destinés à l'étranger. (Crosnier 2012) D'autres affirment que son nom, « Azerbaïdjan », provient du mot persan « azer » qui signifie « feu ». En raison de son abondance en pétrole et en gaz, l'Azerbaïdjan serait ainsi considéré comme « la terre de feu ». Progressivement de retour sur la scène internationale depuis son indépendance, la république se crée doucement une place entre les grandes puissances, notamment dans le secteur économique, grâce à ses importantes réserves d'hydrocarbures. (Mathey et Suny²)

Ce chapitre analyse la situation domestique et la politique étrangère de l'Azerbaïdjan en tant que petite puissance. L'objectif qui y est mené est de comprendre quelle influence exerce son statut de petite puissance dans l'organisation interne de son État et dans la gestion de ses relations extérieures.

1. La Situation Domestique de l'Azerbaïdjan

Dans le questionnaire en ligne (voir Annexe 1), deux azerbaïdjanais ont bien voulu partager leur opinion vis-à-vis de l'organisation interne de la république. Ils y qualifiaient la situation politique du pays « équilibrée » et le régime en place de « dictature » et « non-démocratique ». L'un des deux a affirmé que les priorités des autorités dirigeantes étaient de rester au pouvoir et ce, grâce à la corruption. Ils ont également évalué les situations sociale et économique « mauvaises ». Bien que ces

¹ Date de publication inconnue.

² Date de publication inconnue.

données récoltées s'avèrent intéressantes, elles ne suffisent pas à tirer des conclusions générales quant à la situation domestique de l'Azerbaïdjan.

Cette section aborde la situation sociale (identité et cohésion nationales), politique et économique de l'État en tant que petite puissance.

1.1 L'Identité et la Cohésion Nationales de l'Azerbaïdjan

Neuf dixièmes de la population de l'Azerbaïdjan sont des Azéris, c'est-à-dire des Azerbaïdjanais turcophones. Le reste de la population comprend notamment des Lezgiens, des Arméniens et des Russes. En outre, l'Azerbaïdjan est un pays à prédominance musulmane. « Plus des trois cinquièmes de la population est musulmane chiite et environ un tiers est musulman sunnite. Les membres de l'Église orthodoxe russe ou arménienne orthodoxe représentent un très faible pourcentage de la population. » (Silaev et al. 2019)

L'identité nationale de la république est fragile. En effet, en tant que petite puissance, l'identité nationale azerbaïdjanaise est sans cesse menacée d'être dominée par le sentiment d'appartenance religieux ou ethnique des différents groupes identitaires présente au sein de son territoire. De plus, la population azerbaïdjanaise, déjà fragmentée avec son identité nationale diversifiée, semble régulièrement lutter pour trouver un équilibre entre les lois modernes et le mode de vie islamique qu'elle applique. Une tendance qui semble se rééquilibrer depuis quelques années. (Silaev et al. 2019)

En effet, si le nationalisme azerbaïdjanais a fortement progressé ces dernières décennies, c'est notamment parce que le conflit avec l'Arménie concernant le contrôle de la région du Haut-Karabakh, a été une source d'unité de l'identité au sein du pays. Le président Aliyev a d'ailleurs pour habitude de mentionner et d'instrumentaliser ce conflit pour cacher les autres problèmes internes que connaît l'Azerbaïdjan. (Moreno 2005, p. 9) En tant que petite puissance, les dirigeants de l'Azerbaïdjan cherchent donc à renforcer le sentiment d'appartenance nationale en

instrumentalisant tout élément susceptible de renforcer la perception du « nous » (les Azerbaïdjanais) contre le « ils » (les Arméniens).

1.2 L'Organisation Politique de l'Azerbaïdjan

La constitution de l'Azerbaïdjan de l'ère soviétique a été remplacée en 1991 par un acte d'indépendance assorti d'un décret présidentiel et parlementaire. Depuis 1995, une nouvelle constitution a été promulguée dans le pays, déclarant le Président comme chef de l'Etat et prévoyant « une assemblée législative unicamérale, dont les membres sont élus au suffrage direct pour un mandat de cinq ans » (Silaev et al. 2019). En 2009, un amendement constitutionnel a supprimé la limite des deux mandats de la présidence. (Silaev et al. 2019)

Il semble que les différents chefs d'État qui ont gouverné le pays ont toujours fait preuve d'une autorité imposante, mettant à mal le système démocratique mis en place, du moins dans la forme. Sutton et Payne parlent de la résilience du système politique de la république. Y a-t-il eu déjà une élection juste depuis l'indépendance du pays ? Au vu des différents mécontentements des groupes d'opposition ces dernières années, il semble que ce n'est pas le cas.

En effet, en 2003, avant l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliyev, l'Azerbaïdjan a connu des manifestations violentes issues de groupes d'opposition scandalisés par l'accession apparente au pouvoir d'une ligne héréditaire. C'est ainsi qu'au cours de son premier mandat, Aliyev a renforcé les capacités militaires azerbaïdjanaises en utilisant une partie des revenus tirés du boom pétrolier de la mer Caspienne. Même s'il ne reconnaît toujours pas les revendications de souveraineté de la région du Haut-Karabakh, il s'est engagé à redoubler d'effort pour mettre fin au conflit en signant un accord avec le président arménien Serzh Sarkisyan en 2016.

En 2008, en boycottant l'opposition et en suivant des procédures d'élections ni libres, ni équitables, Aliyev est réélu et débute son second mandat. En 2009, suite à un référendum, une série d'amendements constitutionnels sont adoptés afin de consolider la position du président. Comme précisé ci-avant, « parmi leurs

dispositions figuraient la suppression de la limite de deux mandats à la présidence, qui permettrait à Aliyev de se présenter pour un troisième mandat dans les années à venir, ainsi que de nouvelles restrictions sur les médias ». (Silaev et al. 2019)

C'est ainsi qu'en octobre 2013, malgré les accusations de fraude électorale, Aliyev remporte à 85% des voix un troisième mandat à la présidence. « L'élection s'est déroulée dans un contexte d'intensification de la répression contre les médias indépendants et l'activité politique : dans les mois précédant et suivant l'élection, de nombreux journalistes et militants ont été harcelés, détenus et arrêtés. » (Silaev et al. 2019)

C'est avec l'adoption d'un référendum sur un ensemble d'amendements constitutionnels en septembre 2016 que l'hypothèse selon laquelle Aliyev cherchait à renforcer son emprise sur le pouvoir ainsi qu'à intégrer des membres de sa famille au gouvernement – pratiquant ainsi le népotisme – s'est confirmée. Parmi les amendements, l'un prolonge la durée de mandat du président de cinq à sept ans et l'autre « a créé deux postes de vice-président, à pourvoir par des personnes nommées par le président qui prendraient les pouvoirs présidentiels, au lieu que le premier ministre le fasse, si le président devenait inapte. Un troisième amendement, abolissant l'âge minimum pour les candidats à la présidence et abaissant l'âge minimum pour les candidats à la législature, a été considéré par certains comme faisant partie d'un effort visant à préparer la voie politique pour le fils d'Aliyev, [âgé de] 19 ans. En 2017, Aliyev nomme son épouse, Mehriban Aliyev, à l'un des postes nouvellement créés de vice-président. » (Silaev et al. 2019) L'hypothèse de Katzenstein, Steen et Keating selon laquelle la cohésion des élites a tendance à être plus importante au sein des petites puissances semble donc se confirmer, même si ce critère n'est pas propre aux petites puissances.

Cette résilience du système politique a-t-elle pour autant permis à l'Azerbaïdjan de diminuer sa vulnérabilité en tant que petite puissance (surtout dans le secteur économique) ? Selon Golob et Makarovic, il est possible que le système politique (et les

sous-systèmes informels) créé par les dirigeants suite à l'indépendance de l'Azerbaïdjan, en plus des réformes de marché entamées, ait contribué au développement du pays en termes d'augmentation de l'indice de développement humain après 1990. (Golob et Makarovic 2017, p. 1499)

1.3 L'Économie et les Ressources de l'Azerbaïdjan

Puisque l'ouverture économique constitue un élément essentiel pour la survie de la petite puissance (au vu de sa faiblesse relationnelle), l'Azerbaïdjan a entamé une transition vers une économie de marché au début des années 1990, à la recherche de nouveaux partenaires économiques. « Les prix de la plupart des biens ont été libéralisés et certaines entreprises d'État ont été privatisées. La privatisation des terres, cependant, s'est faite lentement. » (Silaev et al. 2019)

Aujourd'hui, l'Azerbaïdjan est considéré comme un pays industriel et agricole développé. Ses principaux secteurs de croissance représentent le pétrole et le gaz naturel – ses deux industries lourdes traditionnelles – ainsi que l'industrie légère et la production alimentaire. (Silaev et al. 2019) En tant que petite puissance, l'Azerbaïdjan a ainsi opté pour utiliser autant son pouvoir intrinsèque – exploiter ses ressources internes – que son pouvoir dérivé – coopérer avec de plus grands États, comme la Russie, pour améliorer son intérêt économique.

L'économie du pays a connu une période difficile dû au choc pétrolier de 2014 et de la réaction politique, notamment de l'Union européenne, vis-à-vis de la dérive autoritaire du gouvernement. Aujourd'hui, la république se redresse progressivement après les dévaluations des taux de change et le durcissement des politiques budgétaires monétaires de l'Union européenne. Cette dernière soutient aujourd'hui la diversification économique poursuivie par l'Azerbaïdjan et « encourage le climat des affaires du pays, notamment par une aide à l'agriculture et au développement rural ainsi qu'à l'enseignement et la formation professionnels ». (Commission Européenne 2019 (a), p. 2)

Au vu de sa situation domestique, l'Azerbaïdjan peut être qualifié de démocratie de façade. En effet, bien que l'organisation de la république comprenne une économie de marché, l'organisation d'élections et l'existence d'une assemblée législative, la république semble balayer toute forme de démocratie en manipulant les élections, en réprimant les groupes d'opposition et la presse, et en octroyant au président un pouvoir ferme.

2. La Politique Étrangère diversifiée de l'Azerbaïdjan

De manière générale, et plus particulièrement depuis son indépendance, l'Azerbaïdjan a toujours été confronté à des pressions et des influences de la part des puissances régionales comme la Russie, l'Iran et la Turquie, surtout dans le secteur économique ; un élément qui confirme son statut de petite puissance. « Pour ajouter à cette rivalité, les États-Unis et l'Union Européenne se sont joints à la compétition pour les riches ressources pétrolières et gazières de la mer Caspienne, faisant ainsi de la région du Caucase la nouvelle zone du "Grand Jeu" » (Ismailzade 2004, p. 1).

La position géographique de l'Azerbaïdjan joue un rôle déterminant dans sa façon d'appréhender son environnement extérieur. Une des priorités de sa politique étrangère est de trouver une solution au conflit qu'elle connaît avec l'Arménie sur la région du Haut-Karabakh. (Commission Européenne 2019 (a), p. 6) Une deuxième priorité est d'équilibrer sa politique étrangère entre la Russie, l'Occident et le monde islamique. (Ismailzade 2004, p. 1) Un dernier élément qui caractérise la politique étrangère d'Aliyev est l'importance de la coopération avec la diaspora azerbaïdjanaise. En effet, il est essentiel pour l'Azerbaïdjan que les Azéris soient fiers de leur identité. Parce qu'elle peut apporter des avantages économiques ainsi qu'un soutien politique extérieur à l'Azerbaïdjan, la diaspora du pays constitue une importante ressource politique pour la république, notamment pour affirmer sa grandeur nationale sur la scène internationale. (Balci 2011, p. 270-271)

2.1 L'Arménie et l'Azerbaïdjan

La politique étrangère actuelle du pays se concentre principalement sur ses relations avec sa voisine rivale, l'Arménie, concernant la région du Haut-Karabakh. (Voir Annexe 3.1 ; Ismailzade 2004, p. 1) Selon Gérard-François Dumont, le régime Azerbaïdjanais, présentant l'Arménie comme un pays ennemi, a tendance à utiliser la question du Haut-Karabakh pour justifier ses mesures autoritaires, voire à entretenir le conflit au risque d'accentuer la haine vis-à-vis des Arméniens. (Dumont 2013, p. 70)

L'Azerbaïdjan et l'Arménie rencontrent encore beaucoup de difficultés à trouver un accord commun et engager un processus de paix, nécessitant la participation d'acteurs externes. Ainsi, les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE – États-Unis, France et Russie – ont engagé depuis 2008 une médiation substantielle, qui a débouché en décembre 2018 sur une déclaration signée par les ministres sur la voie à suivre pour régler le conflit. Pour sa part, ayant conscience que le conflit nécessite un règlement politique conforme au droit international, l'Union européenne a abordé la problématique dans ses réunions bilatérales de haut niveau avec l'Azerbaïdjan. Elle encourage également les parties à s'abstenir de toute action susceptible d'engager une escalade et donc, de saper le processus de paix. (Commission Européenne 2019 (a), p. 6-7)

La situation géopolitique du conflit est asymétrique. En effet, bien que le cessez-le-feu assure aux autorités du Haut-Karabakh la sécurité des populations civiles et permet à la région de se reconstruire, voire de se développer, suite aux destructions de la guerre, il n'a pas débouché sur la recherche d'une coopération mutuelle et pacifique. « [Il] n'est pas la paix, mais un équilibre instable entre guerre et paix » (Dumont 2013, p. 71). (Dumont 2013, p. 70-71)

« Le 18 janvier 2019, le porte-parole du Haut Représentant/VP a publié une déclaration dans laquelle il se félicitait de l'évolution récente vers le règlement pacifique du conflit. » (Commission Européenne 2019 (a), p. 7) Pourtant, l'absence

d'un accord de paix a continué d'influencer le déplacement des populations – 612 785 personnes déplacées en Azerbaïdjan en mai 2018 selon le Haut-Commissariat des Nations-Unis pour les Réfugiés. (Commission Européenne 2019 (a), p. 7)

2.2 La Russie et l'Azerbaïdjan

De manière générale, « les vastes ressources pétrolières et gazières de l'Azerbaïdjan post-soviétique, ainsi que son identité géopolitique non-bloc, ont déterminé l'orientation de sa politique étrangère, quelque peu éloignée de la Russie » (Valiyev 2019). Avec les États baltes, il s'agit de l'unique république ex-soviétique à mener une politique clairement contraire aux intérêts russes. (Valiyev 2013, p. 5)

Un défi permanent de l'Azerbaïdjan vis-à-vis de la Russie est d'en réduire sa dépendance économique. Une façon pour y arriver est de notamment conclure des accords pétroliers avec les puissances occidentales (surtout avec l'Union européenne). (Alexandrova et Timmermann 1998, p. 102) Principalement préoccupé par sa sécurité nationale, l'Azerbaïdjan adopte depuis 1993 une politique étrangère à moyen terme vis-à-vis de la Russie, en englobant à la fois des éléments d'équilibrage et d'harmonisation. (Valiyev 2019)

Pour sa part, même si la Russie tente de maximiser les vulnérabilités d'Aliyev, elle n'a pas tellement intérêt à ce qu'il perde le pouvoir ou déstabilise la situation nationale. En effet, tant que l'Azerbaïdjan reste stable, la stabilité au Daghestan³ voisin, où le séparatisme pourrait encore s'étendre, le restera également. (Valiyev 2013, p. 4) Pourtant, Moscou possède plusieurs outils de manipulation standard pour faire pression sur l'establishment azerbaïdjanais et ramener Bakou sous l'influence russe. Parmi eux : utiliser le conflit du Haut-Karabakh et la crainte d'une reprise de la guerre en déclenchant des affrontements militaires sur la ligne de contact entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ; exercer des pressions sur les travailleurs migrants

³ Ancienne république socialiste soviétique autonome, le Daguestan est une république de la fédération de Russie depuis 1992. (Source : P. Carrière sur *Encyclopaedia Universalis*)

azerbaïdjanais en Russie en leur créant des obstacles bureaucratiques aux points de contrôle et aux postes frontières entre la Russie et l'Azerbaïdjan ; ou influencer le « club des milliardaires » de la diaspora azerbaïdjanaise pour l'opposer à la politique intérieure de la république. De manière générale, « Moscou pourrait [également] prendre des mesures qui mettraient en danger les projets de l'Azerbaïdjan dans les domaines de l'énergie et des transports » (Valiyev 2013, p. 5). (Valiyev 2013, p. 4-5)

2.3 Les Puissances Occidentales et l'Azerbaïdjan

a) L'Union Européenne

L'Union européenne constitue le premier partenaire économique de l'Azerbaïdjan, représentant « la majeure partie de ses échanges commerciaux et de ses investissements étrangers ». (Commission Européenne 2019 (b)). Même si la relation entre les deux parties a connu une période de tension en 2015-2017 à cause de la dérive autoritaire du régime, la coopération bilatérale a repris maintenant son cours. (Commission Européenne 2019 (a), p.2) Cette coopération est multi-dimensionnelle : énergétique, politique et commerciale.

En effet, malgré l'absence de progrès au sein des négociations sur un accord dans le domaine des transports aériens civils, les deux parties poursuivent un partenariat stratégique pour l'énergie de l'Union avec la république, visant à améliorer la sécurité énergétique et à diversifier l'approvisionnement énergétique, notamment à travers la mise en œuvre en cours du corridor gazier sud. (Commission Européenne 2019 (a), p. 2)

Concernant le groupe de Minsk de l'OSCE, elle soutient sans réserve les activités en matière de confiance, de consolidation de la paix et de prévention des conflits, notamment dans le Caucase du Sud. (Commission Européenne 2019 (a), p.1-2)

Depuis 2018, dans l'optique de conclure un accord global et d'élargir le champ de leur coopération, les relations entre l'Union européenne et l'Azerbaïdjan se sont intensifiées. Récemment, en mars 2019, les deux parties se sont accordées sur les priorités de leur partenariat, qui comprennent « notamment le renforcement des contacts entre les personnes et le soutien à l'amélioration de la connectivité, de la gouvernance et de l'économie en Azerbaïdjan » (Commission Européenne 2019 (b)). Cette coopération bilatérale comprend quatre enjeux-clés : le développement économique et les débouchés commerciaux ; le renforcement des institutions et la bonne gouvernance ; la connectivité, l'efficacité énergétique, l'environnement et les mesures climatiques ; et enfin, la mobilité et les contacts interpersonnels. L'Union européenne s'est engagée à soutenir financièrement l'Azerbaïdjan dans ces domaines. (Commission européenne 2019 (a), p.1)

Ainsi, des dialogues de haut de niveau ont eu lieu et l'Azerbaïdjan a commencé à prendre des actions afin d'améliorer le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales sur son territoire ; une condition jugée nécessaire pour un accord durable par l'Union européenne. Poursuivant toujours sa diversification économique dans l'ambition de devenir une plaque tournante des transports et de la logistique, la république a également mis en place des réformes dans des secteurs tels que l'agriculture, le tourisme, l'éducation et les transports. (Commission Européenne 2019 (b))

b) Les États-Unis

Auparavant, alors qu'Heydar Aliyev était encore président, il a été question d'un éventuel accueil de bases militaires américaines en Azerbaïdjan. Le chef d'État s'était alors retrouvé face à un dilemme : accepter de coopérer avec les États-Unis qui représentent un allié essentiel pour l'Azerbaïdjan dans sa guerre contre le terrorisme et la réaffirmation de son indépendance à l'égard de la Russie ou provoquer la colère de la Russie et de l'Iran à cause de ce partenariat et donc, risquer de déstabiliser le pays. Une réponse est rapidement apparue avec l'arrivée d'Ilham Aliyev en 2004. Ce dernier, conscient que la Russie est essentielle pour la stabilité et la prospérité de la

région – notamment dans l’aboutissement d’un accord de paix avec l’Arménie sur le conflit concernant la région du Haut-Karabakh –, a assuré que l’Azerbaïdjan restera un partenaire fiable de la Russie. Depuis, aucun accord entre Bakou et Washington n’a été officiellement conclu. (Ismailzade 2004, p. 6-7)

L’Azerbaïdjan a toutefois réussi à se rapprocher des États-Unis. En 2004, alors que la Turquie vivait une crise importante avec les États-Unis, par sa proximité culturelle avec la Turquie, l’Azerbaïdjan s’est octroyé le rôle d’allié principal des Américains au Moyen-Orient. En effet, alors que la Turquie refusait de permettre aux Américains d’utiliser son territoire pour l’invasion des territoires nord de l’Irak, où les Turkmènes sont majoritaires, Washington avait besoin d’un autre partenaire turc. Ainsi, les troupes azerbaïdjanaises sont devenues « une force de maintien de la paix afin de stabiliser la situation dans une zone très problématique. À l’avenir, non seulement l’Azerbaïdjan pourrait suivre la Turquie en tant qu’allié des États-Unis, mais Washington pourrait également remplacer Ankara par Bakou en tant que partenaire le plus proche dans la région. » (Moreno 2005, p.9)

Un autre élément qui a permis à l’Azerbaïdjan d’améliorer ses relations avec les États-Unis est son pétrole. Construire un projet énergétique conjoint et donc, une alliance spéciale de sécurité avec les Américains constituait une porte ouverte à l’intégration azerbaïdjanaise dans la communauté euro-atlantique. (Moreno 2005, p.10)

Néanmoins, même si l’Azerbaïdjan a réussi à se rapprocher de l’allié américain, il semble que les États-Unis se sont progressivement désengagés du Caucase du Sud, ce qui a beaucoup impacté la république. « L’absence des Etats-Unis a laissé la région à la recherche de partenaires et d’investisseurs alternatifs tels que la Russie, la Turquie, l’Iran, l’Inde et la Chine, cette dernière étant de plus en plus attentive à la région depuis 2010, principalement grâce à son Initiative Belt and Road » (Valiyev A. 2018, p. 1). Une tendance qui s’est confirmée avec la signature de la Convention relative au statut juridique de la mer Caspienne par les présidents de tous les pays de la mer Caspienne en août 2018, interdisant aux États non riverains de patrouiller la voie navigable. (Valiyev A. 2018, p. 1 ; Commission Européenne 2019 (a), p. 6)

De manière plus générale, même si rien n'indique que la politique de Washington à l'égard du Caucase du Sud va changer dans un avenir proche, le détachement américain a provoqué des initiatives régionales qui rendent extrêmement difficile un potentiel retour des États-Unis en Eurasie. Un constat renforcé par la détérioration des relations entre la Turquie et les États-Unis. « Le désengagement des États-Unis de la région a [plutôt] permis à la Russie, à l'Iran, à la Chine et à l'Inde de faire des pénétrations » (Valiyev A. 2018, p.7). Ainsi, l'Azerbaïdjan semble avoir perdu un partenaire essentiel pour son paradigme sécurité – sa guerre contre le terrorisme – et son économie – notamment dans le secteur du transport. (Valiyev A. 2018, p. 1 ; 7)

c) L'Organisation des Nations Unies (ONU)

L'Azerbaïdjan est membre de l'ONU depuis 1992. L'époque de son adhésion représente les premiers pas de la république dans son histoire post-soviétique, ainsi que le début de ses relations diplomatiques avec des pays comme la Turquie, l'Iran, les États-Unis, le Pakistan, le Royaume-Uni et la France. C'est précisément à partir de ce moment-là que la république s'est vue confrontée à des choix difficiles en matière de politique étrangère : se rapprocher de la Russie dont elle vient de se séparer ; se rapprocher du monde asiatique en prenant le risque de décevoir son voisin iranien ; se rapprocher du monde islamique en mettant de côté les opportunités d'une coopération asiatique ; ou se rapprocher de l'Europe et de l'Ouest. Ces questions de positionnement représentaient des choix vitaux de politique étrangère pour les dirigeants et l'opinion publique du pays. (Ismailzade 2004, p. 1) Adhérer à l'ONU a donc eu autant un rôle stratégique que symbolique pour la république : en plus de lui offrir des opportunités diplomatiques, cet engagement a marqué une première étape dans l'orientation pro-occidentale de la stratégie extérieure de l'Azerbaïdjan.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, l'Azerbaïdjan est un pays très engagé dans la lutte contre le terrorisme. D'ailleurs, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme, agissant au nom du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité

des Nations Unies, y a effectué une visite de suivi en juillet 2018. Dans le cadre de celle-ci, les progrès accomplis par la république dans la mise en œuvre des recommandations formulées par le Comité lors de sa visite de 2009, ainsi que dans la mise en place de mesures pour appliquer les résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité⁴ y ont été évalués. (Commission Européenne 2019 (a), p. 6)

2.4 L'Iran

Déjà à l'époque du président Elchibey, l'Iran n'a jamais été réellement considérée comme une priorité dans la politique étrangère de l'Azerbaïdjan. En effet, même si les deux pays partagent l'idéologie chiite, leur potentielle coopération semble impossible tant que le régime iranien continue de mener une oppression envers les 30 millions d'Azerbaïdjanais expatriés sur son territoire. Pour sa part, l'Iran ne cache pas non plus son mécontentement vis-à-vis des relations qu'entretient l'Azerbaïdjan avec les puissances euro-atlantiques. (Ismailzade 2004, p. 2)

Pourtant, l'auteur Moreno prétendait en 2005 que « bien que l'Azerbaïdjan ait plusieurs différends avec l'Iran, il ne peut éviter de partager une histoire [persane] commune. Ainsi, l'Azerbaïdjan pourrait être très important au cas où les États-Unis et l'Iran feraient une tentative de réconciliation. Cela finira par se produire à l'avenir, car de nos jours, les relations Téhéran-Washington sont tout simplement inexistantes, notamment en raison des ambitions nucléaires de Téhéran. » (Moreno 2005, p. 9-10)

Le cas particulier des Azéris vivant en Iran – plus de vingt millions en 2015 – constitue un élément central dans la relation entre l'Iran et l'Azerbaïdjan. Les organisations azerbaïdjanaises présentes en Russie et en Géorgie ont mis en place une politique d'aide vis-à-vis des Azéris. En Iran, la situation est différente. En effet, l'Iran ne considère par les Azéris qui se trouvent sur le territoire comme une communauté expatriée de son pays d'origine, mais comme des autochtones. Toute organisation

⁴ Notamment les résolutions 1624 (2005), 2178 (2014), et 2396 (2017). (Source : Commission Européenne 2019 (a), p. 6)

azérie créée par des Azéris d'Iran est très mal perçue par le régime iranien. (Balci 2011, p. 267) Malgré ce manque de tolérance de la part du régime iranien, l'Azerbaïdjan se refuse à toute ingérence dans les affaires intérieures de son voisin du Sud afin de ne pas compliquer davantage leurs relations déjà difficiles. « Néanmoins, par le biais des organisations non-gouvernementales qu'il contrôle ou influence, le gouvernement azerbaïdjanais œuvre pour les Azéris du Sud ». (Balci 2011, p. 268)

En tant que petite puissance, « l'Azerbaïdjan mène une politique étrangère équilibrée et pluridirectionnelle, établissant des alliances avec plusieurs blocs régionaux. » (Commission Européenne 2019 (a), p. 6) Dans une certaine mesure, l'Azerbaïdjan façonne sa politique étrangère tant par le *bargaining* que le *balancing*. En effet, d'une part, pour garder une certaine indépendance et maximiser sa richesse et son pouvoir, la république tente d'accroître son pouvoir de négociation par des manœuvres tactiques. D'autre part, en s'alignant tant avec la Russie qu'avec les puissances occidentales, elle permet également de maintenir une position d'équilibre entre les deux puissances. Sa politique étrangère est ainsi diversifiée et équilibrée.

De manière générale, même si l'Azerbaïdjan possède assez de ressources pour construire des partenariats (principalement économiques) avec différents États, la république demeure néanmoins dans une situation de dépendance mesurée vis-à-vis de la Russie et des puissances occidentales, tant dans le domaine économique que politique. Elle ne part donc jamais du principe que ses alliés sont fiables et acquis pour toujours. Elle a conscience que sa marge de sécurité reste étroite : au moindre faux pas, elle aura peu de temps pour corriger son erreur. Ainsi, si sa politique étrangère ne monopolise pas le processus politique national, elle y possède néanmoins une place très importante.

En outre, la théorie de Vital quant au rôle de la petite puissance sur la scène internationale s'applique dans le cas de l'Azerbaïdjan, qui semble ne jouer qu'un rôle contingent dans les affaires internationales : la république entretient des relations avec différentes puissances afin de se créer une place au milieu de celles-ci, sans pour

autant rendre sa présence fondamentale dans le règlement de quelconques litiges internationaux.

3. Conclusion

Au niveau de la gestion de ses affaires intérieures et extérieures, l'Azerbaïdjan semble ainsi tendre vers le même objectif : garder et asseoir son indépendance vis-à-vis des éventuelles pressions extérieures. Pour ce faire, la république s'adapte aux réalités internationales, c'est-à-dire au modèle politique et économique libéral. Cela inclut : installer une économie de marché, mettre en place un régime démocratique – même si c'est dans l'apparence –, adhérer à l'ONU, coopérer avec les plus grandes puissances, etc. Cela présente d'ailleurs un certain paradoxe : fermeture à l'intérieur, ouverture vers l'extérieur. En effet, afin de s'adapter aux valeurs libérales globales pour maintenir un certain degré d'ouverture et d'autonomie dans ses relations extérieures, l'Azerbaïdjan s'assure de contrôler l'ensemble de son territoire – tant dans les domaines politiques, sociaux, économiques que culturels – en appliquant un régime autoritaire.

Ce chapitre a permis de comprendre comment le statut de petite puissance de la république influence dans une certaine mesure ce constat, notamment en raison de sa faiblesse relationnelle avec les puissances extérieures. En effet, l'Union européenne et la Russie, en tant que grandes puissances, jouent un rôle dans la position ambiguë de l'Azerbaïdjan. Alors que l'Union européenne encourage vivement la république à davantage respecter les libertés fondamentales au sein de son territoire, les relations économiques demeurent prédominantes dans son dialogue avec l'Azerbaïdjan. Bien que cette coopération conditionnelle soit nécessaire pour la réputation de l'Union européenne en tant que promoteur des valeurs démocratiques, la dimension économique et énergétique continue à dominer le partenariat. Ainsi, même si l'Azerbaïdjan effectue des efforts au niveau politique et humain, la république arrive à maintenir son élite dirigeante au pouvoir, et son régime politique en place. D'autre part, la relation asymétrique et ambiguë qu'entretient l'Azerbaïdjan avec la Russie ne lui permet pas non plus de se rapprocher

trop près de la puissance européenne. En effet, si l'Azerbaïdjan commence à appliquer toutes les directives exigées par l'Union européenne (ou par une quelconque puissance occidentale), la Russie serait prête à user d'un chantage économique pour temporiser les éventuels changements contraires à ses valeurs. Ainsi, l'Azerbaïdjan se retrouve coincé entre deux puissances aux idéologies et intérêts distincts, voire contraires. C'est donc notamment pour cette raison que la république opte pour ce positionnement nuancé, voire paradoxal.

Chapitre 4 : La Biélorussie : *La Russie Blanche*

Située au centre de l'Europe, la Biélorussie est un territoire ouvert au monde extérieur. Alors que ce pays a presque toujours fait partie d'ensembles plus vastes – de la Ruthénie de Kiev jusqu'à l'Union soviétique –, il ne s'appuie pas sur une tradition de continuité étatique. Ce territoire s'appelle « Biélorussie » depuis seulement 1918, avant de devenir la République socialiste soviétique de Biélorussie deux ans plus tard. L'influence historique la plus importante au sein de ce territoire est la période soviétique – la plus proche dans le temps. « En Biélorussie plus que dans les autres pays ex-soviétiques, la rupture provoquée par la fin de l'U.R.S.S. masque en fait de profondes continuités » (Marchesin 2006, p. 9). Cette influence soviétique se retrouve autant dans l'architecture urbaine, que dans les activités quotidiennes et les institutions. La Biélorussie peut être considérée comme un État néo-soviétique dans un monde postcommuniste. (Marchesin 2006, p. 7-9)

Ce chapitre analyse l'organisation interne de la Biélorussie en tant que petite puissance, ainsi que ses relations extérieures.

1. La Situation domestique de la Biélorussie

Considérée comme un pays de l'Europe de l'Est, la Biélorussie, anciennement connue sous le nom de « Russie blanche », est une république indépendante depuis 1991. (Adamovitch et al. 2019) Dans un pays dont le passé national est intimement lié à celui d'anciennes grandes puissances, comment s'organise le vivre ensemble ? Après un bref commentaire sur l'histoire nationale de la Biélorussie, cette section aborde la façon dont cette république, en tant que petite puissance, gère sa cohésion nationale et comment elle met en place son système tant politique qu'économique.

1.1 L'Identité et la Cohésion Nationales de la Biélorussie

Un Biélorusse interrogé dans le cadre du questionnaire en ligne a qualifié la cohésion nationale de « très mauvaise ». Âgé de 18 ans, il explique : « L'existence de deux

langues – le russe et le biélorusse – entrave la cohésion nationale. C'est toujours un défi d'utiliser le biélorusse en public, bien que tout le monde le comprenne. La Biélorussie dispose également d'un espace d'information partagé avec la Russie (mêmes chaînes de télévision et informations sur Internet) qui favorise l'intégration avec la Russie et qui est contrarié par une partie de la population. » (Voir Annexe 1)

Comme beaucoup d'observateurs occidentaux l'attestent, la Biélorussie fait partie de ces petites puissances dont l'identité et la nation sont sans cesse confrontées à l'enjeu de se renforcer. Contrairement à la Biélorussie et à d'autres républiques ex-soviétiques, les pays occidentaux ont connu un processus de construction et d'identité nationales cohérentes sur le long-terme. « Les acteurs politiques et sociaux des États occidentaux établis donnent l'impression que ce processus est considéré comme un fait naturel qui semble impossible à déconstruire. » (Goujon 1999, p. 8-9)

Le biélorusse et le russe sont les deux langues officielles de la Biélorussie. Les Biélorusses de souche représentent huit dixièmes de la population nationale, les Russes forma le deuxième groupe ethnique du pays (environ un dixième de la population). Le reste de la population comprend majoritairement des Polonais et des Ukrainiens. Seul un dixième de la population adhère à l'orthodoxie orientale (qui, même si elle n'est pas la religion officielle, conserve un statut privilégié) et environ la moitié de la population biélorusse se considère athée ou non religieuse. Même s'il existe une multitude de minorités religieuses dans la république, la plus grande minorité religieuse est le catholicisme romain. (Adamovitch et al. 2019)

L'auteur Yann Richard démontre que « malgré les efforts et les succès du pouvoir soviétique dans l'unification et l'homogénéisation du territoire [biélorusse] », une stabilité a toujours demeuré dans les structures sociales et culturelles du pays (Kolossoff 2003, p. 557). Cette inertie serait notamment due à la ténacité de l'habitat rural malgré les tentatives soviétiques de le regrouper dans certaines régions. La religiosité, la mentalité, l'histoire du mouvement paysan et l'identité de la population sont influencées par la communauté rurale et de la famille communautaire. (Kolossoff

2003, p. 557) Selon l'auteur Drweski, la personnalité biélorusse se compose de deux caractéristiques principales : l'importance d'une culture populaire et le caractère pacifique du sentiment national. La première a réussi à être protégée de l'étouffement par les classes dominantes – polonaises, russes et lituaniennes – grâce à la barrière de la langue. La seconde est liée à certaines formes de démocratie paysanne. En effet, « l'éveil de la conscience collective se fit autour des questions sociales plus que nationales » (Claude 1994, p. 154). (Claude 1994, p. 154)

Meurtrie par les répercussions de la Seconde Guerre mondiale – où l'économie nationale a dû être quasiment reconstruite – et par l'accident de la centrale nucléaire de Tchernobyl (1986) – où un cinquième des terres biélorusses a été contaminée – la Biélorussie possède un héritage historique et culturel parfois difficile à assumer. (Adamovitch et al. 2019)

1.2 L'Organisation Politique de la Biélorussie

L'héritage du passé soviétique biélorusse se manifeste « tant par l'importance persistante des partis politiques communistes que par le style autoritaire de gouvernement du pays ». (Adamovitch et al. 2019)

Parmi les réponses du questionnaire en ligne, alors qu'une Biélorusse (31 ans) qualifiait le régime politique biélorusse de « pouvoir centralisé », le même Biélorusse de 18 ans disait du régime politique : « Il est presque entièrement tributaire de l'argent et du soutien russes. [...] Le régime n'est pas soutenu par le peuple, personne ne va aux élections. Il fut brutal jusqu'à la crise ukrainienne de 2014, après laquelle Loukachenko réalisa que la Russie était trop dangereuse. Il a pratiquement commencé à améliorer la situation des droits de l'Homme en Biélorussie pour négocier avec l'UE, mais la situation est très instable. » (Voir Annexe 1)

Dans la préface de leur livre *Biélorussie, Mécanique d'une Dictature* (2007), Symaniec et Lallemand disent de la Biélorussie : « La Biélorussie n'est pas une Allemagne nazie,

ni l'U.R.S.S. de Staline, ni le Chili de Pinochet, ni le régime militaire en Argentine, pas même la Serbie de Milošević. Le président de la Biélorussie n'est pas responsable d'autant de morts que la Russie de Poutine impliquée dans la guerre de Tchétchénie, mais c'est la dictature d'un homme qui se déclare indépendant de tous les partis. » (Ivanou 2011, p. 239) Ainsi, en tant que petite puissance, la Biélorussie ne semble pas échapper à la résilience de son système politique. Pour rappel, Sutton et Payne prétendent que cette fermeté politique et sociale permet à la petite puissance d'affaiblir notamment sa vulnérabilité économique.

En 1991, la Biélorussie proclame l'indépendance de son parlement dans l'indifférence quasi-totale de la population biélorusse. (Tieplakoff 2006, p. 11) La Biélorussie constitue le seul pays d'Europe à avoir effectué une sortie dictatoriale du communisme. En effet, même s'il a été élu démocratiquement en 1994, le président Loukachenko a mis en place un régime autoritaire dès 1996, revendiquant l'héritage soviétique de la république. Cette dictature se caractérise par une administration sous contrôle, un puissant appareil policier et une politique sociale populiste. (Hervouet 2014, p. 409) Cette dérive dictatoriale est notamment due à l'obligation des autorités biélorusses de suivre sans réserve les instructions de la Russie. (Depelteau et Lacassagne 2003, p. xvi) Ainsi, si les élections en Biélorussie semblent démocratiques, elles ne le sont qu'en surface. La violation systématique des libertés et des droits démocratiques libéraux fondamentaux ainsi que la privation de toute crédibilité des électeurs, démontrent la tendance inverse et confirment le statut de « régime autoritaire consolidé » du pays. (Bedford 2017, p.382)

L'auteure Bedford qualifie la république de la Biélorussie d'« autocratie électorale » où règne une illusion démocratique et où les résultats des élections sont connus à l'avance. Selon elle, les élections sont abstraites, inintéressantes, peu attrayantes, organisées dans le seul et unique but de stabiliser le système étatique et de consolider le régime autoritaire au pouvoir. Ainsi, les autorités jouent un jeu électoral pour organiser « des élections pour des élections ». À travers un menu de la manipulation, elles façonnent à la fois le discours et la pratique de la politique en

faveur du système actuel. De plus, elles tentent de décourager l'activisme politique en recourant à la répression sélective : tant que les individus qui luttent pour changer le système s'abstiennent de faire de la politique, une certaine ouverture d'esprit (contrôlée) à leur égard est permise. Cette répression sélective a progressivement mené au façonnage d'une perception négative de l'opposition : les opposants politiques sont vus comme un sous-groupe bruyant de la population. (Bedford 2017, p. 381) Si certains candidats opposants ont été élus aux dernières élections législatives (le 11 septembre 2016), cela représente, selon Bedford, simplement un geste de bonne volonté envers l'Union européenne. La plupart des Biélorusses étant frappés par l'apathie politique, l'élection de deux femmes au Parlement ne les a pas vraiment fait sourciller. De plus, le Parlement est presque universellement considéré comme impuissant. (Bedford 2017, p. 381)

Toujours selon l'auteure Bedford, la consolidation du régime autoritaire est réalisée à travers l'adoption d'un discours et d'une pratique de la politique qui favorise le statu quo. Elle souligne deux aspects en particulier : l'insignifiance et la non-pertinence de la politique et la répression sélective accompagnée d'une ouverture à l'opposition contrôlée. D'un côté, la manipulation effectuée par les autorités est telle que personne ne croit pouvoir changer le système d'une manière politique. Le système est entièrement contrôlé et dépendant des acteurs étatiques. La politique est donc perçue comme peu importante. Ainsi, les opposants politiques travaillent davantage à lutter contre l'hégémonie politique qu'à l'atteinte d'objectifs politiques à long terme, vus comme impossibles. Le rôle de l'opposition politique est donc symbolique : elle est présente en tant qu'« opposition pour l'opposition ». D'autre part, la politique est également perçue comme « l'affaire de quelqu'un d'autre ». La manipulation des acteurs et des enjeux – et surtout des personnes explicitement politiques – décourage les individus à s'engager dans des activités d'opposition politique. L'incitation à l'activisme politique étant ainsi réduite, la consolidation du régime autoritaire est assurée. Ainsi, en continuant à bouger et à agir en son sein, le gouvernement, l'opposition ou d'autres acteurs extérieurs contribuent au

renforcement du jeu électoral. Cela a également des implications en dehors de l'arène électorale. (Bedford 2017, p. 403-404)

Tout au long de sa présidence, Loukashenko aura assuré aux Biélorusses que « rien ne changera pour eux, qu'ils resteront à jamais dans cette petite république soviétique d'autrefois » (Tieplakoff 2006, p.13). Ainsi, en plus de maintenir une tradition politique communiste, la petite puissance biélorusse fonctionne par des voies de communication courtes entre les dirigeants. Ces derniers entretiennent entre eux une forte cohésion sociale et une profonde confiance mutuelle. Ce niveau assez élevé de consensus entre les élites permet à la république de maintenir un contrôle ferme sur l'ensemble de son territoire à travers une politique nationale unitaire.

1.3 L'Économie et les Ressources de la Biélorussie

Peu après son indépendance, la république n'a pas réussi à surmonter l'héritage difficile du passé soviétique. Ainsi, au lieu de lancer des réformes radicales, ses élites politiques post-communistes ont préféré se tourner vers la Russie pour un projet de réunification, renonçant à l'idée d'une indépendance économique et politique du pays. Si la Russie fût choisie en tant que « mère économique », c'est notamment en raison de la dépendance de l'industrie biélorusse aux livraisons d'énergie et de matières premières en provenance de celle-ci. C'est seulement à partir de la période 1994-1995 qu'une petite amélioration dans le domaine macroéconomique de la Biélorussie a pu être observée. (Antczak et al. 2000, p. 6)

En plus de la culture historique du lin – à la fin de l'ère soviétique, la république assurait environ un quart de la production totale de l'U.R.S.S. –, le pays cultive également d'autres cultures de plein champ importantes. De grandes exploitations agricoles collectives et publiques dominent le secteur agricole du pays. Ce dernier emploie environ un dixième de la main-d'œuvre. Depuis l'indépendance de la

république, la présence d'exploitations privées a augmenté, même si elles restent peu nombreuses.

Au niveau de ses ressources minérales, la Biélorussie est assez mal dotée. Même si les autorités politiques tentent d'accélérer le développement de ses matières premières, la république reste très dépendante de la Russie au niveau énergétique. Néanmoins, la Biélorussie possède une importante réserve de sels de potassium (l'une des plus grandes du monde) et de pétrole, exporte beaucoup de la potasse et est un leader mondial dans la production de tourbe. Le pays a également entrepris la construction de sa première centrale nucléaire à 24km de la frontière lituanienne, ce qui avait provoqué une vive protestation de la part des autorités de la Lituanie. (Adamovitch et al. 2019)

L'efficacité des activités économiques est la première priorité des autorités biélorusses. Ainsi, l'économie biélorusse est régie par le contrôle ferme de l'État pour assurer une stabilité politique, une justice sociale et un ordre public. L'économie de la république est très sensible aux circonstances internes et externes du pays. En tant que petite puissance, la Biélorusse doit donc autant se concentrer sur le développement général de son économie, que sur les défis réels de l'époque. (Heinrich et Lobova 2009, p. 25-26) Ainsi, la Biélorussie possède une économie majoritairement basée sur des échanges commerciaux avec d'autres pays. Ses principaux partenaires commerciaux sont la Russie et l'Ukraine, suivis de la Chine, l'Allemagne, la Pologne et quelques pays de l'Union européenne. Contrairement à la période soviétique, la Biélorussie est principalement un pays importateur depuis que les prix des matières premières et de l'énergie de source soviétique a augmenté. (Adamovitch et al. 2019) Ainsi, selon la théorie de Long, la république a décidé d'utiliser son pouvoir intrinsèque – exploiter ses propres ressources –, et surtout son pouvoir dérivé – compter sur les grandes puissances pour exporter et importer des ressources. Cela ne va pas sans inconvénients. Par exemple, la crise qui a éclatée en Russie en août 1998, a eu de considérables impacts sur l'économie biélorusse (qui s'est dégradée) ainsi que sur la politique intérieure et étrangère de Loukachenko –

qui ne pouvait pas blâmer la Russie en raison de son projet de réunification avec celle-ci. (Antczak 2000, p. 6)

La Biélorussie peut donc être qualifiée, comme l'Azerbaïdjan, de « démocratie illibérale ». En effet, celle-ci prend soin de l'image démocratique apparente de son système politique en élisant des candidats de l'opposition et en gardant une structure politique traditionnelle (avec l'existence de son Parlement). Une illusion qui semble rapidement se décrédibiliser lorsque le style autoritaire du puissant gouvernement et la violation systématique des différentes libertés fondamentales sont dévoilés. D'ailleurs, il semble que le contrat social entre les dirigeants biélorusses et la population s'érode peu à peu. Le modèle économique distributif postsocialiste qui permet de fournir assez de bénéfices aux citoyens et de garantir ainsi sa non-participation à la politique, perd de plus en plus sa crédibilité. La stabilité de la Biélorusse subit donc une menace croissante issue des protestations de sa population ; celle-ci n'étant plus capable de satisfaire ses besoins minimaux, ni d'accepter les mesures provocatrices des autorités. Pour leur part, les dirigeants ne semblent pas comprendre que les changements demandés sont nécessaires et attendus depuis longtemps. Ainsi, les capacités du régime à entamer des réformes macroéconomiques pour résoudre ce problème s'avèrent limitées. Pourtant, au plus les réformes sont reportées, au plus elles seront douloureuses et coûteuses pour la population civile. (Moshes 2017, p. 5)

2. La Politique Étrangère de la Biélorussie

La politique étrangère de la Biélorussie est notamment façonnée par le sentiment d'enclavement de son territoire. Située entre l'Union européenne et la Russie, elle entretient ses relations avec les deux puissances dans une position vulnérable. Pendant longtemps, la coopération multilatérale de la république s'est principalement effectuée dans le développement des relations politiques et économiques avec les pays post-soviétiques. (Dastanka 2015, p. 22) Jusqu'à

aujourd'hui, Minsk occupe une place importante dans le développement des liens entre la Russie et l'Union européenne, surtout sur l'axe économique-stratégique Paris-Berlin-Varsovie-Moscou. « C'est notamment le cas en matière d'approvisionnement énergétique, domaine où les intérêts russes et occidentaux se conjuguent pour faire de la Biélorussie un corridor de plus en plus privilégié du transit gazier et pétrolier ». (Guicherd 2002, p. 690)

Dernier État européen à encore appliquer la peine de mort, la Biélorussie demeure le seul pays du continent à ne pas être membre du Conseil de l'Europe. Si elle coopère avec l'OTAN à travers le Partenariat pour la paix (PPP), les périodes de tensions avec cette institution, notamment à cause de la campagne de bombardement de l'OTAN contre la Serbie en 1999 ou du régime peu démocratique de la république, restreignent le partenariat. Quant à l'OSCE, si la république en est membre depuis 1992, le bureau de l'organisation à Minsk a dû être fermé en 2011 du fait de tensions entre les deux parties. (Teurtrie 2011)

Dans cette section seront analysées les relations qu'entretient la petite puissance biélorusse avec les grandes puissances qu'elle côtoie constamment : l'Union européenne et la Russie. Un commentaire sera également présenté sur la façon dont la république contrebalance l'orientation pro-russe de sa politique étrangère.

2.1 L'Union Européenne et la Biélorussie

Les relations entre l'Union européenne et la Biélorussie semblent avoir été cycliques au cours des dernières décennies. D'un refroidissement au cours de la première moitié des années 2000, suivi d'un rapprochement durant la période 2008-2010, lui-même interrompu par les sanctions imposées par l'Union européenne en égard à la vague de répression politique suivant l'élection de 2010, les relations semblent peu à peu se stabiliser depuis le lancement du partenariat oriental. (Moshes 2015, p. 1)

La question de l'identité européenne en Biélorussie n'est pas seulement une question d'ordre géographique ou ethnique. L'Union Européenne représente une « forme d'idéal platonique d'*européanité* » qui a influencé le discours post-soviétique. Cela a

créé le désir d'affirmer le caractère distinctif de la nation biélorusse, tout en conservant son statut d'européenne. (McDowell 2016, p. 484) « Une enquête menée sur une décennie ou plus suggère [d'ailleurs] que les Biélorusses eux-mêmes sont plus susceptibles de se considérer comme *européens* que leurs homologues en Ukraine et en Russie. » (White, Biletskaya et McAllister 2016, p. 1)

Mais si l'idée d'une adhésion hypothétique à l'Union européenne est largement soutenue, surtout de la part des plus jeunes répondants, l'idée d'une association plus étroite avec les autres membres de la CEI bénéficie d'un soutien fort et largement partagé. C'est ainsi que la politique étrangère de la Biélorussie est « multivectorielle ». (White, Biletskaya et McAllister 2016, p. 1)

Dans son concept de politique étrangère de 2005, Loukashenko avait défini l'Union européenne comme « un partenaire commercial et d'investissement fiable » et les États-Unis comme « des partenaires de dialogue sur les questions de sécurité ». En 2009, la Biélorussie a adhéré au programme du partenariat oriental de l'Union européenne : un engagement surtout visible dans le volet multilatéral de l'initiative et non dans le volet des négociations bilatérales concernant l'accord de facilitation des visas et de réadmission. (Czerewacz-Filipowicz et Konopelko 2017, p. 252) Ce virage vers l'Europe s'expliquait notamment par la relation de plus en plus difficile avec les fournisseurs d'énergie russes (*Gazprom* et *Transneft*). Ce rapprochement européen s'atténua rapidement en 2010 avec la mise en place d'une union douanière entre la Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan et l'élection présidentielle de Loukashenko où de nombreux opposants ont été arrêtés et des manifestants dispersés de force – une violence qualifiée d'inacceptable par l'UE. (White, Biletskaya et McAllister 2016, p. 5)

Alors que l'Union européenne avait réussi à exercer une certaine influence sur les réformes politiques et économiques en Ukraine et en Moldavie, « elle n'a laissé aucune impression visible sur le régime de Loukashenko ou sur sa population ». (Bosse 2009, p. 215) D'autre part, étant mise à l'écart par Bruxelles depuis 1997 étant donné les méthodes gouvernementales peu démocratiques de Loukachenko, la

Biélorussie ne semble pas envisager d'entamer une démarche progressive d'association et puis d'accession à l'Union. (Guicherd 2002, p. 684)

Au vu des protestations civiles de plus en plus nombreuses vis-à-vis du système économique et politique de la Biélorussie, des réformes macro-économiques semblent nécessaires. Dans cette optique, l'engagement de l'Occident avec la Biélorussie s'avèrerait utile. Cette coopération viserait une transformation économique (au minimum) au sein de la république et inclurait une notion de conditionnalité : l'Union européenne aiderait la Biélorussie à mettre en place les réformes nécessaires à la condition que les normes et les libertés politiques soient remises à l'ordre du jour. (Moshes 2017, p. 5) Néanmoins, la réalité est plus complexe. En effet, le concept de « démocratie » restant vague et contesté au sein de la république et avec la pression d'un lobby important, la « promotion de la démocratie » en Biélorussie par l'Union européenne fait progressivement place à une « coopération fonctionnelle ». (Bosse 2012, p. 369, p. 378-379)

De manière générale, compte tenu de l'intégration de la Biélorussie dans les structures dirigées par la Russie, de sa dépendance économique vis-à-vis de la puissance et de son rejet du modèle politique libéral, le rapprochement entre l'Union européenne et la république ne peut avoir que des effets mineurs. (Moshes 2016, p. 6)

2.2 La Russie et la Biélorussie

La Biélorussie semble aligner son organisation nationale anti-démocratique avec celle de la puissance russe. Le processus d'intégration poussée entamée par la Russie, qui est la première source d'énergie pour la « Russie blanche », encourage également ce phénomène. Ainsi, la Biélorussie se trouve dans une situation de dépendance énergétique, économique et politique vis-à-vis de la Russie.

Mais la Biélorussie a-t-elle choisi cette dépendance ? Dans une certaine mesure, la réponse semble positive. Amacher et Berelowitch stipulent que l'histoire de la

Biélorussie en U.R.S.S. permet de légitimer son régime politique. En effet, alors que la plupart des anciennes républiques soviétiques ont procédé à un inventaire sélectif de leurs histoires, les autorités biélorusses utilisent l'histoire de la république de manière dogmatique pour asseoir leur légitimité et leur pouvoir. Ainsi, la dépendance dans laquelle se trouve la petite puissance biélorusse vis-à-vis de la Russie est notamment alimentée par cet argument historique, voire culturel. (Amacher et Berelowitch 2014, p. 81-82)

La Russie juge nécessaire un contrôle sur la Biélorussie pour assurer ses intérêts géopolitiques en Europe. Une importante partie de la politique étrangère de la grande puissance qu'est la Russie est consacrée à Minsk. (Depelteau et Lacassagne 2003, p. xvi)

Tout en maintenant une certaine forme d'ouverture à l'Ouest, les autorités biélorusses envisagent surtout l'avenir du pays dans le rétablissement de liens forts avec la Russie, à travers un processus d'intégration poussée. (Guicherd 2002, p. 684)

La Biélorussie semble avoir toujours été l'un des partenaires les plus proches de la Russie, participant à toutes les initiatives russes d'intégration. Toutefois, au fil des années, des tensions visibles sont apparues dans ce partenariat bilatéral. (Czerewacz-Filipowicz et Konopelko 2017, p. 252)

Par exemple, dans le cadre du traité de la *Communauté Russie-Biélorussie* (1996), les deux pays poursuivaient des objectifs différents et en partie contraires. D'une part, la Biélorussie souhaitait renforcer l'union slave qu'elle formait avec la Russie et l'Ukraine – une « menace biélorusse d'élargissement à l'Est » selon la Russie. Elle attendait également de la Russie d'être protégée contre un désastre économique éventuel et d'être entretenue durablement. D'autre part, la Russie considérait cette union comme fondamentale pour des raisons géopolitiques et impérialistes. (Alexandrova et Timmermann 1998, p. 93-94) Aujourd'hui, ce projet unificateur demeure inachevé, mais non abandonné.

L'alliance entre les deux pays rencontre particulièrement des tensions depuis la crise économique mondiale de 2008. En effet, suite à cette dernière, afin de faciliter la conformité et l'interdépendance avec ses voisins, la Russie a instauré une politique de *pragmatisation* orientée vers son « voisinage proche » – une politique qui a considérablement modifié le paysage de la politique étrangère de la Biélorussie. Le pays étant soudainement privé de ses recettes habituelles provenant de l'exportation en franchise de droits du pétrole russe et de certains prêts financiers de la Russie, ses dirigeants se sont mobilisés pour reconceptualiser leur stratégie géopolitique. Ainsi, deux changements ont été apportés au discours officiel : la « recherche nouvelle et sans complaisance de la diversification [économique], y compris le rapprochement avec l'Union européenne dans le cadre de l'initiative du partenariat oriental » (Korosteleva 2011, p. 569), et la réaffirmation de la souveraineté biélorusse avec la nouvelle devise : « Nous ne nous agenouillerons devant personne » (Korosteleva 2011, p. 569). (Korosteleva 2011, p. 566, p. 569)

En 2013, Loukashenko a exprimé ses préoccupations concernant les mesures prises par la Russie pour renforcer l'intégration eurasiennne à travers l'UEE. Sur le plan politique, il critiquait fortement la domination russe sur l'ensemble du processus. Sur le plan économique, Loukashenko critiquait le rythme avec lequel les lois s'appliquaient ainsi que le maintien des barrières commerciales non-tarifaires entre les pays membres. Cependant, en 2015, la République de Biélorussie a finalement rejoint l'UEE. (Czerewacz-Filipowicz et Konopelko 2017, p. 252)

Le 9 avril 2018, le vice-ministre des Affaires étrangères biélorusse a déclaré que le gouvernement prévoyait de réorienter les échanges commerciaux afin d'atteindre un équilibre égal entre l'UE et l'UEE (dirigée par la Russie d'ici 2020). C'est ainsi que les dirigeants biélorusses « naviguent avec prudence entre la Russie et l'Union européenne, évitant l'alignement avec Moscou contre l'Occident, et explorant les moyens d'engager l'Europe dans le commerce » (Oxford Analytica 2018). Cet engagement vis-à-vis de l'Europe a entraîné, dans une certaine mesure, une plus grande tolérance à l'égard de la dissidence nationale. (Oxford Analytica 2018)

Néanmoins, Moscou continuera toujours de fournir à Minsk des avantages économiques. La dépendance économique de longue date de la Biélorussie à l'égard de la Russie fait perdre sens à un éventuel rapprochement avec l'Union européenne. En effet, celle-ci ne possède pas assez de moyens pour protéger la Biélorussie d'un conflit avec la Russie, même si elle est encline à le faire. Elle n'est pas davantage en mesure de concurrencer les incitations économiques russes. C'est ainsi que l'interaction entre l'Union européenne et la Biélorussie est moins stratégique que technocratique. (Moshes 2014, p. 5)

2.3 L'Asie et la Biélorussie

Selon Arkady Moshes, Loukachenko joue un numéro d'équilibriste unique depuis qu'il est au pouvoir. En effet, d'une part, la Biélorussie s'est octroyé le rôle d'allié loyal envers la Russie, prête à soutenir toute initiative de réintégration avec Moscou – une position qui lui apporte des avantages économiques colossaux. D'autre part, la priorité de Loukachenko étant la souveraineté de son pays, la Biélorussie ne ferme pas la porte à une éventuelle coopération avec l'Union européenne – ou d'autres puissances comme la Chine –, encourageant ainsi Moscou à faire quelques concessions. (Moshes 2014, p. 1) D'ailleurs, en 2013, un partenariat stratégique bilatéral entre la Biélorussie et la Chine a été lancé officiellement ; une coopération renforcée avec l'Organisation de la Coopération de Shanghai. (Czerewacz-Filipowicz et Konopelko 2017, p. 253)

La politique étrangère de la petite puissance biélorusse se concentre principalement sur les échanges commerciaux. La Biélorussie a réussi à établir un partenariat bilatéral stratégique autant avec la Russie, la Chine que le Kazakhstan. Le pays a aussi développé des partenariats multilatéraux à travers l'UEE, l'OCS, le développement de la coopération avec l'UE et d'autres projets régionaux – comme la ceinture économique de la route de la soie avec la Chine. Ces différents engagements semblent se compléter mutuellement. « La Biélorussie préconise constamment de

soutenir les processus d'intégration en mettant en œuvre l'idée d'intégration de l'intégration ». (Dastanka 2015, p. 22)

En tant que petite puissance, la Biélorussie se retrouve dans une situation de dépendance vis-à-vis des puissances extérieures, et particulièrement par rapport à la Russie. La Biélorussie correspond à ce que Rothstein appelle la « sécurité négative » : grâce à ses propres faiblesses, la république a conscience qu'elle a très peu de chance d'être sollicitée en cas de conflit. En plus de ne jouer qu'un rôle contingent sur la scène internationale, la Biélorussie représente un enjeu important pour la Russie – qui souhaite retrouver sa grandeur d'antan. En effet, consciente qu'elle n'a qu'un contrôle périphérique sur son propre destin, la Biélorussie a le réflexe de se tourner vers la Russie en cas de dilemme de sécurité. Bénéficiant de la protection de la mère russe, la république adopte donc une stratégie de *bandwagoning*.

3. Conclusion

Pays carrefour situé au centre de l'Europe, la Biélorussie fonctionne donc avec un contrôle ferme sur son territoire, et avec une ouverture importante vers l'extérieur. Située entre l'Union européenne et la Russie, la république sert de zone tampon entre les deux puissances – d'où le sentiment d'enclavement de son territoire. Cette position vulnérable constitue un élément déterminant dans sa politique étrangère. Amenée à choisir un « camp », elle a opté pour la *mère russe*. Cette dernière l'influence beaucoup dans son organisation domestique, notamment dans le domaine politique. Qualifiée de dictature par plusieurs auteurs, la Biélorussie manie avec habileté l'illusion démocratique de son régime. Une manœuvre qui convainc de moins en moins la communauté internationale, du moins, l'Union européenne. Menant un conflit de valeurs avec celle-ci, la Biélorussie se limite à une coopération fonctionnelle. Si la petite puissance continue à coopérer avec cette dernière, c'est pour éviter d'être dans une situation de dépendance totale envers la Russie. En effet, même si la Biélorussie a jeté son dévolu sur la puissance russe, elle tient à sa souveraineté nationale. Elle continue ainsi à mettre en place des partenariats avec

d'autres puissances extérieures. Elle amène même les grandes puissances à coopérer entre elles pour défendre leurs intérêts dans la république.

La Biélorussie fait donc partie de ces pays dont le statut de petite puissance apporte davantage de sécurité que de risques. La petite taille de son territoire et sa dépendance économique et culturelle vis-à-vis de la Russie l'amène à adopter un système politique ferme et résilient – l'aidant à diminuer sa faiblesse relationnelle.

Chapitre 5 : Le Kazakhstan : *Le Pays de l'Homme Libre*

Un pays vaste, enclavé et écartelé, tels sont les premiers qualificatifs du Kazakhstan. Selon plusieurs chercheurs, le mot « kazakh » vient du nom de la tribu des Scythes (7^{ème} - 4^{ème} siècles avant J.-C.) et signifie « un homme libre ». (Nurlanuly 2015) Son ancien président, Noursoultan Nazarbayev, avait émis l'idée de renommer la république, estimant que cela apporterait au pays essor et prospérité économique. En effet, selon lui, la terminaison en *stan* du pays ne le distinguait pas assez des autres pays de l'Asie centrale, causant de la méfiance auprès des investisseurs étrangers et des touristes. (Liabot 2014) Aujourd'hui, le pays se nomme toujours « Kazakhstan » et est loin de passer inaperçu dans la région. En effet, bien qu'il soit considéré comme une petite puissance dans le cadre de ce travail, la république constitue un acteur clé dans la région.

Ce chapitre aborde la façon dont le Kazakhstan, en tant que petite puissance, organise la gestion interne de sa société civile, de son système politique et de son économie, ainsi que la stratégie adoptée par la république vis-à-vis de ses relations extérieures.

1. La Situation domestique du Kazakhstan

Indépendance depuis 1991, la République du Kazakhstan est le plus grand pays d'Asie centrale, et le neuvième du monde. (Sinor et al. 2019) Selon cinq répondants du questionnaire en ligne, les priorités principales du régime actuel sont : développer l'identité et l'éducation nationale, encourager la croissance économique du pays, accroître le rôle du Kazakhstan sur la scène internationale et maintenir la paix autant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire. Il semble important de spécifier que ces suppositions sont émises par des personnes ne portant pas la nationalité kazakhe, mais ayant vécu durant quelques années au Kazakhstan. Plus précisément, il s'agit d'une Française et de quatre Belges âgés entre 55 et 59 ans, parmi lesquels se trouvent trois femmes et deux hommes. (Voir Annexe 1)

Cette section permet d'analyser la façon dont l'élite dirigeante du Kazakhstan favorise la cohésion nationale, organise le système politique et institutionnel et comment l'économie influence le processus politique général du pays.

1.1 L'Identité et la Cohésion Nationales du Kazakhstan

Les Kazakhs représentent près des deux tiers de la population totale du pays. La communauté russe, elle, représente un peu plus d'un cinquième de la population totale – une trace de la migration forcée soviétique. D'autres groupes ethniques y sont également présents. Le russe, langue officielle de l'État, est la langue la plus largement comprise et parlée dans le pays.

La religion la plus pratiquée au Kazakhstan est l'Islam. Néanmoins, environ un quart de la population est orthodoxe de l'Est. De manière générale, les coutumes traditionnelles kazakhes semblent coexister difficilement aux côtés des incursions du monde moderne. (Sinor et al. 2019)

Concernant la cohésion de la société civile, le Kazakhstan doit régulièrement faire face à des mouvements islamistes ou indépendantistes russes qui déstabilisent son identité nationale. Comme Singer l'atteste, l'identité nationale d'une petite puissance est sans cesse confrontée à l'identité d'autres groupes composant le pays. Dans le cas du Kazakhstan, il s'agit surtout de la minorité russe. Ainsi, le Kazakhstan est confronté à un problème de gestion de la diversité de sa société civile. Alors que les élites dirigeantes luttent pour façonner une identité kazakhe moderne, l'État en lui-même n'est pas reconnu comme une entité partagée par tous les groupes ethniques qui le composent. Au plus les migrants et les travailleurs invités des régions voisines entrent dans le territoire, au plus les tensions ethniques et religieuses s'exacerbent. (Amrebaev 2013, p. 196) Dans le but d'apaiser tant les Russes que les russophones kazakhs, les élites dirigeantes du Kazakhstan ont proclamé le kazakh comme seule langue d'État, en accordant le statut de « langue officielle » au russe. (Dave 2008, p. 166)

Affirmer la primauté des symboles ethnoculturels kazakhs constitue l'un des objectifs essentiels des élites dirigeantes. Le faire sans entamer un changement radical du statu quo et sans susciter de mécontentements sur le plan ethnique ou linguistique constitue un réel défi. C'est pour cette raison qu'elles ont préféré promulguer une législation linguistique dont l'objectif est d'apaiser les couches de la société sans compromettre le statut normatif du kazakh. Tout en indiquant clairement aux groupes non kazakhs qu'ils occupent une place inférieure dans la hiérarchie ethnique informelle, le fait d'élever de nombreux symboles culturels kazakhs au rang d'emblèmes de l'État a apporté une satisfaction émotionnelle et un apaisement psychologique aux Kazakhs de souche. Pour atténuer le risque de conflit social ou de politisation de la question linguistique, l'État s'est abstenu de lancer un programme fondamental de transformation culturelle ou linguistique. (Dave 2008, p. 166-167) Selon Dave, « l'absence de conflit sur la question linguistique est paradoxalement liée à l'incapacité des élites dirigeantes à développer une idée nationale commune et à rallier le soutien de la société à la construction culturelle et identitaire, et au renforcement institutionnel » (Dave 2008, p. 171).

Si le régime kazakh a réussi à éviter une guerre interethnique – contrairement à d'autres États d'Asie centrale – il doit néanmoins rester à l'affût des tendances mondiales. En effet, les grèves et les protestations produites suite aux révolutions arabes devraient être considérées comme un indicateur de problèmes essentiellement sociaux. Ceux-ci doivent être résolus et traités. (Amrebaev 2013, p. 196)

1.2 L'Organisation Politique du Kazakhstan

Les auteurs Barbara Junisbai et Azamat Junisbai qualifient le régime kazakh de « régime néo-patrimonial post-soviétique ». Ils justifient ce qualificatif en mettant en évidence la domination des relations patrono-client et la corruption au Kazakhstan sur les relations régime-société (une caractéristique indispensable de tout régime néopatrimonial). Le fait que les autorités kazakhes utilisent des techniques formelles

et informelles afin de maintenir leur pouvoir est un autre argument. (Ostrowski 2011, p. 152) Le Kazakhstan n'échappe donc pas à l'argument phare de Sutton et Payne : la petite puissance adopte un système politique et social résilient. La théorie de Steen est également pertinente dans le cas du Kazakhstan, à savoir : en plus de mettre en place un partenariat social formalisé avec la société civile, les élites de la petite puissance connaissent une importante cohésion entre elles et adoptent une politique nationale unitaire.

Le Kazakhstan est une république dotée d'un corps législatif bicaméral composé d'un Sénat et d'une Assemblée. Outre le fait d'avoir chacune des pouvoirs exclusifs, les deux chambres ont le pouvoir de modifier la Constitution, d'approuver le budget, de ratifier les traités et de déclarer la guerre. Le président, élu au suffrage direct, est le chef de l'État pour un maximum de deux mandats consécutifs de cinq ans. C'est lui qui nomme le premier ministre, les autres ministres du cabinet ainsi que le président du Comité de la Sécurité Nationale. Le président exerce les fonctions de commandant en chef des forces armées et est responsable des relations extérieures du pays. (Sinor et al. 2019) Selon Boulègue, Nazarbayev se situait *au-dessus* de la sphère politique, « se posant en véritable arbitre des équilibres entre les *jüz*, ces hordes datant de l'époque nomadique qui irriguent encore [...] les structures de pouvoir de l'État kazakhstanaï, et redistributeur de la rente » (Boulègue 2015, p. 19-20).

Même si les constitutions de 1993 et de 1995 contiennent un certain caractère démocratique, il semble que le Kazakhstan ait adopté un régime de plus en plus autoritaire au cours des premières années de l'indépendance. D'ailleurs, les premières élections législatives du pays (1994) ont été déclarées illégales par ce qui était à l'époque la Cour constitutionnelle. Cette accusation a précipité la rédaction d'une nouvelle constitution en 1995, où les pouvoirs déjà substantiels accordés au président ont été élargis. En 2017, une série d'amendements a également réduit le rôle de la présidence et a accordé une plus grande autorité au Parlement. (Sinor et al. 2019) Pourtant, bien que forcée, cette mainmise du pouvoir semblait procurer au

Kazakhstan une certaine stabilité politique et institutionnelle consentie par la population. (Boulègue 2015, p. 20)

Le régime de Nazarbayev appliquait au quotidien une coercition douce, plutôt que de recourir à une coercition dure. En tant que pétro-État, le Kazakhstan s'efforce de négocier une certaine forme de contrat social avec la société civile, dans le but de préserver la paix sociale et politique. Le Président enchainait régulièrement des déclarations sous-entendant que le peuple kazakh n'a nul besoin de protester puisqu'il est en bien meilleure condition que le peuple géorgien ou ukrainien (qui ont mené des révolutions). (Ostrowski 2011, p. 152-153) Afin d'améliorer son image internationale, le régime kazakh fournit à sa société civile d'importants services sociaux et des emplois. Ainsi, le gouvernement comble une lacune dans les activités des institutions gouvernementales et des institutions financées par le budget. La société civile kazakhe peut, en ce sens, se considérer comme une championne de la modernisation. (Amrebaev 2013, p. 195)

Le 19 mars 2019, alors qu'il dirigeait le pays depuis plus de 30 ans, Nursoultan Nazarbayev démissionne de son poste de président. Son mandat prenant fin en mars 2020, c'est Kassym-Jomart Tokayev, le président de la chambre haute du parlement, qui remplit désormais la fonction de président par intérim. Bien que Nazarbayev ne soit plus à la tête du pays, il conserve néanmoins son poste de « président à vie » au Conseil de Sécurité du Kazakhstan, ainsi que la fonction de président du parti au pouvoir, Nour-Otan (RTBF 2016⁵). Ayant gardé une certaine popularité malgré la crise économique qui a frappé le pays, l'on se souviendra de Nazarbayev comme le « Père de la Nation » et comme le président qui a mené des réformes économiques dès l'indépendance du pays, « tout en résistant aux tentatives de démocratisation du système politique ». (BBC News Afrique 2019⁶ ; Michaud 2019)

De nouvelles élections sont attendues en juin 2019. Dans l'intervalle, Tokayev a changé le nom de la capitale Astana en « Noursoultan », en l'honneur de Nazarbayev,

⁵ Auteur.e.s inconnu.e.s

⁶ Auteur.e.s inconnu.e.s

et a promu la fille de l'ancien président, Dariga, au poste de présidente du Sénat, faisant d'elle la première dans la ligne de succession au poste vacant de la présidence. (Sinor et al. 2019)

1.3 L'Économie et les Ressources du Kazakhstan

Le développement économique du Kazakhstan montre les modèles typiques d'un système post-soviétique basé sur les matières premières. Autant la hausse du prix de ces dernières a permis une croissance économique et des investissements au Kazakhstan, autant elle a aussi stimulé « la corruption, et l'explosion incontrôlable et hautement politisée des dépenses budgétaires, la surchauffe des marchés financiers et la montée en flèche des dettes extérieures » (Amrebaev 2013, p. 196).

En termes de ressources naturelles, le Kazakhstan est le 9^{ème} pays à posséder la plus grande réserve de pétrole, et possède 2% de la part mondiale de la production de pétrole et de gaz. (Santoro and Metzger 2018, p. 1) Avec ses grandes ressources minérales et ses terres arables, le Kazakhstan est un pays qui attire les investisseurs étrangers. Les exploitations ont d'ailleurs engendré des problèmes politiques et environnementaux. (Sinor et al. 2019)

En plus d'être un pays de transit clé en raison de sa position géographique, le Kazakhstan possède d'abondantes ressources énergétiques. Celles-ci constituent un important facteur de développement socio-économique et représentent un « vecteur de désenclavement stratégique et d'intégration dans l'économie mondialisée » (Boulègue 2015, p. 23). Aujourd'hui, le pays dispose également d'un important potentiel en énergies renouvelables, surtout dans le domaine solaire, de l'éolien et de la géothermie. Il a d'ailleurs été l'un des premiers États de la région à lancer des programmes dans ce domaine. (Boulègue 2015, p. 22-24)

Le Kazakhstan arrive à gérer sa faiblesse relationnelle dans le secteur économique en multipliant les partenariats commerciaux avec différents acteurs de la scène internationale. Dans ce sens, la république exploite surtout son pouvoir dérivé – se

tourner vers de grands États – même si son pouvoir intrinsèque – l'utilisation de ses ressources internes – demeure capital pour la bonne gestion de son économie.

Ses principales destinations d'exportations sont l'Italie, la Chine, les Pays-Bas et la Russie. (Sinor et al. 2019) Les exportations de matières premières constituent entre 40% et 70% des recettes budgétaires du Kazakhstan. L'expansion du secteur des ressources naturelles a entraîné une surévaluation du taux de change du Kazakhstan, ce qui a provoqué la contraction d'autres industries commercialisables. Ainsi, les stratégies de diversification de l'économie ont échoué. Le Kazakhstan a été victime de ce qui s'appelle « le syndrome hollandais ». (Amrebaev 2013, p. 196)

Bien qu'elle ait connu une décennie dorée soutenue par la rente énergétique, l'économie du Kazakhstan est frappée en 2014 par la dépréciation du rouble – provoquée par la chute du prix du pétrole et la baisse de la demande intérieure – et des chocs économiques venus de Russie. Par la suite, grâce à des obligations étatiques d'un montant total de 2,5 milliards de dollars, le Kazakhstan est revenu sur le marché obligataire. Néanmoins, avec des taux d'intérêt très élevés – et donc peu attractifs pour les ménages – le système bancaire est resté fragile. Afin de maintenir la croissance et d'attirer des investisseurs étrangers, l'État veille à diminuer progressivement sa dépendance à l'égard du pétrole et du gaz en diversifiant le plus possible son économie nationale. (Boulègue 2015, p. 20-21) D'ailleurs, la construction, l'exploitation minière et l'agro-industrie figurent parmi les secteurs qui semblent être les plus prometteurs pour la croissance économique dans les 10 à 15 prochaines années. (Santoro et Metzger 2018, p. 1)

Une étude de Ostrowski démontre que le régime Kazakh utilise des techniques formelles, informelles et quasi-informelles pour rester au pouvoir afin de garder son contrôle sur l'industrie pétrolière. Conclure des accords tacites avec des compagnies pétrolières étrangères est une autre technique. (Ostrowski 2011, p. 150) Dans cette optique, l'économie de la république est intimement liée au maintien des autorités au pouvoir.

Comme l'Azerbaïdjan et la Biélorussie, le Kazakhstan répond aux critères d'une démocratie de façade. En effet, alors que la république promeut dans sa constitution les libertés d'expression, de culte, de circulation et de travail, le Président occupe une place prédominante au sein d'un régime qui s'avère autoritaire. La devise nationale du Kazakhstan pourrait être : « L'économie d'abord, ensuite la politique ». (Pinguet 2018, p. 2) Reste à savoir si cet héritage laissé par Nazarbayev perdurera au cours des prochaines années.

Nazarbayev menait une politique à somme nulle, c'est-à-dire qu'il ne tolérait aucune forme de dissidence. En effet, depuis quelques années, les groupes de la société civile, les partis politiques et les médias qui faisaient preuve d'un certain degré d'indépendance ont été cooptés, divisés ou interdits. De puissants acteurs politiques et économiques ont également été emprisonnés. (Ostrowski 2011, p. 152) Si l'élite dirigeante a de grands projets pour actualiser son cadre législatif, l'obstacle principal est la mise en œuvre sur le terrain. En effet, les lacunes des pratiques en évolution ou en cours incitent la révision de la base législative, une réforme semblant peu envisageable pour les autorités kazakhes. (Amrebaev 2013, p. 195)

2. La Politique Étrangère du Kazakhstan

À l'exception des États baltes – qui sont maintenant intégrés à l'Union européenne – le Kazakhstan constitue l'un des États post-soviétiques les plus performants en termes de développement. (Roberts 2015, p. 2) Étant devenu une puissance régionale stable, le Kazakhstan a développé une politique étrangère dite « multivectorielle ». Nazarbayev la définissait comme « une politique équilibrée ayant pour base le développement de relations amicales et prévisibles avec tous les États, tout en jouant un rôle important dans les affaires mondiales afin de protéger ses intérêts dans son adaptation aux développements internationaux » (Boulègue 2015, p. 25-26). Aujourd'hui, conscient de son rôle dans le maintien de l'équilibre géopolitique en Asie centrale, le Kazakhstan a pour vocation de renforcer sa position de *leadership* dans la région. Ainsi, dans cette optique, le pays travaille activement

sur son image et sa visibilité médiatique sur la scène internationale, se forgeant une image de pays stable et attractif (autant pour les investisseurs que pour les touristes). (Boulègue 2015, p. 25-27)

Alors que ses priorités en matière de sécurité impliquent la lutte contre le trafic de drogue et l'extrémisme religieux, le Kazakhstan reçoit la sympathie de grandes puissances mondiales et d'organisation internationales. Par exemple, en reconnaissance de son rôle dans la politique internationale, ainsi que dans le monde islamique, le Kazakhstan s'est vu proposer la présidence de l'OSCE et la présidence de l'OCI en 2011. (Amrebaev 2013, p. 195-196)

2.1 L'Union Économique Eurasienne et le Kazakhstan

Si le Kazakhstan considère l'Union Économique Eurasienne (UEE) « comme un outil économique permettant de garantir au [pays] une place accrue dans le système des relations économiques internationales », les nationalistes kazakhs perçoivent l'UEE comme une façon pour la Russie de réduire la marge de manœuvre du pouvoir kazakh dans le domaine géopolitique et économique. (Boulègue 2015, p. 26) Par exemple, le Kremlin a introduit au sein de l'union de nouvelles exigences légales pour les migrants et a augmenté les frais de permis de travail pour les travailleurs des pays non-membres de l'UEE. « Alors que jusqu'à présent les gouvernements de la région ont été épargnés par l'exode des travailleurs migrants de Russie, les conséquences de leur retour dans leur pays d'origine ont été déconcertantes pour les régimes en place ». (Omelicheva 2018, p. 5)

Par crainte de se retrouver dans une situation de dépendance totale vis-à-vis de la Russie, le Kazakhstan semble aujourd'hui « freiner, en sous-main, l'élargissement et l'approfondissement de l'UEE » ; un sentiment renforcé depuis l'instrumentalisation russe d'un scénario séparatiste « à l'ukrainienne » dans le nord du territoire (à forte composante ethnique russe). (Boulègue 2015, p. 26)

2.2 La Russie et le Kazakhstan

Un élément qui influence en grande partie la politique étrangère kazakhe est la dépendance du pays vis-à-vis de la Russie. En effet, étant les acheteurs principaux des exportations kazakhes, les deux géants ont le pouvoir de guider l'agenda économique du pays. (Santoro et Metzger 2018, p. 7) Par exemple, les défis économiques que la Russie rencontre, notamment depuis les sanctions imposées par l'Union européenne en août 2017, ont inévitablement des conséquences sur la performance économique du Kazakhstan, et plus particulièrement dans le domaine énergétique. En effet, en tant que pays dépendant des producteurs d'énergie russe, le Kazakhstan a vu le prix de l'énergie croître, menaçant ainsi sa stabilité politique nationale. (Omelicheva 2018, p. 6)

Malgré quelques périodes de tension, le Kazakhstan est resté très proche de la Russie depuis son indépendance, même si le pays ne bénéficie plus de la même flexibilité dans sa politique économique et commerciale depuis la crise en Asie et en Russie de 1999. (Kourmanova 2015) Cette alliance est notamment marquée par des partenariats économiques [comme l'Union Économique Eurasiatique], des traités d'accord et une coopération en matière de sécurité et de renseignement. (Sinor et al. 2019) En menant une politique d'équilibre constant avec la Russie, le Kazakhstan laisse croire à une autonomie diplomatique déguisée. La perception de la marge de manœuvre que l'État peut s'accorder vis-à-vis de la Russie est très importante selon les circonstances pour Astana (ou Noursoultan). (Boulègue 2015, p. 26) Pour sa part, la Russie considère le Kazakhstan comme un partenaire international clé, notamment parce que sa participation à l'UEE est essentielle au succès global de l'organisation. (Roberts 2015, p. 2)

La mise en œuvre concrète de la coopération entre le Kazakhstan et la Russie s'effectue de deux approches différentes : au niveau régional et mondial. Plus précisément, ces approches comprennent des travaux qui ont pour objectif une intégration économique poussée entre les deux pays ainsi que des mesures visant à

développer les relations entre le Kazakhstan et les régions russes. Dans ce cas-ci, des relations commerciales, économiques et socioculturelles entre les deux États sont formées et développées. Au début de ce processus, les chefs d'État, ainsi qu'une large représentation de divers gouvernements régionaux et nationaux, se rencontraient à travers des forums frontaliers, la coopération transfrontalière occupant une place prédominante. Ces événements se soldent par la signature de contrats et de lettres d'intention et par la création de partenariats ainsi que de diverses activités, dont des événements socioculturels. (Issabayev et al. 2016, p. 9670)

Si la présence de la Chine est de plus en plus marquée au Kazakhstan, il est peu probable qu'elle puisse réprimer les influences russes aux frontières du Kazakhstan. En effet, la Russie y jouit encore d'une influence politique et culturelle considérable. De plus, l'Union douanière eurasienne représente un sérieux avantage concurrentiel russe vis-à-vis des exportateurs chinois. Ainsi, bien que la Chine devienne de plus en plus menaçante dans le secteur économique, la Russie continue de tenir le Kazakhstan sous son emprise. (Golunov 2017, p. 6)

Le Kazakhstan adopte un comportement qui aspire à le faire devenir un leader régional. Dans ce cas-ci, la Russie représente donc davantage un idéal à atteindre qu'une grande puissance à écouter ou écarter.

2.3 L'Asie, la Chine et le Kazakhstan

« Par volonté de désenclavement et d'équilibre », le pays entretient également depuis plusieurs années des contacts diplomatiques avec des partenaires non-traditionnels en Afrique, en Amérique latine et en Asie (Japon, Corée du Sud, Malaisie, Singapour). (Boulègue 2015, p. 27) En effet, malgré les liens étroits qu'il entretient toujours avec la Russie, la part de celle-ci dans le commerce extérieur du Kazakhstan est passée de 80 à 44% entre 1991 et 1996. Cela s'explique notamment par le fait que le Kazakhstan se tourne de plus en plus vers d'autres partenaires en Occident et en Asie, notamment dans le domaine économique. Ainsi, la majeure

partie de l'industrie kazakhe se trouve actuellement entre les mains d'investisseurs surtout occidentaux, japonais et sud-coréens. Pourtant, en raison d'une forte minorité de russophones au sein de sa population, et de possibles revendications territoriales de la Russie concernant le nord de son territoire, le Kazakhstan est voué à garder de bons contacts avec la Russie. D'ailleurs, même s'il s'était montré partisan d'une éventuelle intégration étroite au sein de la CEI, Nazarbayev a progressivement adopté une position extrêmement critique vis-à-vis de l'efficacité de celle-ci, mettant les aspects économiques de l'intégration en priorité et laissant la dimension politique de côté. Nazarbayev suggère une coopération subrégionale, une approche qu'il considère plus appropriée et mieux adaptée aux besoins et caractéristiques de la région qu'une collaboration à l'échelle de la CEI. (Alexandrova et Timmermann 1998, p. 103)

C'est ainsi que depuis les années 1990, en valorisant son industrie d'hydrocarbure auprès de Pékin, le Kazakhstan a réussi à tourner certaines actions de la Chine à son avantage. Aujourd'hui, le géant asiatique est le plus grand producteur de pétrole étranger et les deux États entretiennent des relations stratégiques bilatérales et multilatérales – notamment à travers l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) – dans plusieurs domaines (politiques, économiques et militaires). Néanmoins, la Chine s'imposant de plus en plus dans la région centrasiatique, le Kazakhstan surveille la « question chinoise », un enjeu majeur pour la souveraineté kazakhe. (Boulègue 2015, p. 26-27) Même si elle n'influence pas autant le Kazakhstan que la Russie, la Chine constitue un partenaire économique fort pour Astana, dans le sens où la Chine est capable de rester neutre en cas de conflit dans la région ou avec la Russie. (Roberts 2015, p. 5)

2.4 L'Union Européenne, les États-Unis et le Kazakhstan

En tant que chef de file régional, fournisseur de carburant et partenaire en matière de sécurité, le Kazakhstan se voit être considéré comme un acteur important par l'Union européenne. Néanmoins, les différentes stratégies et les dialogues sont mal

coordonnés. La mise en œuvre de projets d'introduction de normes européennes dans un avenir proche perd de sa crédibilité. (Amrebaev 2013, p. 195)

En développant des partenariats économiques avec les acteurs les plus importants de la scène internationale, le régime Kazakh a réussi à obtenir leur soutien. Bien qu'elle ne soit pas la plus importante, la relation la plus révélatrice fut celle avec les États-Unis. Dans le cadre de sa campagne contre les dictatures et les régimes autoritaires ainsi que de sa guerre contre le terrorisme, le président George W. Bush avait envoyé une lettre à Nazarbayev dans laquelle il louait la stabilité et la prospérité du Kazakhstan, qualifiant ce dernier de modèle pour les autres pays de la région. (Ostrowski 2011, p. 153). Les États-Unis sont un important partenaire dans le domaine du désarmement de l'arsenal nucléaire du Kazakhstan. D'ailleurs, le premier grand partenariat international d'exploration pétrolière de la république kazakhe a été conclu avec une société américaine, Chevron, au début des années 1990. Bien que les États-Unis ne constituent pas le partenariat le plus important pour la république, Astana s'est toujours efforcée de veiller aux intérêts américains. (Roberts 2015, p. 2)

Le régime Kazakh a obtenu des appuis similaires de la part de compagnies pétrolières occidentales. Malgré tous les litiges, celles-ci considèrent toujours Nazarbayev comme le meilleur garant de leurs investissements. Néanmoins, ce soutien a coûté cher au Kazakhstan, plus particulièrement aux industries locales. En effet, afin d'attirer des compagnies pétrolières étrangères, le régime Kazakh leur proposait des taxes peu élevées ou des exemptions aux dispositions des contrats pétroliers concernant la politique du contenu local. Au fil du temps, certaines dispositions ont été renégociées. Néanmoins, les fondements demeurent. Alors que les entreprises locales souffrent d'un manque d'accès adéquat aux contrats sanctionnés par les compagnies pétrolières étrangères et leurs principaux sous-traitants, elles remettent en question la stratégie du régime Kazakh, la situation n'ayant pas changé après la hausse mondiale des prix du pétrole en 2005. La diversification économique menée par le Kazakhstan est-elle réellement concrète ? (Ostrowski 2011, p. 153)

2.5 L'Ouzbékistan et le Kazakhstan

Concernant sa bonne-entente avec ses partenaires régionaux, le Kazakhstan connaît quelques tensions avec son voisin ouzbek étant donné leur frontière commune. Dans le contexte post-soviétique, mais surtout sous la pression sécuritaire liée aux incursions du Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan et à l'expansion de l'extrémisme religieux, la plupart des pays d'Asie centrale ont entamé un processus de délimitation des frontières. Dans le cas de la frontière entre l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, malgré un premier accord signé en juillet 2003, des incidents frontaliers surgissent régulièrement. Pour des raisons économiques ou sécuritaires, les deux pays tentent non seulement de maintenir la frontière sous contrôle le plus strict possible mais également de s'arroger une situation la plus avantageuse que possible. Ainsi, la délimitation des frontières ne semble pas être un objectif en soi, mais plutôt un moyen pour établir une sécurité régionale. (Brunet-Jailly 2015, p. 311-314)

En cultivant soigneusement ses partenariats internationaux dans le domaine de l'extraction, la transformation et l'exportation de ses ressources naturelles, le Kazakhstan mène une politique étrangère multi-vectorielle. Celle-ci vise à équilibrer les intérêts dits *orientaux* et *occidentaux* ainsi qu'à éviter toute forme de dépendance vis-à-vis d'un seul État extérieur. Cette approche très pragmatique a permis au régime kazakh d'obtenir l'appui de presque tous les acteurs importants sur la scène internationale et a considérablement consolidé sa stabilité au fil des années. (Roberts 2015, p. 2 ; Ostrowski 2011, p. 153) L'usage de techniques formelles et informelles afin de maintenir le régime en place est une caractéristique distincte des régimes autoritaires ou semi-autoritaires aspirant à rester au pouvoir pendant de longues périodes. (Ostrowski 2011, p. 152)

« La conduite adroite du Kazakhstan dans les affaires régionales et mondiales est sans aucun doute l'un des points saillants de son développement post-soviétique. Ses manœuvres judicieuses entre la Russie et la Chine, son implication positive dans les conflits régionaux en tant qu'intermédiaire respecté et, dans l'ensemble, en tant que

champion de la coexistence pacifique et du désarmement nucléaire ont placé le Kazakhstan dans une position de nation chef de file régional. » (Amrebaev 2013, p. 195) En participant activement à l'économie mondiale, Astana a même parfois joué un rôle ambigu en montant certains acteurs internationaux les uns contre les autres afin d'obtenir des avantages économiques et politiques – par exemple, comme avec la Russie et la Chine. Cette manœuvre a renforcé l'indépendance de la république et lui a permis de garder un champ de possibilités ouvert pour s'engager avec de multiples acteurs internationaux. (Roberts 2015, p. 3)

Ainsi, il semble évident que le Kazakhstan adopte autant une stratégie de *balancing* – il maintient l'équilibre entre ses différents partenaires – que de *bargaining* – en tant qu'État multi-vecteur, il tente toujours de retirer un maximum de bénéfice en négociant avec ces derniers. La politique étrangère occupe donc une place très importante au sein du processus politique général du pays.

3. Conclusion

Le Kazakhstan est donc une petite puissance qui tend à renforcer sa légitimité et son importance sur la scène régionale. Au vu de l'abondance de ses ressources naturelles, la république arrive à développer ses relations extérieures en menant diverses coopérations économiques et commerciales avec différents acteurs clés de la scène internationale. Si le Kazakhstan arrive à maintenir sa crédibilité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son territoire, c'est notamment grâce à l'autorité imposée de son régime politique ainsi qu'au partenariat social formalisé entre les élites dirigeantes et la société civile. Même si Nazarbayev a quitté le pouvoir, il apparaît que les structures institutionnelles et politiques n'ont guère changé.

Les auteurs Heinrich et Lobova disent du bilan du Kazakhstan post-soviétique qu'il s'agit d'un « mélange d'opportunités, d'espoirs anéantis et de réalités ternes » (Amrebaev 2013, p. 195). Si la république a été applaudie très tôt pour sa gestion de la politique régionale, elle possède néanmoins une mauvaise image en Occident pour son comportement en matière de droits de l'homme. (Amrebaev 2013, p. 195) Le Kazakhstan oriente donc davantage ses relations extérieures vers la Russie, même si

celle-ci possède une mainmise parfois trop imposante pour les autorités kazakhes. C'est notamment pour cette raison que la petite puissance s'est rapprochée de la Chine, même si cette dernière n'arrivera jamais à contrebalancer l'influence russe sur son territoire.

Un lien avec la théorie de Vital peut être effectué dans le cas du Kazakhstan, dans le sens où la république fait partie de ces petites puissances qui tendent à adopter les mêmes comportements que ceux des grandes puissances. En effet, restructurer l'environnement international et régional à son propre avantage est l'un des objectifs de l'agenda politique des élites dirigeantes kazakhes. De plus, un autre élément souligné par Vital, ces dernières ont conscience qu'elles ne peuvent pas se reposer très longtemps sur le soutien de ses partenaires internationaux.

Ainsi, le statut de petite puissance influence beaucoup le Kazakhstan dans la gestion de ses affaires internes et externes. Si la république, en tant que petite puissance, joue un rôle contingent sur la scène internationale, elle est également capable d'occuper une position capitale dans les affaires régionales.

Conclusion

Lors de son discours de démission le 25 décembre 1991, Mikhaïl Gorbatchev a dit : « L'ancien système s'est écroulé avant que le nouveau n'ait pu se mettre en marche ». L'Union soviétique s'est-elle éteinte trop vite, ne permettant pas aux républiques soviétiques fraîchement indépendantes de se créer correctement leur propre nation ? Au vu de la difficulté rencontrée par certains de ces États de créer une cohésion et une identité nationales effectives et durables, une pareille assertion est de l'ordre du possible.

La recherche effectuée dans le cadre de ce mémoire de fin d'études s'est penchée sur ces anciennes républiques soviétiques : leur histoire, leurs systèmes politique, social et économique, leur politique étrangère, ... L'ambition menée au sein de cette recherche était de comprendre, au vu des pressions extérieures auxquelles elles font face, de quelle façon les petites puissances eurasiatiques contemporaines orientent leur politiques domestique et extérieure, malgré leur vulnérabilité relationnelle initiale. Le but était de dresser un constat, au fil des chapitres, des différentes tendances politiques touchant certaines républiques ex-soviétiques, de l'influence du statut de petite puissance dans la tendance observée ainsi que du rôle de la Russie et des puissances occidentales.

1. Petite Puissance Eurasiatique

L'analyse de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie et du Kazakhstan se base sur la théorie des petites puissances. Comme dans le chapitre 1 « Petites Puissances : Cadre Théorique », la *petite puissance* est un concept qui évolue au fil du temps, au gré des époques et de leurs auteurs.

Même si chaque auteur possède sa propre conception de la petite puissance, quelques caractéristiques principales sont généralement retenues, comme la fermeté du système politique et social de l'Etat en question, ou la faiblesse relationnelle, voire la situation de dépendance, vis-à-vis de grandes puissances extérieures.

Comme le démontre le tableau ci-dessous, l'hypothèse selon laquelle l'orientation des trois républiques analysées est intrinsèquement liée à leur statut de petite puissance se confirme.

Tableau 1 : Les caractéristiques de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie et du Kazakhstan en tant que petites puissances

	Azerbaïdjan	Biélorussie	Kazakhstan
Sutton et Payne			
<i>Sentiment d'enclavement du territoire</i>	×	×	×
<i>Ouverture économique</i>	×	×	×
<i>Dépendance vis-à-vis de puissances extérieures</i>	×	×	
<i>Système politique et social résilient</i>	×	×	×
Singer			
<i>Identité nationale faible</i>	×	×	×
Katzenstein et Steen			
<i>Niveau élevé de consensus parmi les élites</i>	×	×	×
<i>Politique nationale unitaire</i>	×	×	×
<i>Partenariat social formalisé</i>			×
Long			
<i>Faiblesse relationnelle au niveau économique</i>	×	×	×
<i>Pouvoir intrinsèque</i>	×	×	×
<i>Pouvoir dérivé</i>	×	×	×
<i>Pouvoir collectif</i>	×		×
Chabbi et Lim			
<i>Balancing</i>	×		×
<i>Bandwagoning</i>		×	
Gnedina⁷			
<i>État multi-vecteur</i>	×		×
<i>Bargaining</i>	×		×
Vital			

⁷ L'étude de Gnedina porte sur les pays ex-soviétiques, et non sur les petites puissances en général. Il semble néanmoins pertinent d'inclure ces caractéristiques-là dans ce tableau récapitulatif.

<i>Rôle contingent sur la scène internationale</i>	x	x	x
<i>Volonté d'adopter le même comportement que celui des grandes puissances</i>			x
Rothstein			
<i>Solution extérieure du dilemme de sécurité</i>		x	
<i>Marge de sécurité étroite</i>	x	x	
<i>Monopole de la politique étrangère dans le processus politique général</i>	x		x
<i>Sécurité négative</i>		x	

Seules les caractéristiques soulevées par Easterly et Kraay n'ont pas été incluses dans ce tableau récapitulatif, les données de chaque république ne correspondant pas à leurs arguments (Voir Annexe 2).

La petite puissance eurasiatique possède des propriétés particulières, telles que la localisation de son pays (en Eurasie), une marge de sécurité réduite, une cohésion importante entre les élites, un système de démocratie de façade, une ouverture économique – et *a fortiori* une ouverture diplomatique –, une histoire commune avec la Russie et un rôle contingent dans les affaires internationales à l'échelle mondiale. Pour rappel, ces caractéristiques spécifiques ont été désignées uniquement dans le cadre de ce travail de recherche. La définition de la petite puissance eurasiatique utilisée dans cette analyse n'a pas la prétention d'être la meilleure, ni la plus exhaustive.

2. Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan

L'objectif de cette recherche était de comprendre comment les petites puissances eurasiatiques orientent leurs politiques domestique et étrangère, et la méthodologie adoptée dans le cadre de ce travail a été qualitative. L'analyse de chaque pays a été effectuée à partir de documents de recherche préexistants, tels que des travaux universitaires, des ouvrages historiques ou des encyclopédies. Des ressources

médiatiques ont également été exploitées dans un souci d'actualité. Si le questionnaire en ligne, quant à lui, n'a pas été pertinent pour tirer des conclusions scientifiques générales, il a néanmoins permis d'apporter du contenu et des nuances.

Il ressort de l'analyse des trois républiques qu'elles tiennent chacune à préserver leur souveraineté nationale et leur indépendance vis-à-vis des puissances extérieures. Même si la Russie demeure leur partenaire économique principal, elles tentent de maintenir une ouverture importante vers l'extérieur afin de contrebalancer la mainmise de la *mère russe*. Utilisant la coopération économique comme principal outil pour développer leurs relations diplomatiques, les trois petites puissances eurasiatiques arrivent généralement à faire de leur vulnérabilité intrinsèque une source de sécurité pour leur pays.

Parmi les trois républiques analysées, la Biélorussie est peut-être le meilleur exemple de ce qu'est une petite puissance. Véritable zone tampon entre la Russie et l'Europe, l'enclavement de son territoire constitue un élément déterminant dans sa politique étrangère. Celle-ci occupe une place prédominante au sein de son processus politique général. Les élites dirigeantes biélorusses ont réussi à établir un contrôle ferme sur leurs citoyens, notamment via un gouvernement autoritaire, un modèle économique distributif et un contrat social formalisé.

Même si la Biélorussie occupe une position pivot sur l'axe économique-stratégique entre l'Europe et la Russie, sa politique étrangère assume une orientation pro-russe et ce, depuis son indépendance. Utilisant les échanges commerciaux comme principal outil d'intégration internationale, la Biélorussie se concentre autant sur des partenariats bilatéraux stratégiques avec des grandes puissances que sur des coopérations multilatérales avec des pays régionaux. Maniant avec adresse la stratégie du *bandwagoning* auprès de la Russie, la petite puissance biélorusse assure l'intégrité de son territoire et, dans une certaine mesure, amène l'Union européenne et la Russie à dialoguer entre elles.

L'Azerbaïdjan constitue une petite puissance eurasiatique classique, en ce sens où elle présente presque toutes les propriétés spécifiques à ce statut. Si l'Azerbaïdjan n'occupait pas une telle place géographique en Eurasie, elle aurait pu être considérée comme une puissance moyenne à l'échelle mondiale. Elle subit des pressions économiques – et donc politiques – extérieures de la part de puissances régionales et ses principaux enjeux de sa politique étrangère sont axés sur l'Eurasie. Même si elle se trouve dans une position vulnérable entre la Russie, la Chine et l'Union européenne, la république possède assez de ressources pour accroître son pouvoir de négociation à travers des manœuvres tactiques.

Au niveau de ses politiques domestiques, l'Azerbaïdjan manipule avec agilité les élections nationales, arrivant à maintenir les autorités au pouvoir. L'état des droits politiques et humains au sein de son territoire est à améliorer, surtout si la république souhaite garder une certaine forme de coopération avec l'Union européenne.

Pour sa part, le Kazakhstan est le pays qui possède le plus d'ambiguïtés quant à son statut de petite puissance eurasiatique ; son territoire étant vaste, ses ressources étant importantes, mais son pouvoir au niveau mondial étant limité. Véritable démocratie de façade, le Kazakhstan présente une certaine contradiction entre ce qui est écrit dans sa Constitution et ce que le régime politique effectue sur le terrain. En effet, bien que les libertés fondamentales soient promulguées dans les textes fondateurs de la république, le gouvernement ne tolère aucune forme de dissidence, n'hésitant pas à emprisonner de puissants acteurs politiques et économiques. À travers sa politique étrangère multivectorielle, le Kazakhstan joue un véritable rôle dans le maintien de l'équilibre géopolitique de l'Asie centrale. S'il est capable d'assumer une position de *leadership* dans la région, ses champs d'action à l'échelle mondiale demeurent néanmoins limités.

Mais si le Kazakhstan a été considéré comme une petite puissance dans le cadre de cette étude, l'hypothèse que le pays devienne une puissance moyenne émergente dans un futur proche est loin d'être exclue. En effet, au vu de l'abondance de ses ressources, de la promotion internationale de son image et de son rôle de médiateur

dans les conflits régionaux, le Kazakhstan possède assez de richesses pour asseoir sa légitimité sur la scène internationale.

3. Limites de l'Étude

Une limite de cette étude est le manque d'informations subjectives quant à la façon dont les trois républiques gèrent leurs affaires intérieures et extérieures. Toutes les données exploitées dans cette recherche proviennent de documents à caractère scientifique ou médiatique ; un manque de nuances peut donc être ressenti.

Ce travail est un mémoire de synthèse. Ainsi, dans un souci de concision, beaucoup d'éléments ont volontairement été omis. Analyser les politiques domestique et extérieure d'un pays demande un réel travail de recherche, d'analyse et d'interprétation. Si l'étude de chaque république a ouvert une multitude de perspectives d'analyse possibles, ce mémoire s'est limité à sa mission initiale : présenter les éléments basiques et nécessaires à la bonne compréhension de l'orientation politique de certaines républiques ex-soviétiques.

Enfin, du fait que ce mémoire est rédigé durant le mois de juin 2019, certains éléments concernant les élections au Kazakhstan – actuellement en cours – manquent sûrement de clarté et d'exhaustivité. C'est pour cette raison qu'aucune conclusion n'a été réellement tirée concernant la situation politique actuelle du Kazakhstan.

4. Pistes de Recherche

En partant du principe que les présidents des anciennes républiques soviétiques resteront au pouvoir jusqu'à la fin de leur vie, que se passera-t-il le jour de leur départ ? Si les gouvernements autoritaires instaurés depuis l'indépendance de ces petites puissances eurasiatiques ont permis de diminuer leur vulnérabilité vis-à-vis

des pressions extérieures, qu'en sera-t-il du régime politique lorsque l'élite dirigeante sera contrainte de partir ? Quelle stratégie sera mise en place ?

La société civile de ces États semble peu à peu se réaffirmer face à leurs dirigeants, le contrat social formalisé entre eux se désintégrant au fil du temps. Les réalités internationales ne sont plus les mêmes qu'il y a 25 ans, et elles continueront à évoluer. Suite aux différentes révolutions qui déjà ont eu lieu en Ukraine, en Géorgie ou en Arménie, il semble qu'un tournant politique et social est imminent dans les anciennes républiques soviétiques. Il s'agit d'une piste de recherche qui peut s'avérer intéressante.

Ouvertes vers l'extérieur, fermées à l'Intérieur ; telle est la maxime retenue pour résumer la façon dont les trois républiques ex-soviétiques orientent leurs politiques étrangères et domestiques. Celles-ci sont notamment corrélées avec leur statut de petite puissance.

Lors d'une conférence sur la nouvelle route de la soie et le programme lunaire chinois, Ali Rastbeen⁸ disait de l'Eurasie qu'elle constitue la plus grande entité territoriale du monde, avec une importance géostratégique constante. Selon lui, aujourd'hui, les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Allemagne et le Japon sont des pays qui semblent pouvoir jouer un rôle important sur la scène politique de l'Eurasie et en modifier sa situation géopolitique. Dans cette optique, empêcher la réunification de l'Eurasie est l'un des objectifs poursuivis par les puissances occidentales. En effet, si une seule puissance étend sa mainmise sur les réserves de l'Eurasie – comme la Russie – l'équilibre des forces mondiales se modifierait, au détriment des intérêts américains et européens. Ainsi, depuis la guerre froide, il semble que l'Eurasie demeure la principale scène de rivalité entre les puissances occidentales et la Russie. (Schiller Institute 2014)

Les anciennes républiques soviétiques jouent un véritable rôle dans la stabilité de la région, notamment dans le domaine sécuritaire. Dès lors, il semble nécessaire de

⁸ Fondateur et Président de l'Académie de Géopolitique de Paris.

remettre ces petites puissances eurasiatiques au centre des recherches consacrées à la région, et d'y prêter un œil attentif et pertinent dans un futur proche.

Bibliographie

Articles

ALEXANDROVA O. et H. TIMMERMANN. Russie-Biélorussie-CEI : Efforts d'Intégration et Tendances à la Désintégration. *Politique étrangère*, 63(1), 1998, pp. 93-108.

ANTCZAK R., et al. Impact of the Russian Crisis on the Belarussian Economy [Impact de la Crise Russe sur l'Économie Biélorusse]. *Studies and Analyses CASE*, 206, 2000, pp. 6-40.

BALCI B. Politique Identitaire et Construction Diasporique en Azerbaïdjan Postsoviétique. *Cahiers d'Asie Centrale*, 19(20), 2011, pp. 261-276.

BEDFORD S. The Election Game: Authoritarian Consolidation Processes in Belarus [Le Jeu de l'Élection : le Processus de Consolidation Autoritaires en Biélorussie]. *Demokratizatsiya : The Journal of Post-Soviet Democratization*, 25(4), 2017, pp. 381-406.

BENTE C. The OSCE and the Problem of Human Rights [L'OSCE et les Problèmes liés aux Droits de l'Homme]. *Society and Politics*, 5 (1(9)), 2011, pp. 99-106.

BOSSE G. Challenges for EU Governance Through Neighbourhood Policy and Eastern Partnership: the Values/Security Nexus in EU – Belarus Relations [Défis pour la Gouvernance de l'UE à travers la Politique de Voisinage et le Partenariat Oriental : Le Lien entre les Valeurs et la Sécurité dans les Relations UE-Biélorussie]. *Contemporary Politics*, 15(2), 2009, pp. 215-227.

BOSSE G. A Partnership with Dictatorship: Explaining the Paradigm Shift in European Union Policy Towards Belarus [Un Partenariat avec la Dictature : Expliquer le

Changement de Paradigme dans la Politique de l'Union Européenne à l'égard de la Biélorussie]. *Journal of Common Market Studies (JCMS)*, 50(3), 2012, pp. 367-384.

BOULEGUE M. Le Kazakhstan, une Puissance Régionale à Vocation Mondiale. *S.E.R.*, 2015, pp. 19-28.

CHABBI M. et LIM Y-H. Équilibres Régionaux et Stratégies des Non-Puissances. Les cas du Golfe et de l'Asie du Sud-Est. *Études Internationales*, 44(2), 2013, pp. 227-249.

CLAUDE R. Bruno Drweski, La Biélorussie, 1993. *La Revue russe*, 7(1), 1994, pp. 154-155.

DASTANKA A. Multilateralism in Foreign Policy of Belarus: European and Eurasian Dimension [Le Multilatéralisme dans la Politique Étrangère de la Biélorussie : Dimension Européenne et Eurasienne]. *Regional Formation and Development Studies*, 2(16), 2015, pp. 16-23.

DUMEZ H. Qu'est-ce qu'un concept ? *Le Libellio d'AEGIS*, 7(1), 2011 ? pp. 67-79.

DUMONT G-F. Haut-Karabakh : Géopolitique d'un Conflit Sans Fin. *Géostratégiques*, 2013, pp. 35-70.

EASTERLY W. et A. KRAAY. Small States, Small Problems? Income, Growth, and Volatility in Small States [Petits États, Petits Problèmes ? Revenu, Croissance, et Volatilité dans les Petits États]. *World Development*, 28(11), 2000, pp. 2013-2027.

GNEDINA E. 'Multi-Vector' Foreign Policies in Europe: Balancing, Bandwagoning or Bargaining? [Politique Étrangère « Multi-Vecteurs » : Équilibrer, Suivre ou Négocier ?]. *Europe-Asia Studies*, 67(7), 2015, pp. 1007-1029.

GOLOB T. et MAKAROVIC M. Self-Organisation and Development: A Comparative Approach to Post-Communist Transformations from the Perspective of Social Systems Theory [Auto-Organisation et Développement : Une Approche Comparative des Transformations Post-Communistes du point de vue de la Théorie des Systèmes Sociaux]. *Europe-Asia Studies*, 69(10), 2017, pp. 1499-1525.

GOMART T., Politique Étrangère Russe : l'Étrange Inconstance. *Politique étrangère* 1 (Printemps), 2006, pp. 25-36.

GOUJON A. Le « Loukachisme » ou le Populisme Autoritaire en Biélorussie. *Les Populismes* 21(2), 2002, pp. 29-50.

GUICHERD C. Ukraine, Biélorussie et Moldavie : entre l'Union élargie et la Russie. *Politique étrangère*, 67(3), 2002, pp. 683-696.

HERVOUET R. Le « Socialisme de Marché » dans la Biélorussie de Loukachenko : Égalitarisme, Néopatrimonialisme et Dépendance Extérieure. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 3(20), 2013, pp. 97-113.

ISSABAYEV et al. Kazakhstan and Russia: Experience and Prospects of Transfrontier Cooperation (1991-2015) [Kazakhstan et Russie : Expérience et Perspectives de la Coopération Transfrontalière (1991-2015)]. *International Journal of Environmental and Science Education*, 11(17), 2016, pp. 9669-9677.

IVANOU U. Lallemand, J.-C., Symaniec, V. (2007). Biélorussie, Mécanique d'Une Dictature. *Belarusian Political Science Review*, 1(1), 2011, pp. 236-242.

KOLOSSOV V. Richard Y., La Biélorussie. Une Géographie Historique. *Annales de Géographie*, 117(633), 2003, p. 557.

KOROSTELEVA E. Belarusian Foreign Policy in a Time of Crisis [La Politique Étrangère Biélorusse en Temps de Crise]. *Journal of Communist Studies and Transition Politics*, 27(3-4), 2011, pp. 566-586.

LONG T. Small States, Great Power? Gaining Influence Through Intrinsic, Derivative, and Collective Power [Petits États, Grande Puissance ? Gagner de l'Influence par le Pouvoir Intrinsèque, Dérivé et Collectif]. *International Studies Review* 19 (2), 2017, pp. 185-205.

MARCFARLANE S. N. La Communauté des États Indépendants et la Sécurité Régionale. *Multilatéralisme et Sécurité Régionale*, 26 (4), 1995, pp. 785-797.

McDOWELL D. Identities and Foreign Policies in Russia, Ukraine and Belarus: the other Europes. By Stephen White and Valentina Feklyunina [Identités et Politiques Étrangères en Russie, Ukraine et Biélorussie : les autres Europes. Par Stephen White et Valentina Feklyunina]. *International Affairs*, 92(2), 2016, pp. 483-485.

PINGUET L. Le Kazakhstan : Un Pays d'Avenir ? *Asia Focus – Programme Asie*, 69, 2018, 14 p.

PRESSAT R. La Population de l'U.R.S.S. : Données Récentes. *Population*, 27(4-5), 1972, pp. 809-837.

RUPNIK J. La Démocratie Illibérale en Europe Centrale. *Esprit*, 6, 2017, pp. 69-85.

TIEPLAKOFF A. La Biélorussie, Une Nation qui se Cherche. *Études*, 7(405), 2006, pp. 9-20.

VERCUEIL J. L'Union Économique Eurasiatique : une Intégration au Prisme de la Russie. *Géoéconomie*, 4 (71), 2014, pp. 167-184.

VICARI M. S. The Eurasian Economic Union – Approaching the Economic Integration in the Post-Soviet Space by EU-Emulated Elements [L'Union Économique Eurasienne – Approche de l'Intégration Économique dans l'Espace Post-Soviétique par Éléments Émulés par l'UE]. *Interventions Économiques*, 55, 2016, pp. 1-16.

WHITE S., T. BILETSKAYA et M. I. McALLISTER. Belarusians Between East and West [Les Biélorusses entre l'Est et l'Ouest]. *Post-Soviet Affairs*, 32(1), 2016, pp. 1-27.

WOUTER P.V. et J. CORBETT, Why Small States Offer Important Answers to Large Questions [Pourquoi les Petits États Offrent d'Importantes Réponses aux Grandes Questions]. *Comparative Political Studies*, 48(4), 2015, pp. 527-549.

YAKEMTCHOUK R. La Communauté des Etats Indépendants : CEI. *Annuaire Français de Droit International*, 41, 1995, pp. 245-280.

ZAKARIA F. De la Démocratie Illibérale. Gallimard, *Le Débat*, 2 (99), 1998, pp. 17-26.

Articles électroniques

LIABOT T. Le Kazakhstan ne Veut Plus Être un Pays en « Stan ». *Libération* [en ligne], 10 février 2014 [consulté le 07/06/2019]. Disponible sur : https://www.liberation.fr/planete/2014/02/10/nazarbaiev-veut-un-nouveau-nom-pour-le-kazakhstan_979198.

MICHAUD P. Kazakhstan : Démission inattendue de Noursoultan Nazarbaïev. *Euronews* [en ligne], 19 mars 2019 [consulté le 24/03/2019]. Disponible sur : <https://fr.euronews.com/2019/03/19/kazakhstan-demission-inattendue-de-noursoultan-nazarbaiev>.

Auteur.e.s inconnu.e.s :

Kazakhstan : le parti du président Nazarbaïev largement en tête des élections législatives. *RTBF* [en ligne], 20 mars 2016 [consulté le 24/03/2019]. Disponible sur : https://www.rtb.be/info/monde/detail_kazakhstan-le-parti-du-president-nazarbaiev-largement-en-tete-des-elections-legislatives?id=9246426.

Le président du Kazakhstan démissionne après 30 ans au pouvoir. *BBC News Afrique* [en ligne], 19 mars 2019 [consulté le 24/03/2019]. Disponible sur : <https://www.bbc.com/afrique/monde-47628502>.

Documents en ligne et Pages Web

ADAMOVITCH A., et al. Belarus [Biélorussie]. In : *Encyclopaedia Britannica* [en ligne]. 2019 [consulté le 7/03/2019]. Disponible sur : <https://www.britannica.com/place/Belarus>.

CARRIÈRE P. Daghestan ou Dagestan. In : *Encyclopaedia Universalis* [en ligne]. Date non citée [consulté le 27/05/2019]. Disponible sur : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/daghestan-dagestan/>.

CROSNIER N. Donner un Nom à un Pays, à un Peuple. In : *Coups bas à Bakou* [en ligne], 14 mai 2012 [consulté le 29/05/2019]. Disponible sur : <https://bakou-hypotheses-org.proxy.bib.ucl.ac.be:2443/267>.

KOURMANOVA A. The Tenge Dilemma in Kazakhstan [Le Dilemme du Tenge au Kazakhstan]. In : *Center for Strategic and International Studies* [en ligne], 5 février 2015 [consulté le 23/01/2019]. Disponible sur : <https://www.csis.org/analysis/tenge-dilemma-kazakhstan>.

MATHEY R. et SUNY R.G. Azerbaïdjan. In : *Encyclopaedia Universalis* [en ligne]. Date inconnue [consulté le 29/05/2019]. Disponible sur : <https://www.universalis.fr/encyclopedie/azerbaidjan/>.

NURLANULY M. The Etymology of the Word “Kazakh” [L’Etymologie du Mot « Kazakh »]. In : *Qazaqstan Tarihy* [en ligne]. 24 juillet 2015 [consulté le 16/06/2019]. Disponible sur : <https://e-history.kz/en/publications/view/1273>.

QORABOYEV I. Fiche d’Information de l’Organisation : OTSC. In : *Réseau de Recherche sur les Opérations de Paix* [en ligne]. 29 septembre 2010 [consulté le 09/06/2019]. Disponible sur : <http://www.operationspaix.net/13-fiche-d-information-de-l-organisation-otsc.html>.

SILAEV E. D., et al. Azerbaijan: History, People and Facts [Azerbaïdjan : Histoire, Population et Faits]. In : *Encyclopaedia Britannica* [en ligne]. 18 Janvier 2019 [consulté le 24/02/2019]. Disponible sur : <https://www.britannica.com/place/Azerbaijan>.

SINOR D., et al. Kazakhstan: History, People, Map, & Facts [Kazakhstan : Histoire, Population, Carte et Faits]. In : *Encyclopaedia Britannica* [en ligne]. 11 avril 2019 [consulté le 14/04/2019]. Disponible sur : <https://www.britannica.com/place/Kazakhstan>.

TEURTRIE D. La Biélorussie : Entre Russification et Européanisation. In : Dupont-Dobrzynski M. et Galstyan G. In : *Institut Européen Est-Ouest* [en ligne], 15 juillet 2011 [consulté le 30/05/2019]. Disponible sur : <http://institut-est-ouest.ens-lyon.fr/spip.php?article349>.

VALIYEV A. Azerbaijan’s Foreign Policy Towards Russia since Independence: Compromise Achieved [La Politique Étrangère de l’Azerbaïdjan envers la Russie depuis l’Indépendance : Compris Atteint]. In : *PONARS Eurasia* [en ligne], 21 février

2019 [consulté le 26/05/2019]. Disponible sur :
<http://www.ponarseurasia.org/node/10167>.

Livres

AMACHER K. et W. BERELOWITCH. *Histoire et Mémoires dans l'Espace Postsoviétique*. Paris : L'Harmattan, 2014, 266 p.

AMREBAEV A, et al. *Modern Kazakhstan : Image and Realities* [Le Kazakhstan Moderne : Image et Réalités]. Berlin : Peter Lang, 2013, 206 p.

BALDERSHEIM H. et M. KEATING. *Small States in the Modern World: Vulnerabilities and Opportunities* [Les Petits États dans le Monde Moderne : Vulnérabilités et Opportunités]. Cheltenham (R-U) : Elgar, 2015, 277 p.

BRUNET-JAILLY E. *Border Disputes: A Global Encyclopedia (3 volumes): A Global Encyclopedia* [Différends Frontaliers : Une Encyclopédie Mondiale (3 volumes) : Une Encyclopédie Mondiale]. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2015, 1299 p.

CHARLES D. E., et al. (Commonwealth Secretariat). *A Future for Small States, Overcoming Vulnerability* [Un Avenir pour les Petits États, Vaincre la Vulnérabilité]. Londres : Marlborough House, 1997, 178 p.

CZEREWACZ-FILIPOWICZ K., A. KONOPELKO. *Regional Integration Processes in the Commonwealth of Independent States: Economic and Political Factors* [Les Processus d'Intégration Régionale dans la Communauté des États Indépendants : Facteurs Économiques et Politiques]. Cham : Springer, 2017, 347 p.

DAVE B. *Kazakhstan : Ethnicity, Language and Power* [Kazakhstan : Ethnicité, Langue et Power]. Londres : Routledge, 2008, 242 p.

DEPELTEAU F. et A. LACASSAGNE. *Le Bélarus : l'État d'Exception*. Sainte-Foy, Québec : Presses de l'Université Laval, 2003, 387 p.

HEINRICH H-G. et L. LOBOVA. *Belarus: External Pressure, Internal Change* [Biélorussie : Pression Extérieures, Changements Internes]. Francfort-sur-le-Main : Lang, 2009, 394 p.

MARCHESIN P. *La Biélorussie*. Paris : Karthala, 2006, 160 p.

OSTROWSKI W. *Politics and Oil in Kazakhstan* [Politiques et Pétrole au Kazakhstan]. Londres : Routledge, 2010, 206 p.

ROTHSTEIN R. L. *Alliances and Small Powers* [Alliances et Petites Puissances]. Londres et New York : Columbia University Press, 1968, 331 p.

SINGER M. R. *Weak States in a World of Powers: The Dynamics of International Relationships* [Les États Faibles dans un Monde de Puissances : la Dynamique des Relations Internationales]. New York : Free Press, 1972, 431 p.

'T HART P. et STERN E.K. *Beyond Groupthink: Political Group Dynamics and Foreign Policy-Making* [Au-delà de la Pensée de Groupe : Dynamique des Groupes Politiques et Élaboration de la Politique Étrangère]. 8^{ème} édition. Ann Arbor : University of Michigan Press, 1997, 384 p.

VITAL D. *The Survival of Small States: Studies in Small Power/Great Power Conflict* [La Survie des Petits États : Études sur les Conflits entre Petites Puissances et Grandes Puissances]. Londres : Oxford University Press, 1971. 136 p.

Autres

Communiqué presse

COMMISSION EUROPÉENNE (b). *Rapport de l'UE : Renforcement de la Coopération Bilatérale dans la Perspective de la Conclusion d'un Nouvel Accord Global UE-Azerbaïdjan*. Communiqué de presse, Bruxelles : Commission européenne, 2019.

Documents d'analyse

ISMAILZADE F. *Azerbaijan's Through Foreign Policy Choices* [Les Choix de l'Azerbaïdjan en Matière de Politique Étrangère]. Document d'analyse, Baku : Western University, 2004, 7 p.

GOIJON A. *Nationalism in the Soviet and Post-Soviet Space: the cases of Belarus and Ukraine* [Le Nationalisme dans l'Espace Soviétique et Post-Soviétique : les Cas de la Biélorussie et de l'Ukraine]. Document d'analyse, Berlin : Freien Universität Berlin, 1999, 34 p.

MORENO A. P. *The Creation of the Azerbaijani Identity and Its Influence on Foreign Policy* [La Création de l'Identité Azerbaïdjanaise et son Influence sur la Politique Étrangère]. Document d'analyse, Madrid : Complutense University of Madrid, 2015, 11 p.

Notes politiques

DUBNOV A. *Reflecting on a Quarter Century of Russia's Relations With Central Asia* [Réflexions sur un Quart de Siècle de Relations de la Russie avec l'Asie Centrale]. Note politique, Washington : Carnegie Endowment for International Peace, 2018, 16 p.

GOLUNOV S. *Russian and Chinese Influences in Shared Borderlands* [Influences Russes et Chinoises dans les Régions Frontalières Communes]. Note Politique, Kyushu : Kyushu University (Japon) (PONARS Eurasia Policy Memo n° 453), 2017, 6 p.

MOSHES A. *Belarus' Renewed Subordination to Russia. Unconditional Surrender or Hard Bargain?* [La Subordination Renouvelée de la Biélorussie à la Russie. Abandon Inconditionnel ou Marché Difficile?]. Note Politique, Helsinki : Finnish Institute of International Affairs (PONARS Eurasia Policy Memo n°329), 2014, 5 p.

MOSHES A. *Can EU-Belarusian Relations Be Reset?* [Les Relations entre l'UE et la Biélorussie Peuvent-Elles Être Rétablies ?]. Note Politique, Helsinki : Finnish Institute of International Affairs (PONARS Eurasia Policy Memo n° 387), 2015, 5 p.

MOSHES A. *Lukashenko's "Drift to the West". Why Moscow Should not be Worried* [La « Dérive vers l'Ouest » de Loukachenko. Pourquoi Moscou ne devrait pas s'Inquiéter.]. Note Politique, Helsinki : Finnish Institute of International Affairs (PONARS Eurasia Policy Memo n°440), 2016, 6 p.

MOSHES A. *Does It Make Sense to Expect a Color Revolution in Belarus?* [Faut-il s'Attendre à une Révolution de la Couleur en Biélorussie ?]. Note Politique, Helsinki : Finnish Institute of International Affairs (PONARS Eurasia Policy Memo n°485), 2017, 5 p.

MOZOROV V. *Kazakhstan and the "Russian World". Is a New Intervention on the Horizon?* [Le Kazakhstan et le « Monde Russe ». Une Nouvelle Intervention à l'Horizon ?]. Note Politique, Tartu : University of Tartu (Estonie) (PONARS Eurasia Policy Memo n° 364), 2015, 6 p.

OMELICHEVA M. *How Russia's Economic Recession Benefits Moscow Politically in its 'Near Abroad'* [Comment la Récession Économique Russe Profite Politiquement à

Moscou dans son « Voisinage Proche »]. Note politique, Kansas : University of Kansas (PONARS Eurasia Policy Memo n°522), 2018, 6 p.

ROBERTS S. R. *The Ukraine Conflict and the Future of Kazakhstan's Multi-Vector Foreign Policy* [Le Conflit en Ukraine et l'Avenir de la Politique Étrangère Multi-vectorielle du Kazakhstan]. Note Politique, Washington D.C. : George Washington University (PONARS Eurasia Policy Memo n° 388), 2015, 6 p.

SUSHKO O. *From the CIS to the SES. A New Integrationist Game in Post-Soviet Space* [Un Nouveau Jeu Intégrationniste dans l'Espace Post-Soviétique]. Note Politique, Center for Peace, Conversion and Foreign Policy of Ukraine, 2003, 5 p.

VALIYEV A. *"Russia, Davay do Svidaniya". Entering a New Era in Azerbaijani-Russian Relations* [« Russie, Davay do Svidaniya ». L'Entrée dans une Ère Nouvelle dans les Relations entre l'Azerbaïdjan et la Russie]. Note Politique, Baku : Azerbaijan Diplomatic Academy, 2013, 5 p.

VALIYEV A. *U.S. Disengagement from the South Caucasus. The Throne is never Vacant* [Désengagement des États-Unis dans le Caucase du Sud. Le Trône n'est jamais Vacant]. Note Politique, Baku : Azerbaijan Diplomatic Academy University, 2018, 7 p.

Rapports et Comptes-Rendus

COMMISSION EUROPÉENNE (a). *Report on EU – Azerbaijan Relations in the Framework of the Revised European Neighbourhood Policy* [Rapport sur les relations UE-Azerbaïdjan dans le cadre de la politique européenne de voisinage révisée]. Document de Travail Conjoint des Services de la Commission, Bruxelles : Commission européenne, 2019, 21 p.

OXFORD ANALYTICA. *Belarus: Political 'Tolerance' fits Foreign Policy* [Biélorussie : La 'Tolérance' Politique Correspond à la Politique Étrangère]. Rapport national, Oxford : Oxford Analytica Ltd, 2018, 4 p.

SANTORO J. et C. METZGER. *The Future of Global Stability. The World of Work in Developing Countries. Case Study Kazakhstan* [Le Monde du Travail dans les Pays en Développement. Étude de Cas Kazakhstan]. Compte-Rendu, Washington : Center for Strategic and International Studies (CSIS), 2018, 27 p.

VERCUEIL J. *Trajectoire Économiques en Asie Centrale : Entre Union Économique Eurasiatique, Crise Russe et Nouvelles Routes de la Soie*. Rapport, Bichkek (Kirghizie) : Institut Français d'Études d'Asie Centrale, 2017, 6 p.

Autres

Annuaire Démographique 1960 des Nations Unies. Annuaire démographique, New York : Nations Unies, 1960, 647 p.

Annuaire Démographique 1995 des Nations Unies. Annuaire démographique, New York : Nations Unies, 1997, 1103 p.

Annuaire Démographique 2017 des Nations Unies. Annuaire démographique, New York : Nations Unies, 2018, 974 p.

Annuaire Statistique des Nations Unies : Produit Intérieur Brut et Produit Intérieur Brut par Habitant. Annuaire statistique, New York : Nations Unies, 2019, 20 p.

SCHILLER INSTITUTE. *Ali Rastbeen – Une Vision pour le Futur de l'Eurasie*. Vidéo [en ligne], Francfort : Institut Schiller (Conférence des 30 ans de l'Institut), 2014. Consulté le 10/06/2019, disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=DlkoAVQJ52Y>.

Annexes

Annexe 1 : Questionnaire en ligne

Ci-dessous se trouve le questionnaire en ligne.

27/06/2019

The post-Soviet Space: Political Trends

The post-Soviet Space: Political Trends

This form is part of my master thesis: "Political trends in the post-Soviet space at the beginning of the 21st century. Theory of small powers".

I have developed this questionnaire for the purpose of openness and understanding (not judgment), to meet different points of view on the countries studied. You remain anonymous until the end.

You can answer open-ended questions with your native language if you feel more comfortable (just specify which language it is the first time).

You have the right to leave the questionnaire at any time.

Thank you very much for your collaboration!

Charlotte de Condé

***Obligatoire**

1. How old are you? *

2. What is your gender? *

Une seule réponse possible.

☐ Female

☐ Male

☐ Prefer not to say

☐ Autre :

3. What is your highest level of qualification? *

4. What is your nationality? *

5. Where do you live? *

6. Please specify which country you intend to talk about: *

Une seule réponse possible.

☐ Azerbaijan

☐ Belarus

☐ Kazakhstan

☐ Uzbekistan

7. How long did you live there altogether? *

https://docs.google.com/forms/d/18qjPorE3sLKSLU3QcXVzNnlgJFonOfTmGYb_kBi40_E/edit

1/10

8. Do you feel close to this country? Please explain your answer. *

9. What are the first 5 keywords you associate with this country? *

10. In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?

How do you assess the current situations of this country?

11. Its political situation

Une seule réponse possible.

- ☐ Excellent
- ☐ Good
- ☐ Balanced
- ☐ Bad
- ☐ Terrible
- ☐ I don't know

12. Its economic situation

Une seule réponse possible.

- ☐ Excellent
- ☐ Good
- ☐ Balanced
- ☐ Bad
- ☐ Terrible
- ☐ I don't know

13. Its social situation*Une seule réponse possible.*

- ☐ Excellent
☐ Good
☐ Balanced
☐ Bad
☐ Terrible
☐ I don't know

14. Its cultural situation*Une seule réponse possible.*

- ☐ Excellent
☐ Good
☐ Balanced
☐ Bad
☐ Terrible
☐ I don't know

15. Its energy policy*Une seule réponse possible.*

- ☐ Excellent
☐ Good
☐ Balanced
☐ Bad
☐ Terrible
☐ I don't know

16. Its energy security*Une seule réponse possible.*

- ☐ Excellent
☐ Good
☐ Balanced
☐ Bad
☐ Terrible
☐ I don't know

The Political Situation

17. Do you consider this country as:*Une seule réponse possible.*

- ☐ A great power
- ☐ A medium power
- ☐ An emerging power
- ☐ A small power
- ☐ I don't know

18. In your opinion, what are the main priorities of the current regime?

19. How would you describe the current regime?

20. Are you satisfied with this sytem in place?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Yes
- ☐ Mixed
- ☐ No
- ☐ This does not concern me

The citizens

21. In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.

22. How would you assess the relationship between the current government and its citizens?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Very good
☐ Satisfactory
☐ Balanced
☐ Bad
☐ Very bad
☐ I don't know

23. In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Yes
☐ It depends
☐ No
☐ I don't know

24. How would you rate the national cohesion?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Excellent
☐ Good
☐ Balanced
☐ Bad
☐ Very bad
☐ I don't know

25. Why?

Foreign Policy

26. Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Yes
☐ Mixed
☐ No
☐ I don't know

27. **On the international scene, do you consider that this country has**
Une seule réponse possible.

- ☐ A lot of influence
☐ A measured influence
☐ Very little influence
☐ No influence

28. **And on the regional scene?**
Une seule réponse possible.

- ☐ A lot of influence
☐ A measured influence
☐ Very little influence
☐ No influence

29. **In your opinion, is the country integrated into the region?**
Une seule réponse possible.

- ☐ Very strong
☐ Good
☐ Medium
☐ Low
☐ Not at all

30. **How would you describe Russia?**

31. **How would you describe Putin?**

32. **How would you describe the European Union?**

27. On the international scene, do you consider that this country has*Une seule réponse possible.*

- ☐ A lot of influence
- ☐ A measured influence
- ☐ Very little influence
- ☐ No influence

28. And on the regional scene?*Une seule réponse possible.*

- ☐ A lot of influence
- ☐ A measured influence
- ☐ Very little influence
- ☐ No influence

29. In your opinion, is the country integrated into the region?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Very strong
- ☐ Good
- ☐ Medium
- ☐ Low
- ☐ Not at all

30. How would you describe Russia?

31. How would you describe Putin?

32. How would you describe the European Union?

39. How would you rate this country's relations with the Western powers?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Excellent
- ☐ Good
- ☐ It depends
- ☐ Bad
- ☐ Terrible
- ☐ I don't know

40. To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Very close
- ☐ Close
- ☐ Balanced
- ☐ Not close
- ☐ Not close at all
- ☐ I don't know

41. To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Very close
- ☐ Close
- ☐ Balanced
- ☐ Not close
- ☐ Not close at all
- ☐ I don't know

42. To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Very close
- ☐ Close
- ☐ Balanced
- ☐ Not close
- ☐ Not close at all
- ☐ I don't know

43. To what extent do you consider the country to be politically close to his neighbours?*Une seule réponse possible.*

- ☐ Very close
- ☐ Close
- ☐ Balanced
- ☐ Not close
- ☐ Not close at all
- ☐ I don't know

44. What do you know about the Commonwealth of Independent States?

45. If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?

Yesterday, Today and Tomorrow ...

46. In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?

47. In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?

48. In your opinion, what are the main issues facing this country today?

44. What do you know about the Commonwealth of Independent States?

45. If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?

Yesterday, Today and Tomorrow ...

46. In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?

47. In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?

48. In your opinion, what are the main issues facing this country today?

Ci-dessous se trouvent les 13 réponses collectées (2 réponses pour l'Azerbaïdjan, 2 pour la Biélorussie et 9 pour le Kazakhstan).

Répondant 1 : Kazakhstan

Horodateur	10-17-2018 9:57:27
How old are you?	58
What is your gender?	Male
What is your highest level of qualification?	Master in Engineering
What is your nationality?	Belgian
Where do you live?	Belgium
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	2 years
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Yes, I lived and worked there, had numerous relationships with nationals, private and professional
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Educated, controlled, developing, ambitious, unequal
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Nomads, Russian then Soviet annexation, oil/gas/mining developments, space program, independence, new capital, Nazarbayev, economic development
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Bad
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Good
Its energy security	Good
Do you consider this country as	An emerging power

In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Survive, control, development, education, world recognition
How would you describe the current regime?	Enlightened despotism
Are you satisfied with this system in place?	Mixed
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Socialist, for tge majority, still depending on state services and employment, elite wants free economy and low taxes
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Bad
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	No
How would you rate the national cohesion?	Balanced
Why?	Pride, strong sense of national identity, except for russian minority
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Mixed
On the international scene, do you consider that this country has	Very little influence
And on the regional scene?	A lot of influence

In your opinion, is the country integrated into the region?	Good
How would you describe Russia?	One of KZ key commercial and political partners
How would you describe Putin?	Russia new tsar
How would you describe the European Union?	Devided
How would you describe the Occident?	Diverse
How would you describe the post-Soviet space?	Diverse
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	I don't know
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Good
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	It depends
How would you rate this country's relations with the Western powers?	It depends
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Not close

To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	A post soviet attempt to preserve free market relationships and political alignment, not a big factor today
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	Little
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	Large extend
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Negatively, very bureaucratic for example
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Oil prices, Nazarbayev succession
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	Pessimistic, too much dependancy on oil, little else, economic diversification too slow
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Unstable
Any last comments?	

Répondant 2: Biélorussie

Horodateur	10-18-2018 20:31:01
How old are you?	18

What is your gender?	Male
What is your highest level of qualification?	high school
What is your nationality?	Belarusian
Where do you live?	Mostar
Please specify which country you intend to talk about	Belarus
How long did you live there altogether?	17 years
Do you feel close to this country? Please explain your answer	I was born in Belarus, and my both of my parents identify themselves as Belarusians. Unlike many other people who live in my country, I primarily use Belarusian language as a source of communication with others. I also believe that I undoubtedly envisaged identity and mentality of my nation.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	potato, moustache, dictatorship, indifference, atheism
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	The October coup (mostly known as the great Russian revolution in 1918) -- it is crucial because it allowed Belarus to be independent for 6 months. The collectivisation and repressions (1930s mostly) -- it is an dreadful event since many people were exterminated in concentration camps. The USSR secret police also vanished 90% of the art community (writers mostly) WWII (1939-1945) -- Belarus lost 1/3 of its population and was destroyed 1991 -- the destruction of the USSR; Belarus became independent 1994 -- The election of Lukashenko who is still in

	power and basically this year signified the start of a dictatorship regime
Its political situation	Terrible
Its economic situation	Terrible
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Terrible
Its energy policy	Good
Its energy security	Terrible
Do you consider this country as	A small power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	-- to sustain the independence of the country due to the sad events that took place in Ukraine in 2014 -- to counter-balance Russian influence -- attempting to establish good relations with the EU -- getting as much money from Russia as possible -- transform Belarus into a "negotiations pad" between the EU, Russia and Ukraine(something similar to Geneva or Helsinki).
How would you describe the current regime?	It is almost totally hinged on Russian money and Russian support. Russia supplies all of the oil and utterly controls the economy of Belarus. The regime is not supported by people; nobody goes to elections. It used to be brutal until the 2014 Ukrainian crisis after which Lukashenko realised that Russia was too dangerous. He virtually started to

	improve the human rights situation in Belarus to negotiate with the EU but it is very unstable.
Are you satisfied with this system in place?	No
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	It is severely disrupted. There are a large number of people who fully support Russia and integration with her. However, the EU integration is also very popular within the population, especially the youth. A myriad of people also believe that the best solution for Belarus would be to stay with neither and balance between West and East.
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Very bad
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	No
How would you rate the national cohesion?	Very bad
Why?	The existence of two languages hinders national cohesion. It is always a challenge to use Belarusian in public though everybody understands it. Belarus also has a shared informational space with Russia (same TV channels and internet news) which favours

	integration with Russia that is antagonised by a part of the population.
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes
On the international scene, do you consider that this country has	A measured influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Very strong
How would you describe Russia?	I have nothing against the Russian. However, its foreign policy is directed towards consumption of the neighbouring countries. Russia is a very corrupted country where people have no vote; their opinions are omitted. A myriad of Russian people still have imperialistic ambitions and believe in the Russian World.
How would you describe Putin?	Putin is a genius politician, but the way he superintends the political system of Russia is not extensively reliable. He managed to transform oil-dependent Russia whose GDP was not even top-10 into a chief villain of the globe. However he failed to attract the Russian youth that are mainly against him and his party.

How would you describe the European Union?	The EU is giving substantial economic aid to Belarus. It tries to galvanise the democratisation process in Belarus by financing NGOs. However, the membership in the EU takes away a bit of sovereignty.
How would you describe the Occident?	This term is very vague as the countries that this notion encompasses are greatly diverse.
How would you describe the post-Soviet space?	Post-Soviet space is also very diverse yet there is one thing all of the countries are struggling with -- to diminish the influence of Russia. More than 20 years has elapsed since the demise of the USSR which reinforces the gap between the democratic states (Baltic states) and the dictatorships (Belarus and Middle Asian countries) in terms of human rights and transparency. Thus, it is hard to consider the post-Soviet space as something integral.
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	No
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	It depends
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	It depends
How would you rate this country's relations with Russia?	Bad

How would you rate this country's relations with the Western powers?	Terrible
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Very close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Very close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	It is a virtually created and sustained IGO which was created to show the world that the post-Soviet countries are still united. It only encompasses dictator countries and gives no benefits to its members.
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	There is no influence as such.
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	In the context of Belarus, it does have a substantial impact. Due to the fact that it was a part of the Russian Empire and the USSR, Belarus is hinged on Russia nowadays.
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Yes. The Soviet influence predetermined social structure of Belarus, mentality of its people and economic system. The impact is rather negative as Belarus is very poor and conservative.

In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Direct Russian influence; the language and identity problem; conservative society; old outdated economy
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	Pessimistic. Belarus is a in limbo. Lukashenko is balancing between Russia and the EU. It is unfortunate to admit that but he is the person who enables Belarus to remain somewhat independent. However, if he dies, there will be a dangerous period of instability which may be use by Russia for some dire reasons.
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Stable
Any last comments?	

Répondant 3 : Azerbaïdjan

Horodateur	10-18-2018 20:44:35
How old are you?	20
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	High school graduation
What is your nationality?	Azerbaijani
Where do you live?	Brussels, Belgium (studying ni Miami, Florida)
Please specify which country you intend to talk about	Azerbaijan
How long did you live there altogether?	I have never lived there
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Close enough. Most of my family members live there and I used to visit every summer.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	oil, caviar, corruption, Caspian sea, Maiden tower

In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Declaration of the Azerbaijani Democratic Republic in 28th May 1918, 20th January 1990 when the Soviet Army units invaded Baku to crack down the National Independence movement, Nagorno Karabakh conflict.
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Bad
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Bad
Its energy policy	Good
Its energy security	Good
Do you consider this country as	A small power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Stay in power, corruption
How would you describe the current regime?	Dictatorship
Are you satisfied with this system in place?	No
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Western, Pan Turkism
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Bad
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	No

How would you rate the national cohesion?	Balanced
Why?	different nationalities live in peace, but social economic problems and neighbouring states interference might complicate the situation.
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	
On the international scene, do you consider that this country has	
And on the regional scene?	
In your opinion, is the country integrated into the region?	
How would you describe Russia?	USSR Nostalgia, expansionist, Putin
How would you describe Putin?	overwhelming power in Russia, KGB past
How would you describe the European Union?	Weakened by BREXIT, raise of anti migration rhetoric, split between member states. Problems with Hungary, Poland, Italy
How would you describe the Occident?	Divided and puzzled
How would you describe the post-Soviet space?	weak economies, corruption, dictatorship in Central Asia and Azerbaijan
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	

How would you rate this country's relations with the countries of the region?	
How would you rate this country's relations with Russia?	
How would you rate this country's relations with the Western powers?	
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Balanced
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	weak and ineffective/ organisation dominated by Russia
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this	

country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Nagorno Karabakh conflict, corruption, social economic problems
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	pessimistic if no changes in the next year, the situation might get out of control
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	
Any last comments?	

Répondant 4 : Azerbaïdjan

Horodateur	10-19-2018 21:42:59
How old are you?	20
What is your gender?	Male
What is your highest level of qualification?	Bachelor
What is your nationality?	Azerbaijani
Where do you live?	Baku, Azerbaijan
Please specify which country you intend to talk about	Azerbaijan
How long did you live there altogether?	19
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Not, not that much
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Conservative, undemocratic, rich but poor
In your opinion, what are the most important elements of its national	Our independence, then USSR time, and then being independent again and Garabagh war

history (from the 20th century onwards)?	
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Bad
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Balanced
Its energy security	Balanced
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	I've no idea
How would you describe the current regime?	Undemocratic
Are you satisfied with this system in place?	No
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Balanced
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	It depends
How would you rate the national cohesion?	Very bad
Why?	Because they have a fear

Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	I don't know
On the international scene, do you consider that this country has	A measured influence
And on the regional scene?	A lot of influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Good
How would you describe Russia?	Such an ashamed and embarrassing country for its politics
How would you describe Putin?	In German, I could call him "Hurensohn"
How would you describe the European Union?	I prefer to have a political issues with EU, not with Russia. But unfortunately Russia still can keep its power on post Soviet countries.
How would you describe the Occident?	
How would you describe the post-Soviet space?	I think post-Soviet space still does have Russia's influence
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	Yes
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	It depends
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	It depends

How would you rate this country's relations with the Western powers?	It depends
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Balanced
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	It has an impact on every sides of the country.Doesn't matter,political,economic,social or cultural.Our elder generation can speak russian better than younger ones.But youngers can speak English.You also can see russian influence on political issues.
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Yes,it has.On one hand it has positive sides.I don't think we are real muslims,because our people couldn't go to mosques or pray in Soviet times.And as you see,in most of muslim countries,as Saudi Arabia or

	somewhere else,they don't have a good education system.But I think,we got a normal one from russians.
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Garabagh war,bad economics,devolution
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	I have no idea what will happen but I'm pessimistic.I just wanna leave this country as soon as possible
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Unstable
Any last comments?	I hope I could help you. But I prefer to talk face to face about it,I can tell you more

Répondant 5: Kazakhstan

Horodateur	10-31-2018 7:37:25
How old are you?	30
What is your gender?	Male
What is your highest level of qualification?	Bachelor
What is your nationality?	Kazakhstan, Almaty
Where do you live?	Belarus, Minsk
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	29
Do you feel close to this country? Please explain your answer	No
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Corruption, insecurity, beautiful nature, beautiful people, no future

In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Getting large areas rich in minerals after the collapse of the USSR
Its political situation	Bad
Its economic situation	Bad
Its social situation	Balanced
Its cultural situation	Good
Its energy policy	Bad
Its energy security	Bad
Do you consider this country as	A small power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Change in the policy of mining, the fight against corruption, the resumption of production and agriculture
How would you describe the current regime?	Little god as a leader
Are you satisfied with this system in place?	No
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Qualified personnel leaving the country
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Balanced
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	I don't know
How would you rate the national cohesion?	Balanced

Why?	
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes
On the international scene, do you consider that this country has	Very little influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Medium
How would you describe Russia?	Huge country with problem
How would you describe Putin?	Dangerous, cunning, smart
How would you describe the European Union?	Outdated union
How would you describe the Occident?	Strong economy, strong politics, hard life
How would you describe the post-Soviet space?	Weak economy, weak policy, difficult life
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	I don't know
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Bad
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	It depends
How would you rate this country's relations with Russia?	It depends

How would you rate this country's relations with the Western powers?	I don't know
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Very close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Not close at all
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	Former countries of the USSR, a strange question...
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	I don't know what to answer
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	As I say, Kazakhstan getting large areas rich in minerals after the collapse of the USSR
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Corruption, insecurity, lack of leadership change, weak economy

In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	Pessimistic
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Stable
Any last comments?	Very large profile

Répondant 6 : Kazakhstan

Horodateur	11-5-2018 17:03:22
How old are you?	57
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	License
What is your nationality?	Belgian
Where do you live?	Kazakhstan
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	One year
Do you feel close to this country?	Yes for the way of life
Please explain your answer	No for idiom and climate
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Steppe, cold, goulag, multi-ethnicity, opéra and ballet
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Soviet period: deportation, population.s displacement, nomad.s sedentarization, industrialization, education, Russification Independance period: kazak idiom back in Administration and primary schools,

	displacement of capital from Almaty to Astana. Construction of new capital Astana in the middle of nowhere. same président since Independence = no democracy.
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Balanced
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Balanced
Its energy security	Balanced
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	To try to be visible on the international arena. To try to recover their own identity. Tolerance with all kind of religions
How would you describe the current regime?	Corrupted. Autoritarian.
Are you satisfied with this system in place?	This does not concern me
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Population looks resigned but not unhappy
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Balanced
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	No

How would you rate the national cohesion?	Balanced
Why?	People is not complaining and doesn't look unhappy
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes
On the international scene, do you consider that this country has	Very little influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Medium
How would you describe Russia?	Invader
How would you describe Putin?	Present but not very active
How would you describe the European Union?	Same
How would you describe the Occident?	Fragile
How would you describe the post-Soviet space?	I don't know
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	It depends
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	It depends
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	It depends

How would you rate this country's relations with the Western powers?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Nothing
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	The history has a huge influence on its current situation
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Yes and more negatively I think. Especially because when they became independent, on the top of all the suffering endured by the repressive system of soviets, they lost jobs, education, health care...but kept authoritarianism and corruption.

In your opinion, what are the main issues facing this country today?	The appetite of the 2 big neighbors Russia and China. And the rising of Islamism in rural area
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	I can't tell... It may be good, it may be not, depending of so many factors!!
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	I don't know
Any last comments?	Good luck!

Répondant 7 : Kazakhstan

Horodateur	11-14-2018 4:18:10
How old are you?	41
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	Bac+5
What is your nationality?	Française
Where do you live?	Astana
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	2 ans
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Pas tellement. La façon dont les Kazakhstanaïens pensent, agissent, organisent est très différente de la façon européenne. Toute démarche est compliquée et exige une procédure complexe (pour quasiment toutes les transactions effectuées il faut un contrat de plusieurs pages), ce qui rallonge les délais mais rien n'est anticipé. Par ailleurs, aucune prise

	d'initiative sans accord de la hiérarchie.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Procédure, froid, nomadisme, russe, immensité
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Le soviétisme Les camps d'opposants, d'épouses et d'enfants d'opposants au régime stalinien Le brassage des populations durant le régime soviétique L'indépendance en 1991
Its political situation	Bad
Its economic situation	Balanced
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Terrible
Its energy security	I don't know
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Garder l'équilibre entre les différents minorités ethniques tout en essayant d'imposer le kazakh comme référence. Jouer un rôle d'intermédiaire et de pacificateur sur la scène internationale
How would you describe the current regime?	Régime autoritaire
Are you satisfied with this system in place?	Mixed
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Imposer le Kazakh dans la vie quotidienne

How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Bad
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	It depends
How would you rate the national cohesion?	Balanced
Why?	
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes
On the international scene, do you consider that this country has	A measured influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Good
How would you describe Russia?	
How would you describe Putin?	
How would you describe the European Union?	
How would you describe the Occident?	
How would you describe the post-Soviet space?	
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	

How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Good
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	It depends
How would you rate this country's relations with Russia?	Good
How would you rate this country's relations with the Western powers?	Good
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its	

current situation (political, economic, social, cultural)?	
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Oui, plutôt négative. Dans la vie quotidienne, procédure, aucune prise d'initiative, aucun souci de l'environnement,
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Unstable
Any last comments?	

Répondant 8 : Kazakhstan

Horodateur	11-14-2018 8:20:00
How old are you?	37
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	Master degree
What is your nationality?	Canadian
Where do you live?	Astana, Kazakhstan
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	1 year and 6 months
Do you feel close to this country? Please explain your answer	No. It is a comfortable country to live in (safe, clean, low cost of living), but it

	the culture and local customs/values are very different from my own.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Developing, bureaucratic, flashy, isolated, cold
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Suppression of Kazak(local) culture while under the USSR, followed by an attempt of revival of Kazak identity and culture after the collapse of the USSR.
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Balanced
Its social situation	Balanced
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Good
Its energy security	Good
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Put Kazakhstan on the world stage as a growing economy and emerging power in Asia. A lot of money is spent in capital city Astana to building new roads/hospitals/educational institutions/business centres/cultural venues. The rest of the country remains neglected.
How would you describe the current regime?	The regime is trying hard to modernize the country and improve the existing infrastructure, processes, upgrade local institutions. The process is still slow and disorganized. Soviet style corruption and bureaucracy still exist. A lot of emphasis is being put on building new shiny towers/buildings rather than restructuring processes and improving efficiency.

Are you satisfied with this system in place?	Mixed
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	People are generally not concerned with politics. They are happy with the existing regime (even though they are aware of its limitations).
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Satisfactory
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	It depends
How would you rate the national cohesion?	Good
Why?	The majority of the local population does not think critically about anything. They are happy to accept and go along with anything the government says. Any small protests or demonstrations are quickly suppressed. Most people have learned to work the system (including corruption and nepotism) and see no need for any changes.
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	No
On the international scene, do you consider that this country has	No influence
And on the regional scene?	A measured influence

In your opinion, is the country integrated into the region?	Very strong
How would you describe Russia?	A energy power house that in very prominent locally and does not agree to be bullies by the West.
How would you describe Putin?	A leader who is able to hold a large, diverse population under control. I may not agree with his policies but dont see anyone else who can do the job he is doing.
How would you describe the European Union?	A great common voice for all the countries in Europe. The moral compass for the world.
How would you describe the Occident?	
How would you describe the post-Soviet space?	
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	Yes
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Excellent
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Excellent
How would you rate this country's relations with Russia?	Good
How would you rate this country's relations with the Western powers?	Excellent
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Balanced

To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close at all
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Not close at all
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	All these countries are more similar (in terms of values, priorities, outlook to the future) to Russia than to Europe or the West.
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	Due to the money generated from Oil and Mining, Kazakhstan has developed more rapidly than some of the surrounding Central Asian Republics. These poorer republics look up to Kz as a leader. Several Uzbeks/Kirgiz come to Kz to work.
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	The country is trying hard to distance itself from its Russian past and build up a new cultural identity for itself.
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	The Soviets invested a significantly in the infrastructure and education. However, they also surpassed the local culture and language. Overall, I feel, Kz would have need far behind without Soviet influence.
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Corruption/bureaucracy. A large workforce that is unable to think independently or critically.

In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	I am optimistic about the future in KZ. Given the low population density and income from oil/mining, the country has the potential to transform into a new, clean, modern republic.
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Stable
Any last comments?	

Répondant 9 : Biélorussie

Horodateur	11-14-2018 9:25:30
How old are you?	31
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	DipHE
What is your nationality?	Belarusian
Where do you live?	Kazakhstan
Please specify which country you intend to talk about	Belarus
How long did you live there altogether?	23 years
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Yes, because it's my native country.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Order, cleanliness, potatoes, cornflowers, flax.
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	The Second World War
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Bad

Its social situation	Balanced
Its cultural situation	Good
Its energy policy	Bad
Its energy security	Bad
Do you consider this country as	A small power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Maintain order and prevent conflicts.
How would you describe the current regime?	Centralized power.
Are you satisfied with this system in place?	Yes
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Traditional conservatism
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Satisfactory
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	It depends
How would you rate the national cohesion?	Balanced
Why?	
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes

On the international scene, do you consider that this country has	Very little influence
And on the regional scene?	Very little influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Very strong
How would you describe Russia?	Great country
How would you describe Putin?	Worthy president
How would you describe the European Union?	Exhausted union
How would you describe the Occident?	Influential
How would you describe the post-Soviet space?	Confused countries
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	I don't know
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Good
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	Excellent
How would you rate this country's relations with the Western powers?	It depends
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Very close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Not close

To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Not close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	Belarus is part of CIS
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	Common policy in certain spheres
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	Big impacts
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Yes, a big positive influence, especially in the sphere of industry and agriculture
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Economic issues, dependance from Russia
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	No big changes, pretty the same situation
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Stable
Any last comments?	

Répondant 10 : Kazakhstan

Horodateur	11-14-2018 12:22:44
How old are you?	46
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	Bac+5
What is your nationality?	Française
Where do you live?	Kazakhstan
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	2,5 ans
Do you feel close to this country? Please explain your answer	oui. Les kazakhs sont bien plus proches des européens que des asiatiques, des caucasiens ou des russes. Les gens sont très accueillants, ouverts et curieux.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Climat hostile, paix, gentillesse, fracture sociale, eldorado
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	La prise de fonction du président Nazarbayev, le déplacement de la capitale à Astana, la création du comité des peuples représentant les différents clans (khans).
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Balanced
Its social situation	Bad
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Balanced
Its energy security	I don't know
Do you consider this country as	A great power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	stabilize the country, prevent islam radicalization, become the most important country in central asia, be

	recognized by all other main countries as equal
How would you describe the current regime?	Régime autoritaire fort. Et non pas une dictature !
Are you satisfied with this system in place?	Yes
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	Suivent la lignée présidentielle
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Balanced
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	It depends
How would you rate the national cohesion?	Balanced
Why?	il n'y a pas de classe moyenne. Plus le Kazakhstan se développe plus l'écart entre les ultra riches et les ultra pauvres se creuse. Le problème c'est que le Kazakhstan veut se développer en 50 ans autant que les pays riches "classiques" (europe, US) en 150 ans. il y a forcément une partie du peuple qui ne peut pas suivre et un gouvernement qui a ses priorités.
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the	Yes

political agenda of the current government?	
On the international scene, do you consider that this country has	A measured influence
And on the regional scene?	A lot of influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Not at all
How would you describe Russia?	pays nationaliste où le peuple ont souffert et continuent à souffrir. ne pèse sur le monde que par la menace militaire qu'elle représente. conséquence de l'utopie du communisme qui in fine ne produit pas de meilleurs résultats que les ligues d'extrême droite.
How would you describe Putin?	nationaliste avec des velléités expansionnistes
How would you describe the European Union?	un athlète devenu obèse = fort potentiel pour être le meilleur mais c'était il y a bien longtemps. Maintenant se perd dans la bureaucratie devenue bien trop lourde pour être efficace. Ne défend plus les pays ni les peuples. Ne fait plus que ralentir les décisions nationales. N'apporte plus rien.
How would you describe the Occident?	un rempart contre l'islam pour la liberté des peuples et la démocratie
How would you describe the post-Soviet space?	des pays fragiles politiquement (corruption à grande échelle) qui peuvent facilement tomber dans la radicalisation
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	I don't know

How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Good
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	Good
How would you rate this country's relations with the Western powers?	Good
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Not close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Not close at all
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	Not much
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	NSP
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its	fort impact : traditions axées sur l'entre-aide face aux éléments hostiles, chef fort (khan), organisation sociale (acceptation des disparités), culture

current situation (political, economic, social, cultural)?	unique, forte transmission entre les générations, culture de l'accueil (des étrangers, voyageurs, etc).
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	aucune influence positive pour le Kazakhstan. L'URSS n'a apporté que souffrance et pauvreté au Kazakhstan = goulags, déplacement des peuples, suppression de la propriété privée, fin des traditions, remplacement du kazakh par le russe, mise en place de l'église orthodoxe, éradication des savoirs faires locaux, grande pauvreté, famine, etc.
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	la corruption. le président essaie de faire le ménage mais la corruption est tellement présente à tous les niveaux de l'état et des entreprises que c'est très compliqué de mettre en place les mesures nécessaires au développement du pays. la plus grande menace reste la succession du président.
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	I am very optimistic about the evolution of Kazakhstan. I believe the president has done everything necessary to help a smooth transition to another leader. Educated kazakh professionals want to make Kazakhstan a better country too and they come back to Kazakhstan after graduation from western universities and schools. They have ambition and are very well aware of how the modern economy is evolving. And they want Kazakhstan to be part of that future. They are also looking into a more sustainable

	industry and will invest greatly in developing green technologies.
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Unstable
Any last comments?	

Répondant 11 : Kazakhstan

Horodateur	11-14-2018 13:16:07
How old are you?	55 ans
What is your gender?	Female
What is your highest level of qualification?	Infirmière pédiatrique (enseignement supérieur de type court)
What is your nationality?	Belge
Where do you live?	Astana – Kazakhstan
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	15 mois
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Non. Pays totalement inconnu au premier abord, que l'on prend du temps à explorer (tant il est vaste) et dont je ne maîtrisais aucune langue en arrivant.
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Steppe / hiver glacial / héritage soviétique / mutation / identité nationale
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Déportation sur le territoire de milliers de personnes (surtout d'Europe de l'est) . Création de goulags. Milliers de morts à l'époque stalinienne. Domination soviétique jusqu'à l'indépendance .
Its political situation	Excellent
Its economic situation	Good

Its social situation	Balanced
Its cultural situation	Good
Its energy policy	Balanced
Its energy security	Good
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Développer l'économie du pays en favorisant les investissements étrangers , de préférence européens. Garder de bonnes relations avec les nations voisines afin de préserver la paix et l'indépendance . Favoriser et développer l'identité nationale , notamment la langue kazakhe ainsi que sa culture. Jouer un rôle plus important sur la scène internationale et faire connaître le pays.
How would you describe the current regime?	Autoritaire éclairé
Are you satisfied with this system in place?	Yes
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Satisfactory
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	I don't know

How would you rate the national cohesion?	Good
Why?	L'impression générale est que les gens semblent satisfaits de l'évolution de leur nation, même si certains souhaitent peut-être un changement ou un rajeunissement à la tête du pays. Jusqu'à présent , la stabilité politique (et les ressources pétrolières) ont permis de garantir un développement économique et social dont la population a pu profiter.
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes
On the international scene, do you consider that this country has	Very little influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Good
How would you describe Russia?	
How would you describe Putin?	
How would you describe the European Union?	Un patchwork de pays qui lutte pour garder son unité et un idéal commun (fissuré par le brexit) mais qui dépend des volontés nationales qui la composent pour construire un avenir commun.
How would you describe the Occident?	
How would you describe the post-Soviet space?	Un patchwork de pays qui n'a pas encore de vision ou de volonté pour un

	avenir commun, avec d'assez grandes disparités.
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	I don't know
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	It depends
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	It depends
How would you rate this country's relations with Russia?	I don't know
How would you rate this country's relations with the Western powers?	Good
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	I don't know
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	I don't know
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	Je ne connais pas
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	

In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	Énorme
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Bien sûr. Les deux. Mais qui diminue progressivement avec le temps.
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	De réussir les différentes transitions en cours : économique, énergétique, culturelle, mais aussi de réussir sa transition vers une vraie démocratie et un état de droit. De garantir aussi l'intégration et l'avenir des descendants des autres ethnies présentes dans le pays ainsi que la minorité russe.
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	Je suis plutôt optimiste . Tout dépend de la stabilité politique dans le futur après la très longue présence de l'actuel président .
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Stable
Any last comments?	Un facteur non évoqué et qui peut avoir son importance dans la région et les pays limitrophes est le retour à une pratique religieuse (islam) et le rôle des influences étrangères à cet égard.

Répondant 12 : Kazakhstan

Horodateur	11-14-2018 16:20:25
How old are you?	59
What is your gender?	Female

What is your highest level of qualification?	Ph D
What is your nationality?	Astana Kazakhstan
Where do you live?	Kazakhstan
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	1 year
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Not really: climate is very harsh, language is difficult, history and culture are not very rich. On the positive side Kazakh people are very hospitable and friendly
What are the first 5 keywords you associate with this country?	Cold, isolated, hospitality, oil, nature
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	Oil discovery, gulag and populations displacement, independence from CCCP, denuclearization,
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Good
Its social situation	Balanced
Its cultural situation	Balanced
Its energy policy	Good
Its energy security	Excellent
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Keep peace outside in particular with very big neighbors: Russia and China, and with the West (Europe and US) Keep peace inside

	Develop economy: lots of natural resources (oil) Develop: educate and train the very young population (more than 1/2 of the 18 millions inhabitants are under 30 years)
How would you describe the current regime?	Benevolent dictatorship, but official presidential regime based on elections
Are you satisfied with this system in place?	Mixed
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Satisfactory
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	Yes
How would you rate the national cohesion?	Good
Why?	A lot of tolerance between the different races (main: KZ and Russian but also minorities) and different religions (main: muslim and orthodox but also others). Lots being done to educate. Because of natural resources the country is rich, this helps!
Do you consider the foreign policy of this country has a very	Yes

important/dominant place in the political agenda of the current government?	
On the international scene, do you consider that this country has	Very little influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Very strong
How would you describe Russia?	The Big Brother who is watching you!
How would you describe Putin?	The president of Russia: KZ needs to please him, at least not displease him.
How would you describe the European Union?	A friendly entity KZ would like to come closer to: economic partnering etc
How would you describe the Occident?	Same as EU above. There are though special links with the US who helped with denuclearizations
How would you describe the post-Soviet space?	For KZ, because of its economic strength and its diplomatic president, rather positive. Stable, growing
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	Yes
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Good
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	Good
How would you rate this country's relations with the Western powers?	Good

To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Close
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Balanced
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	CIS are the former CCCP (except for the Baltic States who joined the EU, and Ukraine, Georgia). They have a custom / visa free regime. A bit of an Eastern EU, but with one of them being Big Brother Russia.
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	Russia still having a lot of influence on KZ. Easier for trade within the Eurasia region
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	Cultural: the tribes from the nomadic time are still very important. This could lead to recruitment or assigning a contract choices based on being a member of the tribe vs merit. The nomadic culture and the population displacement during the CCCP has fostered a culture of hospitality and tolerance
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this	High impact: business is very much being done like in Russia, with a strong influence of the Soviet era, not much initiative, referring to higher level for

country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	decision. Still encouragement for culture (music, opera, ballet = legacy of CCCP)
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Corruption at the very high level, Education of its very young population, Disappearance of its strong leader
In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	Optimistic, with risk of chaos after the president Nazarbaev disappears
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	I don't know
Any last comments?	I find a high risk of muslim radicalization in the 'Stans" except for in Kazakhstan, because they are poor and already rather unstable.

Répondant 13: Kazakhstan

Horodateur	11-19-2018 13:58:52
How old are you?	58
What is your gender?	Male
What is your highest level of qualification?	Master
What is your nationality?	Belgian
Where do you live?	Astana
Please specify which country you intend to talk about	Kazakhstan
How long did you live there altogether?	1 year
Do you feel close to this country? Please explain your answer	Yes, Youngstown country with Nice people

What are the first 5 keywords you associate with this country?	Large, open, young, dynamic, crossroad
In your opinion, what are the most important elements of its national history (from the 20th century onwards)?	New capital Astana, good relation with Russia And Western countries
Its political situation	Balanced
Its economic situation	Balanced
Its social situation	Balanced
Its cultural situation	Good
Its energy policy	Good
Its energy security	Good
Do you consider this country as	An emerging power
In your opinion, what are the main priorities of the current regime?	Éducation, développement of enterprise, job creation
How would you describe the current regime?	No opinion
Are you satisfied with this system in place?	Yes
In your opinion, what is the main political orientation in the country (among the population)? If you find that there are several, please specify.	No opinion
How would you assess the relationship between the current government and its citizens?	Satisfactory
In your opinion, is the current regime sufficiently representative of the population? Of the population's interests?	It depends

How would you rate the national cohesion?	Good
Why?	
Do you consider the foreign policy of this country has a very important/dominant place in the political agenda of the current government?	Yes
On the international scene, do you consider that this country has	A measured influence
And on the regional scene?	A measured influence
In your opinion, is the country integrated into the region?	Good
How would you describe Russia?	An ally
How would you describe Putin?	No opinion
How would you describe the European Union?	Ready to develop the country
How would you describe the Occident?	Same as above
How would you describe the post-Soviet space?	Still some existing links like the language
Do you think that your opinion is often the same in your surroundings?	Yes
How would you rate this country's relations with its neighbouring countries?	Good
How would you rate this country's relations with the countries of the region?	Good
How would you rate this country's relations with Russia?	Good

How would you rate this country's relations with the Western powers?	Good
To what extent do you consider the country to be politically close to Russia?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the EU?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to the Western powers?	Balanced
To what extent do you consider the country to be politically close to its neighbours?	Close
What do you know about the Commonwealth of Independent States?	3 states Russia, Bielorrussia and Kazakhstan
If you know what it is, in your opinion, what is its influence on the country?	Good to balanced
In your opinion, to what extent has the history of this country an impact on its current situation (political, economic, social, cultural)?	Very little
In your opinion, being a former Soviet republic has it any influence on this country? If so, positively or negatively? At what level(s)?	Positive: culture and energy
In your opinion, what are the main issues facing this country today?	Education and jobs for young population

In your opinion, what will be the situation of this country in 15 years (political regime, economy/growth, social situation, cultural situation)? Are you optimistic or pessimistic?	Optimistic for growth
In your opinion, the post-Soviet space in 15 years will have a situation	Stable
Any last comments?	Very interesting country

Annexe 2 : Analyse comparative des données

L'analyse comparative consiste à comparer les données intrinsèques et mesurables des trois républiques par rapport à celles des pays de la région d'Eurasie, ainsi qu'à celles des pays considérés comme des grandes puissances.

Le tableau ci-dessous rassemble les caractéristiques des pays analysés dans leur état naturel. Les données sont issues des annuaires démographiques effectués par les Nations Unies en 1960, en 1995, et en 2010.

Informations générales sur les trois républiques

	Azerbaïdjan	Biélorussie	Kazakhstan
Population totale en 1959 et en 1970 en tant que républiques socialistes fédératives soviétiques de Russie (en unités) (Pressart 1972, p. 813)	3 698 000 – 5 117 000 (taux d'accroissement : 38%)	8 056 000 – 9 002 000 (taux d'accroissement : 12%)	9 153 000 – 12 849 000 (taux d'accroissement : 40%)
Population totale en 1989 (en unités)⁹	7 021 178	10 199 709	16 536 511
Estimation de la population totale au milieu de l'année 2009 (en milliers)¹⁰	9 054	9 498	18 038 ¹¹
Taux d'accroissement annuel 2010 – 2017 (%)	1.2	0	1.4

⁹ D'après le dernier recensement effectué par les Nations Unies ; données issues de l'Annuaire démographique des Nations Unies de 1995.

¹⁰ Données issues de l'Annuaire Démographique des Nations Unies de 2017.

¹¹ Les données concernent la population résidente.

Population urbaine totale en 2017 (%)		53 ¹²		77.9 ¹³		57.3 ^{14,15}	
Superficie Totale en 2017 (km²)		86 600		207 600		2 724 902	
Densité en 2017 (hab./km²)		114		46		7	
Taux d'accroissement naturel (%)		10.5 (2016)		-1.8 (2017)		/ (2017)	
Taux brut de natalité (%)	Taux brut de mortalité (%)	16.3 (2016)	5.8 (2016)	10.8 (2017)	12.6 (2017)	21.6 (2017)	/ (2017)
Taux de mortalité infantile (%)		10.4 (2016)		3.2 (2016)		8.0 (2017)	

2.1 Perspective régionale

Les données de chaque pays sont comparées avec celles des autres membres de la Communauté des États Indépendants (CEI). Bien qu'il soit un État observateur, le Turkménistan fait partie de cette analyse comparative. L'Ukraine ainsi que la Géorgie sont également incluses, même si elles s'en sont retirées respectivement en 2018 et en 2009.

¹² « Urbain » dans le cas de l'Azerbaïdjan : Division administrative regroupant plus de 15 000 habitants se livrant principalement à des activités industrielles et autres activités économiques et sociales et comprenant des centres administratifs et culturels (Annuaire démographie des Nations Unies 2017, p. 128).

¹³ « Urbain » dans le cas de la Biélorussie : « Les établissements urbains sont des établissements autorisés en vertu de la loi comme les villes, les agglomérations de type urbain, les cités ouvrières et les zones de villégiature de santé. » (Annuaire démographie des Nations Unies 2017, p. 129).

¹⁴ Les données concernent la population résidente.

¹⁵ « Urbain » dans le cas du Kazakhstan : « Villes ayant statut républicain (centres de population présentant une importance nationale spéciale ou comptant une population généralement de plus d'un million d'habitants), statut régional(Oblast') (centres de population qui sont de grands centres économiques et culturels, dotés d'une infrastructure industrielle et sociale développée et comptant une population de plus de 50 000 habitants, le pays compte 40 villes ayant statut régional), statut départemental, et agglomérations relevant de leur juridiction administrative. » (Annuaire démographie des Nations Unies 2017, p. 128).

Population totale (en unités)

	1960 ¹⁶	1970 ¹⁷	1989 (1995) ¹⁸	(2017) ¹⁹
U.R.S.S.²⁰/RUSSIE	208 826 650	130 079 000	147 021 869	(2010) 143 436 145
1				
Biélorussie 5/12	(8 055 000)	9 002 000	10 199 709	(2009) 9 503 807
Azerbaïdjan 6/12	/	5 117 000	7 021 178	(2009) 8 922 447
Kazakhstan 4/12	/	12 960 000	16 536 511	(2009) 16 009 597
Ukraine 2	(41 869 000)	47 126 000	51 452 034	(2001) 48 240 902
Moldavie 12	/	3 569 000	4 337 592	(2014) 2 804 801
Géorgie 10	/	4 686 000	5 400 841	(2014) 3 713 805
Arménie 11	/	2 492 000	(1979) 3 304 776	(2011) 2 871 771
Ouzbékistan 3	/	11 960 000	19 810 077	/
Turkménistan 9	/	2 159 000	3 522 717	(1995) 4 483 251
Tadjikistan 7	/	2 900 000	5 108 576	(2010) 7 564 502
Kirghizstan 8	/	2 933 000	4 257 755	(2009) 5 362 793

➔ Les trois républiques se trouvent parmi les premières places du classement.

¹⁶ Population totale (dernier recensement) : p. 117 d'*Annuaire Démographique 60*.

¹⁷ Evolution de la population des diverses républiques en 1970 : p. 813 de *Population URSS*.

¹⁸ Population totale (dernier recensement) : p. 134-336 de l'*Annuaire 1995*.

¹⁹ Population totale (dernier recensement) : p. 59-63 de l'*Annuaire 2017*.

²⁰ L'U.R.S.S. comprenait les anciennes Estonie, Lettonie, Lituanie ; des parties de la Tchécoslovaquie, de la Finlande, de la Pologne, de la Roumanie, de l'ancienne Allemagne ; le Tannou-Touva ; la partie méridionale de l'île Sakhaline ; et les Kouriles.

Superficie totale (en km²)

	1960 ²¹	1995 ²²	2017 ²³
URSS/RUSSIE 1	22 402 200	17 075 400	17 098 246
Biélorussie 6/12	(207 600)	207 600	207 600
Azerbaïdjan 9/12	/	86 600	86 600
Kazakhstan 2/12	/	2 717 300	2 724 902
Ukraine 3	(576 600)	603 700	603 500
Moldavie 11	/	33 700	33 846
Géorgie 10	/	69 700	69 700
Arménie 12	/	29 800	29 743
Ouzbékistan 5	/	447 400	448 969
Turkménistan 4	/	488 100	488 100
Tadjikistan 8	/	143 100	142 600
Kirghizstan 7	/	198 500	199 949

➔ Les trois républiques se trouvent dans la moyenne à eux trois.

PIB par habitant (en dollars EU) (Annuaire Statistique des Nations Unies, 62^{ème} édition, 2019)

	1995	2005	2017
URSS/RUSSIE 1	2 713	5 372	10 956
Biélorussie 4/12	1 412	3 246	5 750
Azerbaïdjan 5/12	396	1 551	4 146
Kazakhstan 2/12	1 282	3 656	8 756
Ukraine 8	990	1 903	2 536 ²⁴
Moldavie 9	407	719	2 006
Géorgie 7	539	1 429	3 875
Arménie 6	426	1 753	3 937
Ouzbékistan 10	589	543	1 557
Turkménistan 3	520	2 982	6 585
Tadjikistan 12	211	337	801
Kirghizstan 11	327	485	1 251

²¹ Annuaire Démographique 1960, p. 117.

²² Annuaire Démographique 1995, p. 134-136.

²³ Annuaire Démographique 2017, p. 59-63.

²⁴ Exclusion du territoire temporairement occupé de la République autonome de Crimée et de Sébastopol.

➔ Les trois républiques se trouvent parmi les premières places du classement.

À partir de ces données sur la population totale, la superficie totale, et le PIB par habitant des pays d'Eurasie, la conclusion qui peut être tirée est que l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan peuvent être considérés comme des grandes puissances. Pourtant, ce n'est pas l'intuition menée dans cette étude. Pour confirmer cette hypothèse, il semble nécessaire d'effectuer une nouvelle analyse comparative, mais cette fois-ci, dans une perspective globale (ou mondiale).

2.2 Perspective globale

Dans cette optique, les trois républiques sont comparées d'une part, aux États considérés comme des grandes puissances (les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies), et d'autre part, aux puissances émergentes (les pays membres des BRICS). La Russie et la Chine sont les deux seuls pays à être membres des deux organismes. Le Canada et le Japon sont également inclus dans cette analyse car ils sont considérés, parmi d'autres, comme des puissances moyennes.

Population totale (en unité)

	1960	1995	2017
Azerbaïdjan 13/13	/	5 117 000 (1989)	8 922 447 (2009)
Biélorussie 12/13	(8 055 000)	9 002 000 (1989)	9 503 807 (2009)
Kazakhstan 11/13	/	12 960 000 (1989)	16 009 597 (2009)
États-Unis (CSNU) 3	179 323 175	248 709 873 (1990)	308 745 538 (2010)
France (CSNU) 8	42 843 520 (1954)	56 634 299 (1990)	61 399 541 (2006)
Royaume-Uni (CSNU) 7	50 225 224 (1951)	56 352 200 (1991)	63 379 787 (2011)
Canada 10	16 080 791 (1956)	27 296 859 (1991)	35 151 730 (2016)
Japon 6	93 418 501	123 611 167 (1990)	127 094 745 (2015)
Brésil (BRICS) 4	51 976 357 (1950)	146 825 475 (1991)	190 755 799 (2010)
Russie (CSNU, BRICS) 5	208 826 650 (1959)	147 021 869 (1989)	143 436 145 (2010)
Inde (BRICS) 2	438 000 000 (1961)	846 302 688 (1991)	1 210 854 977 (2011)

Chine (CSNU, BRICS) 1	582 603 417 (1953) ²⁵	1 160 044 618 (1990)	1 339 724 852 (2010)
Afrique du Sud (BRICS) 9	(Union sud-africaine) 15 841 128	30 986 920 (1991)	51 770 560 (2011)

➔ Les trois républiques sont les dernières du classement.

Superficie totale (en km²)

Les territoires et dépendances autres que le territoire initial du pays ne sont pas pris en compte.

	1960	1995	2017
Azerbaïdjan 13/13	/	86 600	86 600
Biélorussie 12/13	(207 600)	207 600	207 600
Kazakhstan 7/13	/	2 717 300	2 724 902
États-Unis (CSNU) 3	9 363 387	9 363 520	9 833 517
France (CSNU) 9	551 208	551 500	551 500
Royaume-Uni (CSNU) 11	244 016	244 100	242 495
Canada 2	9 976 177	9 970 610	9 984 670
Japon 10	369 661	377 801	377 930
Brésil (BRICS) 5	8 513 844	8 547 403	8 515 767
Russie (CSNU, BRICS) 1	22 402 200	17 057 400	17 098 246
Inde (BRICS) 6	3 263 373	3 287 590	3 287 263
Chine (CSNU, BRICS) 4	9 561 000 ²⁶	9 596 961	9 600 000
Afrique du Sud (BRICS) 8	(Union sud-africaine) 1 223 409	1 221 037	1 221 037

➔ Les trois républiques se trouvent parmi les dernières places du classement.

PIB par habitant (en dollars EU)

	1995	2005	2017
Azerbaïdjan 12/13	396	1 551	4 146
Biélorussie 11/13	1 412	3 246	5 750
Kazakhstan 8/13	1 282	3 656	8 756
États-Unis (CSNU) 1	28 758	44 173	60 055

²⁵ Le territoire de Taiwan n'est pas pris en compte.

²⁶ Le territoire de Taiwan n'est pas pris en compte.

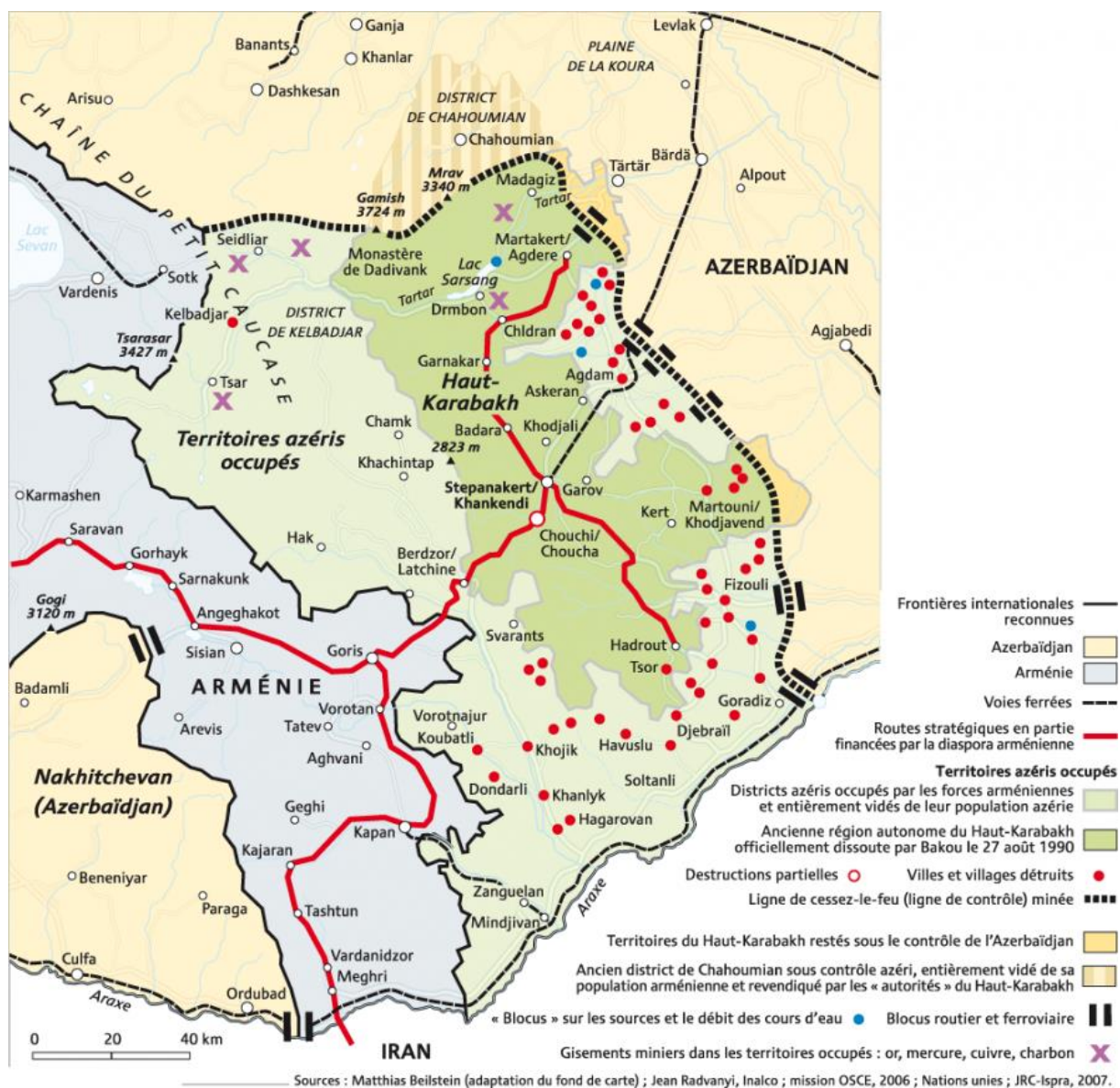
France (CSNU) 4	26 707	34 724	38 415
Royaume-Uni (CSNU) 3	23 042	41 883	39 758
Canada 2	20 594	36 218	44 974
Japon 5	43 118	37 054	38 220
Brésil (BRICS) 7	4 794	4 770	9 821
Russie (CSNU, BRICS) 6	2 713	5 372	10 956
Inde (BRICS) 13	378	720	1 923
Chine (CSNU, BRICS) 9	592	1 730	8 682
Afrique du Sud (BRICS) 10	3 741	5 280	6 151

➔ Les trois républiques se trouvent parmi les dernières places du classement.

Ainsi, à partir de ces données, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie et le Kazakhstan peuvent être considérés comme des petites puissances par rapport à ces pays. Dans cette optique, nous pouvons éventuellement imaginer que les trois républiques seraient considérées comme des moyennes puissances dans le cas où tous les pays confondus (de la première et de la deuxième perspective) seraient inclus dans une nouvelle analyse comparative. Tout est donc une question de perspective.

Annexe 3 : Illustration

Annexe 3.1 : Carte de la région du Haut-Karabakh.



Source : Le Monde Diplomatique (REKACEWICZ P. Le Haut-Karabakh, de plus en plus Solidement Arrimé à l'Arménie. 2012)

Le présent mémoire se penche sur l'étude des petites puissances eurasiatiques. La question de recherche poursuivie est : « Comment les petites puissances eurasiatiques orientent-elles leurs politiques domestique et extérieure au début du 21^{ème} siècle ? ». L'état de la politique interne et de la politique externe de l'Azerbaïdjan, de la Biélorussie et du Kazakhstan y est analysé. L'influence qu'exerce le statut de petite puissance dans l'organisation politique de certains pays ex-soviétiques y est également questionnée.

Eurasie – Petite Puissance – Azerbaïdjan – Biélorussie – Kazakhstan